

Rawane DIOP

# UNE MONARCHIE AU CŒUR DE LA RÉPUBLIQUE

**L'infirmité rédhibitoire de l'État sénégalais**







# **UNE MONARCHIE AU CŒUR DE LA RÉPUBLIQUE**



**RAWANE DIOP**

**UNE MONARCHIE AU CŒUR  
DE LA RÉPUBLIQUE**

**L'infirmité rédhibitoire de l'État sénégalais**



## **Du même auteur**

*L'Afrique dans la globalisation : une braderie sans fin*, Dakar,  
L'Harmattan-Sénégal, 2017

*De l'indépendance à l'émergence. Leurres et lueurs*, Paris,  
L'Harmattan, 2015

**© L'HARMATTAN-SÉNÉGAL, 2019**  
**10 VDN, Sicap Amitié 3, Lotissement Cité Police, DAKAR**

<http://www.harmattansenegal.com>  
[senharmattan@gmail.com](mailto:senharmattan@gmail.com)  
[senlibrairie@gmail.com](mailto:senlibrairie@gmail.com)

ISBN : 978-2-343-16951-4  
EAN : 9782343169514

## DÉDICACE

*À ce vaillant peuple martyr, souverain captif d'une démocratie de l'entre-soi et des privilèges de caste, victime d'une alliance tacite entre le politique, le culte et l'occulte dans un consensus de servitude, j'exhorte à la prise de conscience de ses responsabilités. Sa voix est précieuse et prépondérante pour l'extirper de son sort macabre, sa prison de misère, de pauvreté endémique et d'insuffisance de soins.*

*À tous les patriotes imbus de valeurs qui s'offusquent du piétinement de l'État de droit et qui s'investissent dans sa réhabilitation.*

*Aux enfants de la rue, livrés à leur triste sort sans école, en errance, des citoyens abandonnés au milieu du gué, de potentiels bâtisseurs, des ingénieurs, des médecins, des chercheurs, sans nul doute des Cheikh Anta DIOP et des Pythagore.*

*À la grande famille humaine qui a besoin d'unité et de rassemblement autour des valeurs communes qui fondent la vie en société, je manifeste ma déférence et mon profond respect, puisse ma plume porter haut le message du peuple.*



## ACRONYMES

HCCT : Haut Conseil des Collectivités Territoriales

CESE : Conseil Économique, Social et Environnemental

OFNAC : Office National de Lutte Anticorruption

SGO : Sabodala Gold Operation

CENTIF : Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financière

ARMP : Autorité de Régulations des marchés Publics

TER : Train Express Régional

SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

IGE : Inspection générale d'État

FESMAN : Festival mondial des arts nègres

PRODAC : Programme des domaines agricoles communautaires

COUD : Centre des œuvres universitaires de Dakar



## AVANT-PROPOS

### UNE MONARCHIE GARANTIE SUR FACTURE QUE LE PEUPLE PAIE DANS LA DOULEUR

*Le Sénégal né belle République, radieuse, exubérante et pleine de charme, fort courtisée, a vécu ses premières aventures avec le duo Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia ; tous les deux, hommes de rigueur et de principes, brillantissimes intellectuels qui partageaient le privilège de faire chemin avec l'heureuse élue, dans l'intime conviction, pour le meilleur et pour le pire.*

*C'est sous le sceau d'un régime parlementaire que naquit la République, rayonnante de promesses avec un exécutif bicéphale ; Senghor comme président de la République aux attributions limitées par le législateur et Mamadou Dia, président du Conseil qui organisait la vie politique, administrative et économique du pays. Il était de facto, l'homme à tout faire. Ce système inspiré par la IV<sup>e</sup> République française n'aura pas survécu à la sournoise rivalité, malgré l'amitié de 17 ans qui les liait. Senghor vivait la hantise que Mamadou Dia n'instaurât un État islamique. Fervent partisan du socialisme à l'africaine, Monsieur Dia militait pour une économie autocentrée. Il avait une aversion pour l'économie de traite et avait pris fait et cause pour s'en débarrasser. Mais en face, la résistance des huiliers de Bordeaux et de Marseille qui contrôlaient la Chambre de commerce de Dakar fut acharnée. Leur plus grande préoccupation était la fin de leur monopole, avec la disparition de la principale culture de rente : l'arachide.*

*L'arbitrage du différend n'aura pas lieu. Ce fut une guerre des tranchées qui finira à l'avantage de Léopold Sédar Senghor, sous la bienveillante bénédiction de la France métropolitaine, pour la pérennité de la stratégie économique exclusivement de rente.*

*Depuis la rupture entre les deux hommes et la mise en place d'un régime présidentiel de type dirigiste, orthodoxe, qui frise la monarchie absolue, consacrant un homme seul, en maître du ciel et de la terre, le sort de la République est comparable à celui des filles de Danaos qui, ayant tué leurs époux pendant leur nuit de noces, furent condamnées à remplir de l'eau du Tartare, des tonneaux sans fond.*

*Depuis ce jour, le Présidentialisme monarchique mis en place, a favorisé la captation de l'État par des cercles d'influence, très organisés sur la base d'intérêts de classes, de clans et de castes ; ce que nous appelons prosaïquement le système, au Sénégal. Il transcende les générations et survit à tous les régimes politiques, perdure et se renforce même, au point d'établir deux mondes, deux destins, habités par des Sénégalais d'en haut, trop bien traités, royalement peut-être, et les Sénégalais d'en bas, la plèbe, le bas peuple voué au sacrifice : suer, supporter, se taire.*

*Le système se régénère telle l'hydre de Lerne, ce gros serpent monstrueux aux sept têtes qui repoussaient à mesure qu'on les coupait. C'est un modèle peu courant, mais assez répandu en Afrique subsaharienne, une synthèse de monarchie et de République, un régime hybride, genre syncrétique, qui se dote d'une constitution mettant en place des institutions et textes réglementaires. Il est géré dans l'informel. Tout se fait de manière opaque, en marge des textes selon l'humeur et les intérêts des promus.*

*Le totalitarisme monarchique renvoie à des pratiques d'autoritarisme, de gestion occulte, solitaire et partisane de la chose publique. Le présidentialisme consacre un exécutif fort qui percute, en permanence, les autres institutions*

*partenaires, au point de les affaiblir, de les aliéner et de les rendre dépendantes et complices.*

*Le combat pour la démocratie est l'affaire de tous les citoyens qui doivent éviter d'apporter leur caution morale à la dictature, à l'éviction des valeurs, à l'exacerbation de tous les péchés qui font la monarchie absolue. À tous les niveaux de la sphère sociale, ils doivent se sentir responsables et concernés par le combat citoyen pour que l'État de droit bénéficie à tous. Pour l'heure, c'est une démocratie en panne sèche qui s'enlise dans les travers d'une féodalité médiévale, une société en recul perpétuel sur ses valeurs, une démocratie de sang, de clans et de privilèges, une démocratie cartellisée, instaurant la hiérarchie et l'esprit de classes.*

*À vos cors, peuple martyr, souffre-douleur d'une classe politique sans pitié, ni révérence ; de vos cris stridents, dénoncez l'infâme. Cet odieux système vous aura privé de tout ; confinés comme vous êtes, non seulement au rang de victimes, mais de bannis, d'impurs renégats et de simples benêts.*

*Au commencement naquit la République puis la monarchie s'est fait jour, emportant la morale et les vertus, telle la sobriété. L'espoir s'est enfui dans les nuées ; la désillusion, la désespérance et le traumatisme quotidien prennent le relais dans ce long silence complice de la bien-pensance et des cercles de prélats. Le temps long de souffrance semble inépuisable. Les jours, les saisons et les gouvernances se succèdent et se ressemblent dans leur monotonie languissante.*

*En intégrant la "short list" des pays producteurs de gaz et de pétrole, le Sénégal se découvre une vocation nouvelle qui lui ramène le monde à ses portes. En dehors des accréditations régulières, le monde du business et de la finance, des investisseurs et des spéculateurs, les officines et les services secrets sont très actifs. La politique*

*intérieure ne peut plus être menée comme avant. Désormais, la main de l'extérieur, plus que par le passé, est forcément dedans. L'enjeu est énorme et les investissements massifs. Les cours du baril et les cotations boursières seront plus ressentis par la nouvelle politique économique. L'actualité politique intègre d'autres acteurs peu visibles, mais fort influents.*

*À ce titre, il faut mettre sur place de nouvelles réformes consolidantes pour une gouvernance institutionnelle, économique et politique à la hauteur des défis. Il n'y a pas que les invités qui s'apprêtent à passer à table, les convives sont nombreux et s'attendent tous à être bien servis. C'est un monde fort agité à l'affût des opportunités d'affaires.*

*Subséquemment, la société politique sénégalaise, très malade, doit repenser et mieux évaluer ses responsabilités pour relever le défi de sa vocation sur la base d'un consensus. Longtemps à l'agonie à cause de ses propres turpitudes, incapable d'offrir une véritable alternative, elle s'est toujours enlisée dans le rejet, le reniement et le ressentiment, une société politique qui a toujours végété dans les défiances guerrières, les tombereaux d'injures et les tirades haineuses, essorée par un dissensus chronique.*

*La société civile noyauté et captée par des mains étrangères doit regagner le parvis de la République pour le combat d'avant-garde ; une démarche citoyenne de préservation de l'État de droit, de la sauvegarde de la souveraineté et d'une juste répartition des retombées économiques, gage d'un État stable dans un contexte particulier de bouillonnement ouest-africain.*

## LE PRÉSIDENTIALISME OU LES REVERS DU BONAPARTISME SOUS LES TROPIQUES

« *Nos péchés sont têtus et nos repentirs sont lâches.* »

Charles Baudelaire, *Les fleurs du mal*

Le Sénégal a voulu dès son indépendance tourner la page de la féodalité précoloniale pour une aspiration à la démocratie dans le cadre d'une République laïque. Mais chemin faisant, il est vite retombé dans ses travers, rétablissant de facto la noblesse de castes, la bourgeoisie affairiste organisée autour d'un monarque consacré, par le choix du peuple. Par l'entremise du suffrage universel, la Cour et la République font ménage, un couple instable, arrogant qui vit sans amour, mais refuse de se quitter.

Des élites opportunistes et serviles, distantes du peuple, sont dévouées au prince, exaltant sa bienveillance et sa vision éclairée.

L'esprit de Cour est dans la gouvernance, la pratique politique ; il pénètre profondément les institutions : l'Assemblée nationale, la police, la justice, l'armée, le Conseil économique, social et environnemental, le Haut Conseil des Collectivités territoriales, le Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel, la Cour Suprême et la famille judiciaire, la commission électorale nationale autonome, bref aucune parcelle de notre vie institutionnelle n'est épargnée.

Les pratiques du pouvoir s'éloignent des standards démocratiques. Les élections sont les seuls moments de citoyenneté et de plébiscite de la démocratie. Le suffrage

universel consacre un homme, président élu de la République du Sénégal. Mais après l'élection et la prestation de serment : « Devant Dieu et devant la nation sénégalaise, je jure de remplir fidèlement la charge de président... », la cour s'installe avec ses us et coutumes, ses accointances, ses excès, ses alliances toutes particulières et ses fastes.

Des drapeaux flambant neufs flottent sur les toits et les mâts, l'hymne retentit à chaque cérémonial. Pour le reste, la vie reprend ses droits. L'insécurité, le chômage, la misère sociale, la famine, l'école, la santé, tous parlent d'une même voix et font cité commune. Tout est en jachère, tout est en friche. De beaux discours sont servis, des slogans recyclés, mais derrière la magie des mots, rien de probant n'est fait si ce n'est de continuer la saignée.

Le présidentielisme monarchique est le problème du Sénégal. Cela a motivé le Sopi (changement) de Maître Abdoulaye WADE, le Jalarbi (renversement) d'Abdoulaye BATHILY, le Renouveau de Djibo Leity KA, la Rénovation de Serigne DIOP et la Rupture récente prônée par le candidat Macky SALL aux élections de 2012, mais les travers sont restés.

Tous les leaders historiques ont eu la certitude qu'il fallait changer le système de gouvernance, Majhemout DIOP disait : « Moom Sa Réew, Bok Sa Rew, Defar sa Réew », « Conquérir son pays, l'incarner et le construire ». Abdoulaye WADE, durant ses 26 années d'opposition, axait son discours sur le changement « Sopi » en wolof, un mot en deux syllabes chargé de symboles. Abdoulaye Bathily de la Ligue démocratique parlait de « Jallarbi » supposant le renversement de l'ordre établi, selon une approche révolutionnaire. Djibo Leyti KA prônait la philosophie du Renouveau, jugeant le cadre et le mode de gouvernance obsolètes. Le Professeur Serigne DIOP agitait la généreuse idée de Rénovation de la vie politique. Tous

ces prétendants seront confortés par le dernier larron de 2012, le candidat Macky SALL qui a sillonné le pays dans ses quatre points cardinaux pour acter la rupture, une alternance, dans le choix des hommes et la conduite des affaires.

La seule trame qui liait les acteurs était le changement, la volonté farouche d'abroger le système en vigueur. La plupart se sont essayés au pouvoir comme tête de l'exécutif, comme membre de gouvernement de coalition, mais la réalité a survécu à leur rêve. Ils ont plus ou moins reproduit le système, mieux, ils l'ont entretenu.

Au lieu de travailler à la structuration industrielle, la mise en place d'un projet économique et social, les gouvernants sont dans la prophétie, les slogans et les pronostics hors de tout réalisme. Les premiers de cordée remontent la pente abrupte, se mettent à l'abri sous le parapluie de la République, abandonnant le reste du peuple dans les bas-fonds de la misère et de la meurtrissure. Chacun définit son plan de carrière et cherche à se hisser le plus haut possible en squattant la noblesse républicaine et ne plus la quitter, même s'il faut retourner sa veste et intégrer la nouvelle majorité quand la déchéance arrive.

Le triste sort des laissés pour compte indiffère tous ces parvenus dont l'ascension rapide rime avec complots et compromissions, magouilles et bassesses, échanges de bons procédés et obligations réciproques.

En Afrique, la démocratie post Baule reste un simple débat d'en haut, un luxe, une discussion de parvenus, de candidats en quête d'ascenseur social, des élites fort occidentalisées qui cherchent vaille que vaille à singer les systèmes et les modèles d'ailleurs.

La citoyenneté n'est qu'un mythe ressassé à l'envi à qui veut l'entendre, une simple formule à l'usage des bien-pensants.

Les majorités jettent l'anathème sur tout prétentieux qui ose logner le fauteuil du Monarque.

Tiens ! « La patrie avant le parti. » « Gouvernance sobre et vertueuse » ainsi chantait l'alliance des cigales cherchant son salut dans la rhétorique classique, la pertinence des formules et la résonnance des mots fétiches sonnante creux et dénués de toute réalité. Les défis s'amoncellent et les urgences interpellent, le laxisme est patent, l'amateurisme prégnant, les voies d'eau menacent de toutes parts un navire échoué au milieu de nulle part.

La République a pris un sacré coup, les scandales à répétition, l'injustice et l'inégalité d'accès au service public et aux ressources, ont précipité son déclin. Sa devise « Un Peuple, Un But, Une foi » s'est fracassée en menus morceaux. Devant l'incapacité à produire des résultats, les gouvernants se tournent vers les chiffres ; la politique des chiffres pour démontrer qu'ils sont meilleurs que les opposants, qu'ils ont fait plus que la majorité sortante.

Les citoyens doivent réagir, se battre contre leur sort et contre toute tyrannie, se battre pour leurs droits, pour leur bien-être, pour plus de justice, d'équité et de prise en charge. Le bonapartisme dépossède le peuple de sa force, et annihile sa volonté. Un monarque suppléé, le président élu, agit, ordonne à l'excès, son ordre est dominant.

Le présidentielisme débouche sur la personnalisation du pouvoir, la gestion clanique et hégémonique de castes, de corporations, de lobbies. La République renvoie toute l'initiative aux citoyens qui en sont l'incarnation. Elle bannit l'accaparement et le culte de la personnalité, l'idolâtrie d'un tyran. Le caractère du pouvoir étant impersonnel, seul le peuple est souverain dans sa volonté et ses prérogatives, dans ses choix et décisions. Le peuple s'exprime par referendum ou par le suffrage universel. Les députés choisis sont ses représentants dans son espace choisi, le parlement. L'exécutif est responsable devant les

citoyens qui peuvent le destituer. Entre République et monarchie, le Sénégal cherche sa voie depuis 60 ans, continuant son bonhomme de chemin sans jamais l'avouer ouvertement, revêtant les caractéristiques de l'une et de l'autre dans un exercice de prestidigitation extraordinaire.

Un système où la constitution consacre la République, mais le Chef de l'État, déjà hyperpuissant, tord les institutions, en fait des dépendances, il garde les substrats de monarque, l'armada et le soutien qui font la cour. Le monarque produit ainsi ses roitelets qui règnent à tous les échelons de la République : la santé, les finances, l'armée, les sociétés nationales et d'économie mixte, tous règnent en maître au détriment du peuple et de ses intérêts. La logique politique sénégalaise fonctionne selon cette dualité, la République et la monarchie sans discontinuer depuis 1962, un système pervers qui a failli l'État, actant une pauvreté endémique sur plusieurs générations.

La pratique quotidienne du pouvoir décèle un détournement de la fonction présidentielle. Au-delà de la symbolique de la fonction, tout renvoie à la démesure, à l'excès, à l'autoritarisme, à l'hyperpuissance d'un homme seul à la tête de l'État. Ce sont les attributs d'un monarque, une synthèse entre le spirituel et le temporel, le Roi et la divinité, la foi et l'autorité, l'adoration et la soumission finalement un simple culte d'un pouvoir céleste. Il règne sur un peuple de « souverains captifs », comme président de la République et du Conseil Supérieur de la Magistrature, Chef Supérieur des Armées, « Gardien de la Constitution et père de la nation ». Comme aimait à le scander le maître de la parole, le griot attitré du Président Abdou DIOUF. Il règne sans partage et ne doit aucun compte. Ici au Sénégal, il ne peut être poursuivi même après la cessation de ses fonctions, contrairement au Brésil, en Israël et ailleurs où des dirigeants paient le prix de leurs fausses aventures.

Le présidentielisme confère un sentiment d'invincibilité, d'invulnérabilité et de puissance. L'extravagance de la fonction désincarnée pousse les chefs d'État africains à vouloir rester au pouvoir à tout prix. Le maréchal Jean-Bedel BOKASSA s'est autoproclamé Président à vie puis Empereur. Ailleurs, la longévité de Paul BIYA, de Denis Sassou NGUESSO, de Dos Santos, de Mugabe, de Blaise Compaoré, d'Idriss DEBY, procède du même sort, de la même envie. Chez Ouattara en Côte d'Ivoire, la constitution a été réformée pour ouvrir une brèche à un troisième mandat. Il se murmure qu'au Sénégal, son Altesse sérénissime le prince Malko voit plus loin que deux mandants légalement institués. En tout cas, toute la frénésie pour un second mandat en 2019 traduit à elle seule l'obsession du pouvoir, très pathologique.

Ses opposants sont, soit emprisonnés, soit exilés ou les deux à la fois dans le cas de Karim WADE. Il a balisé seul son chemin vers le sacre avec son propre code de la route. Il ne fait pas bon pour un opposant de rivaliser de popularité ou de lorgner le fauteuil du président.

La démocratie est sous séquestre, le peuple « souverain captif » et les institutions très mal en point. Les échanges de bons procédés et les amabilités entre politiques, hommes d'affaires, forces occultes plombent la marche du pays. Il s'établit une osmose entre la légitimité, le lobbying et l'occulte, une altération de l'ordre républicain.

La République embarque dans une autre direction selon une logique toute particulière, clientéliste, partisane et sectaire. L'État est davantage perçu comme une dictature, une contrainte, une simple autorité plutôt qu'une aspiration commune, une convergence, une centralité protectrice reconnue et acceptée par tous, une collégialité dans nos rapports et la cristallisation de nos intérêts. Quand la famille, le clan, le frère, les beaux-parents, les cousins germains et lointains, le gendre, la bru pataugent tous dans

les affaires et régulent le rythme de cession et d'acquisition d'avantages, de postes de responsabilités et des ressources, il y a certainement problème.

Quand les lobbies, les affairistes, les politiciens en perte de vitesse et recyclés, les simples traine-savates d'hier, prennent toutes les initiatives et libéralités sur les deniers publics et les richesses naturelles convoitées ; difficile dans ces conditions de parler de vertu et moins encore de sobriété.

Quand les institutions inutiles sont créées uniquement pour caser du personnel politique pléthorique et surtout que l'alliance pour une majorité de gouvernement repose sur l'octroi de postes de député, de privilèges à l'Assemblée nationale, de postes de président de conseil d'administration, de chef d'agence, de Directeur national, de conseiller économique et social, de membre du HCCT, il y a fort à parier que la République de partage entre convives, se saborde. Beaucoup de ces institutions fantômes à la solde du contribuable, engloutissent des budgets énormes entre 6 et 16 milliards de francs CFA et n'assument aucune mission connue des citoyens ; elles servent de paratonnerre pour dompter l'humeur de la clientèle politique qui s'agite et trépigne des pieds tel un danseur qui veut se lancer.

Quand ces institutions de fortune fleurissent à tout bout de champ, entraînant des dépenses folles en salaires, fonctionnement et caisses noires, des sommes faramineuses pour une minorité de privilégiés, de paresseux tordus à l'oisiveté au moment où les parents d'élèves trop zélés, mais désemparés, attendent de récolter la paille pour restaurer le seul collège dépourvu de tables-bancs et de matériels didactiques. Ailleurs, les élèves du primaire suivent l'heure par l'ombre du baobab qui se déplace selon la position du soleil, accroupis. En ville, ce n'est guère plus reluisant, les malades arrivent et se bousculent en grappes dans le hall de l'hôpital qui abrite la seule radiothérapie.

J'ai l'intime conviction que les régimes que nous avons n'ont pas la réponse aux problèmes des concitoyens.

Je n'ai pas le sentiment que les dirigeants aient compris le sens de la démocratie et les enjeux de développement. Ils ne se sont pas préparés à l'exercice du pouvoir et que simplement, ils récitent les mêmes leçons, les mêmes litanies provenant de la même école de pensée qui a tordu la République. Le verbe et la tyrannie des mots ne règlent pas les problèmes des populations. Certainement qu'une armée de psychologues n'y suffirait pas, il n'y a que les actes.

Quand les ministres de la République, Ministres d'État pour la plupart créent des sociétés personnelles ou familiales, font de l'intermédiation pour leur procurer des marchés dans la commande publique et mieux, captent les ressources publiques aux moyens de société-écran, il n'y a pas seulement problème, il y a scandale d'État.

Dans toute autre démocratie, les ministres auraient vite fait de dégager ; il y aurait eu des réunions et du désordre dans l'appareil d'État, de vives préoccupations. La presse en ferait ses choux gras, l'opposition trouverait son pain béni, la société civile aurait renoué avec son combat de principe pour la préservation des biens publics, l'éthique et la bonne gouvernance, et le procureur de la République se serait saisi de l'affaire mettant dame justice en action pour redresser les torts.

L'impunité est la règle de vie dans ce pays où la morale n'intercède que pour sauver les riches, les nantis de la prison. Interviennent alors des termes magiques fourretout : « massla »<sup>1</sup>, « soutoureu »<sup>2</sup>, des termes dévoyés. C'est sans doute ce que le vice doit à la vertu.

Dans ce pays tous les jours la vertu intercède pour sauver le vice.

---

<sup>1</sup> Compromis.

<sup>2</sup> Discretion.

La République est en proie aux archaïsmes, elle veut se moderniser, mais les lourdeurs du passé l'envoûtent. La féodalité est partout présente, contrecarre l'exercice du pouvoir. Elle a des origines lointaines, de farouches résistances, et mine la conscience du peuple profondément bâti sur l'esprit de cour.

Les nominations comme les révocations, tout découle de la pratique de cour de la tyrannie du prince. La rencontre de la monarchie et de la République, c'est l'absolutisme de droit divin conféré par la légitimité populaire bien abstraite servant de faire-valoir à la couronne du Roi.

L'histoire de ce pays rend compte de la survivance de l'esprit de cour bien servi par la volonté de puissance et de domination des élites politiques et intellectuelles, de la bourgeoisie nouvelle. L'esprit de cour bloque le fonctionnement normal des institutions. La volonté de surpuissance des clans, des cercles d'affaire et d'influence, compromet l'exercice des droits citoyens. Il est perceptible dans la sphère publique comme privée de l'État. La conscience populaire en est profondément imprégnée.

Nous sommes sans doute nombreux à céder aux flatteries des flagorneurs qui nous rattachent à une lignée royale imaginaire. Les fausses histoires qui revigorent sont très appréciées et souvent rétribuées à prix d'or. Les griots maîtres de la parole savent jouer la corde sensible d'un peuple entièrement féodal. Nous sommes les captifs consentants de l'esprit de cour que nous perpétons tous à des degrés divers selon la station où on se trouve ; un esprit sectaire, partisan, individualiste, aux antipodes de l'intérêt général et du bien-être collectif. Une société de « chacun pour soi » et chacun cherche à maîtriser les codes, les rouages et les réseaux d'une république de cour qui a longtemps servi les alliés et les initiés. C'est le partage des postes de responsabilités, des privilèges, des avantages et de l'autorité qui s'incarne partout selon la volonté du

monarque. La cour sert les alliés et vide le peuple de son trône. Ses problèmes d'emploi et d'éducation sont accessoires. Les privilèges de naissance, de castes, de clans et d'ethnies prévalent sur le mérite qui n'offre plus aucune garantie. « L'entre-soi » de la dynastie et de la bourgeoisie parle plus que de raison et coopte plus que tout.

Les récompenses nationales ne fonctionnent pas sur la base du mérite, mais de l'affinité sociale, politique, culturelle, idéologique et partisane ; une logique d'intérêt et d'obligation réciproque selon le niveau d'implication et de service rendu.

Le lobbying est intense et l'affairisme effarant ; un milieu infect où la vertu est toujours au service du vice. La cour s'est greffée sur la République épousant ses contours, empruntant ses hommes, ses moyens et ses serviteurs qu'elle aliène et dégrade par la corruption, le chantage, l'intéressement. Elle a fait une camisole pour chaque institution. Les affairistes besogneux, les courtisans zéloteurs et redoutables lui collent aux basques.

Le simple accueil d'un Président de la République est fait dans les fastes et selon un rituel digne des grands empires mythiques. Les honneurs militaires rendus et leur détachement qui jalonne le long des artères de la ville sont impressionnants. Les cortèges présidentiels déroutent la circulation sur de longues heures occasionnant des embouteillages, des bouchons et même des accidents, sans compter que toutes les activités sont ralenties par un cérémonial qui relève de l'ordinaire dans les pays démocratiques.

En Occident, puisque c'est « la référence », le Roi ou la Reine, le président ou le chef du gouvernement, selon la nature du régime passe son chemin dans l'indifférence absolue des communautés et des usagers de la route qui continuent de circuler normalement sans devoir dérouter. Les cortèges n'excèdent pas un motard et deux véhicules

banalisés. Le 22 octobre après le passage du convoi présidentiel, s'est produit un immense carambolage ; un camion s'est renversé sur la route à hauteur du pôle urbain de Diamniadio. Ailleurs à Sédhiou, dans la région naturelle de Casamance, le jeune Youssou DABO, 8 ans à peine, a été fauché par le cortège présidentiel, long de plusieurs dizaines de 4x4 en circulation dans les artères des rues bondées de monde. On se rappelle de la mort du jeune gendarme chargé d'ouvrir la route au cortège de Tanor, président du HCCT.

Un simple ministre, un secrétaire d'État ou directeur de cabinet se déplace dans un dispositif impressionnant, sirène et gyrophare actionnés.

La cour a besoin d'être la cour par ses fanfares et tous ses attirails. L'intermède colonial n'a pas fait une ride à l'esprit de cour qui traverse l'histoire des peuples du Sénégal. C'est aussi vrai que le Sénégal a été découpé en royaumes du Fouta au Boundou en passant par les royaumes du Cayor, du Baol, du Jolof, du Fouta ou Tekroun, beaucoup de ces Rois fiers résistants ont été vaincus par l'armée coloniale durant les guerres de conquête. Ils ont pour nom Lat Dior DIOP, Mamadou Lamine DRAME, Alboury NDIAYE qui a combattu jusqu'à Kalakal au Niger. Le Walo fut une ancienne terre où différentes dynasties se sont succédé. Les institutions africaines reposaient sur la vie de cour. Le mot « Nguur » qui désigne gouvernement en wolof traduit la jouissance du Roi. « Nguuru » (jouir), Buur (l'autorité suprême) qui a droit de vie et de mort sur les sujets, maître du ciel et de la terre à qui tout appartient, les biens meubles et immeubles. Évidemment à côté du Roi, il y avait des conseils et des assemblées électives qui régulaient la vie de cour. Beaucoup de royaumes sénégalais fonctionnaient de manière démocratique.

La cour envahit la République, occupe les espaces, les esprits et les cœurs emportant avec elle la constitution, les textes réglementaires. À son contact, la laïcité est devenue très poreuse. La haute administration et les grands commis de l'État singent les méthodes et la logique de cour.

Le simple citoyen est formaté jusque dans son foyer où il joue à fond le prince. Seuls subsistent les partis politiques, coquilles vides, les électeurs démotivés, les urnes, les isolements, les bulletins de vote. Il y aura sans doute une campagne électorale, des dénonciations, des promesses mirobolantes en mille feuilles, des paris sur l'avenir, des empoignades et des débats houleux, une presse dite libre qui retransmet un semblant de vie démocratique. Le mot transparence sera mille fois galvaudé, les résultats seront proclamés. Après quelques jours de contestations et de recours vite expédiés, la vie reprend ses droits dans son train quotidien. Les citoyens électeurs, peuple de souverains captifs retourneront dans leur servitude à supporter les envies et les caprices des politiques, leur boulimie financière et foncière, leur appétit bizarre de luxe, de mondanités, de voyages exquis, de villégiatures, de soirées coquines et biens arrosées, de voitures rutilantes et de villas coquettes, de dividendes et d'actions, de commissions, de rétrocommissions et de parts de marché. Ils hypothéqueront les terres des pauvres paysans qu'ils enverront balader, des étudiants iront en grève de nouveau pour des bourses, les enseignants défieront pour la énième fois la hiérarchie pour des indemnités et des rappels de reclassement. La santé fera une piqûre de rappel de ses vieilles doléances, mais rien n'y fera. Les excuses seront vite servies, le gouvernement s'est singularisé dans l'art de noyer le poisson.

Les inégalités continueront de se creuser dans la répartition des maigres ressources du pays sur l'étendue du territoire ; les enfants du pays n'auront pas les mêmes chances d'accéder à l'école, les femmes démunies

accoucheront sans assistance, les malades prendront en mal leur patience. Ainsi va la République monarchique qui évacue les plus aisés en milliards vers les hôpitaux étrangers d'Europe et de la Méditerranée pour des soins coûteux aux contribuables sénégalais. L'arrière-pays a du mal à apercevoir une seule blouse blanche. Se soigner est un luxe qui n'est pas à la portée de tout le monde, chaque Sénégalais a conscience de son rang et de ses moyens et sait se tenir à sa place. Pendant que le gouvernement fait de la publicité pour 25.000 francs trimestriels alloués à des familles indigentes, pour du clientélisme politique, d'autres femmes, celles-là privilégiées, parce que faisant partie de la notabilité, femmes d'un autre rang parce que de cour, épouses des diplomates, touchent annuellement 6.000.000 francs à tourner les pouces. Un pactole qui sert à faire du shopping dans les galeries de luxe de Madrid, du Boulevard Saint-Denis à Paris ou de Via Roma. Toutes ces femmes n'ont pas les mêmes droits suivant qu'on soit en République ou en monarchie.

La République, elle protège et réunit, elle convie aux devoirs et confère des droits aux mêmes citoyens, reconnus et acceptés par tous, en dehors de tout favoritisme et de toute attitude partisane.

Les seuls instants de vie démocratique sont les joutes électorales, les présidentielles, les législatives et les élections locales. Mais passée l'échéance, le président sera un demiurge, les députés s'éloigneront du peuple et revendiqueront ouvertement leur proximité avec le pouvoir. Les maires seront les seigneurs de leur localité, abusant pour certains des marchés publics ou concédant une partie des réserves foncières à vil prix, une gymnastique bien rodée, vite apprise aussi par les entrants. La corruption continue de gangrener la vie des paisibles populations pour une infraction routière, un extrait de casier judiciaire, une

amende de composition, une patente à payer, un marché à enregistrer, un container à enlever.

Le budget de l'État sera adopté, la loi de finances votée, mais seul un maigre tiers reviendra de manière pratique aux populations. Tout le reste profitera aux cercles mafieux assez imprégnés de la pédagogie de « l'entre soi ». Les commissions, les rétrocommissions, les bonus de signature sont autant de rubriques qui comptent dans l'attribution des marchés publics. La cour nous y sommes tous, coupables des mêmes travers, cautionnant les mêmes pratiques et nous voilà pauvres, devenus membres de 25 pays les plus démunis avec un indice de développement humain des plus faibles, un taux de scolarisation de moins de 50 %, une pauvreté qui galope de 500.000 individus par an atteignant 57 % de la population. Nous sommes prisonniers de notre destin dans un pays dépendant où chaque âme qui y vit sent plus la cour que la République. Sénégalais, j'ai ratifié au referendum une constitution qui stipule une république laïque. J'ai voté pour élire un président de la République et des députés à l'Assemblée nationale. Et depuis, j'ai perdu toute trace de la République. Je sens la cour m'envahir, me bousculer tous les jours par ses pratiques et par ses excès, ses extravagances même. Un monarque apostrophe son peuple, personnalise l'État, installe son clan, sa famille, ses alliés politiques, ses intellectuels, ses griots attitrés maîtres-flatteurs, ses courtisans zélés, ses affairistes invétérés qui s'emparent des ressources, de l'or, du pétrole, des quotas de sucre, des marchés publics attribués gré à gré, une commande sur mesure : c'est le port minéralier ou l'autoroute à péage, les blocs de pétrole sur 65 000 km<sup>2</sup>, les puits de gaz, la fourniture de carburant aux institutions de la République, le zircon, la nouvelle banque de Dakar sans oublié la Caisse des Dépôts et consignations, les caisses noires, les fonds politiques, 600 millions à Monsieur Tartempion, président de l'Assemblée nationale, du HCCT

ou CESE. L'économie du Sénégal est privatisée au profit d'intérêts de clans, de familles, d'alliés de circonstances. Des pans entiers du territoire sont cédés gracieusement à des sociétés, des prélats.

Suis-je en République ou en monarchie. J'ai hâte de connaître mon univers pour apprendre ses codes, définir ma place, mon rôle, comprendre mon sort, me fixer sur mon avenir. Tiens ! Celui de mes enfants, le mien semble derrière moi. Je sens le tout m'envahir. Tout m'habite, me parle, me ronge, me caresse, me flatte et abuse de moi. J'ai hâte d'avoir un pays, une nation qui ne soit pas hybride ou tierce, mais unique dans son statut, la conduite de son chemin, dans l'orthodoxie des principes ; oui, républicain de préférence, monarchique s'il ne me reste que ça, mais je veux un modèle qui me fasse vivre loin de la confusion, du tumulte, de cet odieux mélange de genres puant. Il faut extirper l'une de l'autre. Je suis monarchie ou je suis république ? C'est la question posée aux politiques qui nous ont fourgué un modèle aliénant, fort dégradant entre république et monarchie, un vote et une servitude.

Le Sénégal a été dérouté dans ce labyrinthe sans jamais réussir à s'en sortir. Ma république a été tordue, sa démocratie mise sous séquestre. Je ferme les yeux un instant pris dans un songe et vois apparaître deux bonshommes, tout de blanc vêtus, qui se défiaient en slogans interposés.

- « Honneur au Roi »
- « Un Peuple-Un But-Une Foi »
- « Son Altesse Maître du ciel et de la terre »
- « La souveraineté populaire »
- « La volonté du Roi »
- « Le suffrage universel »

L'un me tint le bras gauche, de manière autoritaire, l'uniforme maculé de sang, un sabre brandit, le fusil en bandoulière, l'autre la mine affable sur un geste doux me prit le bras droit, me remit illico presto un rameau d'olivier, suivi d'un lâché de colombes qui s'éloignent à tire d'ailes au-dessus de nos têtes ; son regard se perdit dans le lointain comme pour trouver dans le ciel la réponse à mon intrigue.

À peine les yeux ouverts, je vis défiler devant moi toute une vie de sujétion. Avec d'abord Léopold Sédar Senghor, premier monarque du Sénégal indépendant qui s'est tissé une couronne dès qu'il s'est débarrassé de son vice-président Mamadou DIA, substituant pour l'occasion le présidentielisme monarchique au régime parlementaire en vigueur dès les premières heures de la naissance de la République. C'est le début d'un long règne sans partage avec tous les substrats de cour, le cérémonial, le rituel, les actes, l'autorité, le fait du Roi et les atours.

L'année 1992, soit 30 ans après la condamnation de Feu Mamadou DIA, Jean Alfred DIALLO, Général Chef d'état-major de Léopold Sédar SENGHOR et homme de main confesse : « Mamadou DIA n'a jamais fait un coup d'État contre Senghor [...], l'histoire du coup d'État, c'est de la pure fabulation. »

Senghor s'est servi de la justice sur la base de fausses accusations pour se débarrasser d'un allié gênant par sa rigueur et son charisme.

Au referendum d'autodétermination, Senghor avoue « j'ai promis au gouvernement français le "oui" »

Mamadou DIA raconte, le sourire en coin « Pour la première fois, je me suis senti trahi. Je crois que vous lui devez une place au panthéon.

Il aime bien la France. Je crois qu'il est français avant d'être quoique ce soit, avant d'être sénégalais, avant d'être

africain. Il a beau chanter la négritude, je crois que ça c'est du romantisme, c'est verbal.

Mais ses convictions profondes, je crois que c'est la France, l'amour de la France ; ça je crois que c'est sincère. »

Senghor sera seul maître à bord du navire Sénégal, les mains agrippées au gouvernail pilotant à vue dans l'adversité et la solitude du pouvoir. L'usure du temps et les dessous du palais le décideront à partir. Tout seul, il décidera du sort du Sénégal en couronnant Abdou DIOUF par le fameux article 35 malicieusement glissé dans la constitution et mort après le premier service.

Abdou DIOUF, de 1981 à son départ du pouvoir en 2000, a gouverné dans l'autorité, l'alliance de l'aristocratie et des prélats, abandonnant la plèbe aux moulins à mil et aux forages, un oubli fatal. Sous son magistère, le pays de cocagne a profité aux seigneurs par le compte K2 où étaient logés les revenus des phosphates et de l'arachide, un compte qui servait à l'envi les pontes du régime, des religieux « gros producteurs » sans garantie, ni exploitation, des chefs d'entreprises et de sociétés alliés, un microcosme qui dilapidait les ressources publiques. Le défunt compte K2 n'a jamais pu se remettre de sa longue et pénible saignée. Beaucoup de sociétés nationales ont été bradées si elles n'ont simplement été vandalisées, la Banque Nationale de développement (BNDS) pour la perfusion, la Régie des chemins de fer du Sénégal (RCS), la SOTIBA SIMPAFRIC, la SONACOS (Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal), les licences de pêche de Taïwan, contre de l'argent pour des services sociaux en 1992, de l'argent détourné de ses objectifs, ayant profité pleinement à une bande de mafieux dont certains sont encore aux affaires en 2018. La pêche sénégalaise est sortie amoindrie par cette période de cession volontaire des fonds marins. Des techniques de pêche hors normes sont

développées pour vite récupérer l'investissement du pourvoyeur de fonds et les rentes. Les Asiatiques seront à la manœuvre avec des bateaux usines innombrables qui pêchent dans les eaux utilisant des techniques décriées parmi lesquelles la pêche électrique, consistant à l'électrocution des espèces cachées sous le sable. À partir des chalutiers de pêche, une décharge électrique est envoyée via des électrodes à l'avant des filets de pêche. Pris de cours, les poissons électrocités sont paralysés et remontent en surface. Toutes les espèces plates comme les soles y passent. Cette technique du chalutage électrique fut meurtrière pour les espèces dans les eaux sénégalaises. Les espèces qui vivent en fond marin sont détruites. Elles se raréfient et les possibilités de reproduction détruites. La pêche au marteau-piqueur a également détruit les caches des poissons, lieux de reproduction par excellence. Les filets maillants dérivants, longs de plusieurs centaines de mètres, raflent tout sur leurs passages, espadons, thons, oiseaux aquatiques, cétacés.

La pêche à l'hydraulique, de l'eau à haute pression est envoyée en dessous de la roche sur la couche de sédiments. Elle détruit la faune aquatique. Les fameux accords de pêche ont été un scandale en tout point de vue, de l'argent a été spolié aux populations, les ressources ont été bradées, les fonds marins raclés, paralysant sur des décennies la survie et la reproduction d'espèces.

En 2000, Abdou DIOUF, héritier du trône de son mentor Léopold S. Senghor, fut déchu par un vote de licenciement. Puis vint le Roi sauveur, sorti tout droit du temple des preux chevaliers, le messie tant vanté par la presse et le cercle des initiés, Wade 1<sup>er</sup>. Il fut un Roi magicien, fort entouré. Avec lui, la cour se renforce, le politique, le culte et l'occulte font corps, bousculant la laïcité et l'État de droit. De nouveaux alliés et de nouvelles castes nationaux et internationaux apparaissent, la gouvernance placée sous le sceau de

l'espérance finit dans le rejet et le mépris de l'homme politique, la prédation a battu des records ; l'argent coulait à flots, profitant aux plus opportunistes, formant des cercles concentriques autour du maître. Le festival mondial des arts nègres (FESMAN) initié coûtera 85 milliards aux Sénégalais. Le monument de la renaissance, 30 milliards, surplombe Dakar et le nargue quotidiennement. Puis viennent la privatisation de sociétés nationales viables, un bradage de la SUNEOR, de TRANSRAIL, des cessions faciles sur les mines. Le peuple lui aura tout toléré sauf l'idée de sa succession par son fils biologique Karim WADE. En voulant léguer le trône à son fils, il a commis l'infâme, le peuple lui a exprimé son ras-le-bol, excédé par les sentiments de cour, un esprit de succession, de règne sans partage, de dilapidation et d'accaparement des richesses, des rentes, en cercles restreints ou petits comités d'entre-soi. La rénovation de l'avion présidentiel coûtera 30 milliards, les 7 milliards de Taiwan mobilisés pour le social disparaissent sans trace, le protocole de Rebeuss s'éteint sur des milliards à la charge du seul contribuable. Les réserves foncières du littoral partent pour l'entourage, les prélats, les aristocrates, la bourgeoisie influente et les alliés mafieux. La déception de Monsieur WADE fut aussi surprenante que l'arrivée de son successeur, son Altesse sérénissime, le prince Malko wathiathia qui s'autoproclame Roi lion, maître de la brousse, jaloux de ses privilèges, friand d'autorité ; un prince qui ne veut voir aucune tête qui dépasse, ni quelqu'un qui marche sur son ombre.

Le couteau entre les dents, le prince bagarreur part à la chasse aux opposants sans ménager sa peine, entraînant dans son sillage toute la cour et ses instruments de lapidation.

La prédation économique est la principale marque de fabrique de cet État durant ses 59 ans d'âge. Elle traverse tous les régimes et se commet de la même façon, profitant

toujours aux mêmes hauts perchés au sommet du pouvoir, fonctionnant en clans alliés et obligés. Ces malversations sont couvertes d'une impunité agaçante. Pendant ce temps, la pauvreté gagne des villes et affaiblit le socle familial. Toute une société vacille face à l'indigence généralisée. L'école, menacée, est partie dans les buissons. Partout ce sont des abris provisoires qu'on remet au goût du jour après la récolte de la paille. L'école de Ndoufouk dans la commune de Fandène, département de Thiès, compte 600 élèves pour deux salles de classe. Les élèves sont libérés à 11 heures pour risque d'insolation ; des abris provisoires, il y en a plus de 8000 sur toute l'étendue du territoire. Pour un taux de scolarisation de 35 %, l'école publique a du mal à absorber les quelques privilégiés qui veulent y accéder, car derrière eux, des millions d'enfants sont livrés à leur sort sans éducation, l'école est un mythe, un rêve, un luxe qu'ils ne peuvent pas avoir, les localités ne sont pas desservies par l'éducation nationale, les infrastructures sont inexistantes. L'éducation nationale enregistre un déficit de quelques milliers d'enseignants. Parmi ces millions d'enfants sans école, il y a assurément des Cheikh Anta DIOP en nombre, des centaines de médecins sacrifiés, des milliers d'ingénieurs ignorés, des milliers de hauts fonctionnaires, d'universitaires de renom, de chercheurs aguerris, de techniciens du droit, des bâtisseurs, des patriotes, des chefs d'entreprises. Qui sait ? Des millions d'enfants qui allaient relever le défi, des génies sacrifiés, des intelligences négligées. Dieu sait qu'Einstein n'aurait pas eu le même sort dans ce pays. Peut-être qu'il aurait vécu inculte, ignoré de tous comme le seront encore pour longtemps des millions d'enfants injustement sacrifiés. Oui, la République a suffisamment de moyens pour les prendre en charge, elle en est empêchée par sa gouvernance à scandales, les pratiques de pouvoir monarchique et dévoyées.

Les alternances produisent dans ce pays beaucoup d'enthousiasmes, favorisent des rêves d'émancipation et de progrès, soulèvent beaucoup d'espoir, mais hélas se traduisent par la déception, les rancœurs, l'amertume et le désespoir. La politique dégoûte plus qu'elle ne séduit, sauf les hordes d'aventuriers paumés en quête de pouvoir et d'argent.

Les enfants de Jules FERRY, les politiques, le culte et l'occulte incarnent l'essence même de la République qui les couvre de bienfaits et entretient leur rêve de grandeur et d'émancipation. Les élites s'accommodent bien de ce système qui leur offre toutes les garanties d'une vie en rose. Les fonds de la République de cour leur profitent à merveille pour des mondanités grossières. Un pays, deux mondes, deux destins, selon que l'on soit de l'élite ou de la plèbe, le sort n'est pas identique.

Les premiers bénéficient de mutuelle en ordre prise en charge par imputation budgétaire, de soins à l'étranger, de formation, de protection avec leurs familles, les autres, rien, mais vraiment rien, toujours occupés à souffrir la faim dans la tyrannie et l'oppression des plus forts qui les vident de leurs terres, seul moyen de subsistance au profit de l'agrobusiness, rasant leurs concessions pour faire place nette à des promoteurs véreux. Le Sénégal du cercle de pouvoir et ses alliés n'est pas « le Sénégal de tous et pour tous ». La souffrance est l'ordinaire des citoyens meurtris par l'arrogance, la cupidité et le mépris des dirigeants peu soucieux de leur sort. Le pouvoir de cour s'allie le spirituel, cajole les Chefs religieux, séquestre la foi pour mieux soumettre le peuple. Le spirituel et le temporel dans une complicité abusive tenant aux intérêts respectifs s'obligent et s'épaulent pour continuer à exister, à régner, échangent de bons procédés, se retournent l'ascenseur. Des hectares de terres sont attribués gratuitement pour quérir le soutien des prélat.

Des édifices religieux et des centres de conférence islamique sont construits à la place de routes d'accès, d'écoles pour former la jeunesse et de structures de soins. Les préoccupations électorales déterminent la nature des projets et leurs lieux d'implantation. Dans une cité religieuse peu après l'inauguration d'un édifice, les professionnels de la santé sont descendus dans les rues pour manifester leur ras-le-bol d'un hôpital de niveau faible, sans personnel et sans moyens. Les brassards rouges arborés traduisent la grande exaspération. La population croît vertigineusement. Les effectifs débordent dans tous les sens pour une ville de l'intérieur qui n'a qu'un lycée. À 10 km à la ronde, l'école de Ndoufouk, 600 gamins accroupis à l'ombre des grands arbres selon la position du soleil, à génuflexion, tentent de recopier les bouts de phrases écrites sur un tableau à peine visible.

Quand les échéances électorales commandent, les faibles sont sacrifiés. L'argent du contribuable peut mieux servir pour faire des lieux de savoir et de soins de qualité.

La transformation de ce pays passera nécessairement par la maîtrise du savoir qui, seul, est source d'émancipation et de progrès. La société du savoir permet une vie libre épanouie, un accomplissement individuel et collectif, une souveraineté affirmée dans un monde clientéliste, de concurrence féroce. Le pouvoir a ses vassaux, ses barons, ses obligés qui ont la main sur tout, participent à tous les festins et festivités, à tous les compromis et compromissions. Ce sont des alliés de fait de la cour-République.

Le droit et ses praticiens sont au service du monarque et des intérêts de castes. Le pouvoir judiciaire valide les complots et fait le ménage dans le camp des opposants. Le droit a trop souvent servi l'arbitraire et même l'injustice.

La cour joue sur deux leviers : la force et la séduction par la surenchère communicationnelle dont la fréquence des mots-clés trahit la volonté. L'information est bannie au

profit de la communication qui a l'art d'enjoliver les choses, de les faire passer pour vraies, de faire aimer l'infâme, de rallier sans convaincre, de persuader sans avoir raison, c'est le tout rhétorique inspiré par une littérature politique classique où les mots ne couvrent aucune réalité, une simple résonance vide de sémantique. La cour majestueuse et spectaculaire est dans la politique du show usant de tous les moyens : violence, mensonge, manipulation, diabolisation.

Le pouvoir s'attèle en outre à domestiquer la haute élite qui forme un bouclier autour. Il s'allie des inconditionnels, des sujets fidèles, dociles complètement partisans, mais aussi des myriades d'opportunistes, de profiteurs.

Pour continuer à prospérer, il faut épouser les désirs du prince, servir ses vœux, ne jamais déranger par ses fades vérités qui blessent plus qu'elles ne servent. Pour marcher avec les forts, il faut scander leur hymne, battre leur mélodie dans la plus parfaite allégeance, gage de servilité et de dévouement. La civilité de cour veut qu'on soit partisan et pas opposant, soumis et pas rebelle, allié et non libre : « flattez-les, payez-les d'agréables mensonges. », disait La Fontaine.

Les Rois et leurs royaumes ont disparu du Sénégal dès les premières lueurs de la conquête coloniale, dans l'héroïsme de la résistance bien sûr, mais l'esprit de cour subsiste. Il a enjambé l'espace-temps et se maintient dans la sphère sociale. La République est l'antidote du présidentia-lisme monarchique et la démocratie, rempart contre l'esprit de cour.

L'établissement des listes nationales pour la représentation parlementaire obéit à des critères subjectifs au sein des partis politiques.

« Au Sénégal, le choix des députés ne permet pas d'avoir un régime d'équilibre puisque les députés sont élus

sur deux modes de scrutin. Un scrutin dit majoritaire à un tour sur 90 députés qui sont élus, c'est le « Raw Gadu ». Vous avez une voix de plus, vous prenez tous les députés de Dakar. Ils sont sept, vous avez 30 voix, moi j'ai 29, vous prenez les 7 [...] Ensuite, 60 sur la liste proportionnelle. Mais le choix de ces 60 incombe aux chefs de partis en général. Le député qui est là, il n'est pas choisi par une circonscription, il n'est pas choisi par les électeurs, mais il doit son élection au choix de son parti et simplement par le nombre global de voix... », disait le candidat Macky aux élections présidentielles de 2012.

Le peuple « souverain captif », pour reprendre André Tardieu, est tenu loin des sphères de décision. L'aristocratie est bien servie dans le domaine public. Des hectares de terres distraits du domaine national leur profitent sur la façade maritime et sur toute l'étendue du territoire, pendant que les « goorgoorlous »<sup>3</sup>, cent fois maudits, peinent à trouver 150m<sup>2</sup> où poser une baraque. Certains assez ingénieux qui réussissent l'exploit sont souvent délogés de manière arbitraire par les pelleteuses en action pour des promoteurs immobiliers véreux.

À part le symbolisme, que reste-t-il de la République, dans la pratique quotidienne du pouvoir ? Le cérémonial, l'organigramme, l'hymne, le drapeau, une belle devise, les proclamations, et après ? Le peuple « souverain captif » a tellement bien compris qu'il ne vote plus, il s'abstient. Il ne veut plus choisir entre blanc bonnet et bonnet blanc. Il renonce à cautionner l'infâme, à engager sa responsabilité, à faire ses propres remords. Il sait qu'il est condamné d'avance et sans appel. Quelle que soit l'issue du vote, son sort est scellé. Ceux qui arrivent ont les mêmes désirs de pince, la même allure, les mêmes visées de gloire, de

---

<sup>3</sup> Personne qui n'a que de maigres revenus, mais se débrouille pour se procurer le nécessaire.

privilèges et d'argent. Il se voit captif d'un système. Ceux qui arrivent ont les mêmes mœurs que ceux qui partent. Les rentrants imitent les sortants formés à la même école. Rien n'a changé, tout est pareil, tout est conforme, le même boulanger pétrit le même pain. L'indépendance n'a pas abrégé la souffrance, la servitude n'a pas pris une seule ride. Le nouveau monde est conforme à l'ancien et le messie tape toujours à côté, servant les mêmes excuses et le même boniment.

Un président monarque aux pouvoirs excessifs exerce dans la démesure, nomme à tous les emplois civils et militaires. Il est le chef supérieur des armées, président du conseil supérieur de la magistrature. Corollairement, il révoque à sa guise. Il bourre les ambassades et consulats de personnels politiques inutiles aux frais des goorgoorlous.

Le système est une coalition d'intérêts privés, de privilèges, d'ordres, de rangs à respecter, formant un nœud inextricable autour du Président de la République. C'est des lobbies financiers, les puissances d'argent externes et internes, les transnationales, les aristocrates, les grandes corporations des patrons de presse alliés, des affairistes en tout genre, des notabilités influentes, marabouts ou chefs coutumiers, des chefs de l'armée, des magistrats, des parlementaires, des technocrates, tout un monde très intéressé, usant des moyens de séduction, du chantage, de l'influence et de la corruption. La puissance de l'État leur sert d'outil d'enrichissement. C'est aussi des partis politiques alliés mensuellement rétribués à coup de millions nonobstant les privilèges de nature et de rang et d'ordre protocolaire, sans oublier les syndicats complices dont les dirigeants ont trouvé terreau plus fertile que le simple relais des revendications salariales. Pour la plupart, leurs dirigeants meurent au poste sans alternance, continuent d'officier même à la retraite. Chaque président arrive avec sa famille politique, ses hommes et ses femmes, ses alliés

extérieurs comme intérieurs, ses hommes d'affaires et ses lobbies, ses courtisans, ses hommes de main et de confiance, ses religieux et ses coaches. Un système qui s'incarne, se reproduit à chaque changement de majorité dans un jeu de chaises suivant la même logique, les mêmes mœurs, pour toujours les mêmes objectifs et au final le même désarroi pour le peuple meurtri dans sa chair. Il en est ainsi sans relâche sur plusieurs générations écornant les vertus et la sensibilité. Le maintien au pouvoir de la majorité à la commande est le principal souci des présidentielistes.

Toutes les actions sont inscrites dans le court terme, selon le calendrier et les échéances électorales. Il faut prouver, montrer, inaugurer, poser des premières pierres d'édifices, pour espérer séduire et rempiler pour un autre mandat. Tous les cinq ans, il faut faire vite, afficher un bilan précoce, c'est presque suicidaire d'agir dans le long terme.

La séquence temporelle et tous les actes cadrent avec les échéances électorales. La légitimité confère au président un sentiment d'invincibilité, de puissance, un privilège qui flirte avec sa tentation d'absolutisme, l'excès de pouvoir, l'autoritarisme et la démagogie.

Autrefois, la monarchie était absolue dans bien des royaumes, de nos jours les chefs d'État empruntent les sentiers des urnes et gouvernent vite en monarque absolu au mépris des institutions, de leur sacralité et de l'État de droit. Rien n'a changé. Les régimes présidentiels produisent des autocrates.

Les membres du système sentant leur bail limité et la fin proche, magouillent et s'enrichissent à tour de bras, échafaudant des plans, et ourdissent des complots pour leurs intérêts, au sein d'une République-festin où chacun mange des deux mains, la fin de règne est proche.

Un homme d'État agit dans le long terme. Il a pour préoccupation l'impact des actes sur la vie des populations et non la perception immédiate. Il n'est pas dans les sentiments et les sensations, mais dans la logique des actes et de la construction durable. Il est dans le long terme. Il ne vise pas des traces, il veut imprimer sa marque indélébile qui survit au temps politique. Il agit pour la prospérité. Un homme politique est dans l'instant présent des sondages, des enquêtes d'opinions, des commentaires de presse, des rendez-vous de télé et des meetings. Il se soucie plus de son sort après le mandat. Quelle issue ? Rempilera-t-il ? Avec quels moyens ? Quels soutiens ? L'homme d'État parle à l'histoire, à la mémoire de son peuple, témoin éternel. Il cherche à se faire un nom par la grandeur et la portée de ses actes s'inscrivant dans la continuité historique des grands noms qui ont survécu leur temps. Ceux dont les actes sont légendaires.

L'homme politique est dans le jeu de séduction, le rapport de confiance, l'adversité et l'hypocrisie, la peur de perdre, redoutant l'instant d'impopularité, de rejet de l'électorat, la perte de sa base et du pouvoir.

Tout, pour lui se conjugue au présent : les projets, les résultats qu'il veut simultanés aux actes. Il est dans l'euphorie du moment. L'homme d'État est dans la crainte du futur, toujours en quête de reconnaissance. Il n'est pas dans le moi individuel et sauvage, mais dans le nous collectif d'action et de finalité.

L'homme politique est dans le culte de l'égo, le rapport à l'image et au qu'en-dira-t-on, l'incertitude et l'improvisation, le sacre personnel : un homme d'État est dans l'équilibre des actes, des institutions, la probité morale et intellectuelle, l'exigence de résultats, la sacralité de la fonction. Tel est le mythe du pouvoir qui s'incarne pour soi ou pour les autres dans la décadence ou dans la grandeur,

dans le rejet ou dans le sacre. Les grandes œuvres ont une portée universelle, elles parlent à tous.

Dans le régime présidentiel, les pratiques occultes ont souvent cours. En marge des textes, la république fonctionne à l'informel, au copinage, aux échanges de bons procédés, au self-service.

Les fonctionnaires se recrutent de la même façon. Les élites préparent leurs enfants pour les places les plus valorisantes socialement, économiquement. « Les fils de... » sont bien servis pour les postes convoités et assez valorisants. Tout se fait dans « l'entre-soi » d'un monde hermétique. Ceux de la classe pauvre, les démunis qui, même à diplôme égal ou supérieur, n'ont ni les mêmes chances ni les mêmes prétentions. L'élitisme est une classe qui se reproduit par individualité, par familles et par clans. Les fils de déshérités accèdent accidentellement à ce niveau, par effraction parce qu'ils sont des génies exceptionnels. C'est un monde à part dans le royaume de la république avec ses us et coutumes, ses codes culturels et sa propre logique de pouvoir et de service public. Les pauvres ne peuvent pas prétendre accéder aux mêmes écoles ni aux mêmes fonctions s'ils ont l'intelligence et le parcours d'avoir les mêmes diplômes.

Dans ce pays, il y en a pour qui l'emploi relève du choix, parce que toujours pistonné, servi à la louche dorée, et d'autres par contre, hélas la grande majorité de démunis d'origine modeste, dont la réussite sociale procède de l'exploit, du chemin de croix, de la divine providence. « Je n'accepte pas que les fils de Fatick qui ont servi le parti se fassent sacrifier. Nous allons mener le combat. On ne peut pas comprendre qu'on sorte des listes pour en mettre d'autres ». C'est par ces mots que Monsieur DIOP, attaché de direction et délégué syndical, ouvre son réquisitoire sur la gestion des ressources humaines au Port Autonome de

Dakar, un établissement public ; cela lève un coin du voile sur la gouvernance publique.

Les fils des dignitaires du régime sont casés dans la structure publique du fait de la seule influence des parents, le fils du Président de l'Assemblée nationale et celui du ministre des Affaires étrangères. La liste de la Fondation « Servir le Sénégal », nous clame-t-il, est chaque jour validée par Monsieur KANTE, ancien Directeur du port. « Farba, le griot du Prince est devenu incontournable au Fouta grâce à l'appui de Monsieur KANTE ». Au total, il y a 800 et quelques personnes insérées par le Directeur pour satisfaire la clientèle politique ; « aucun député ne peut nier qu'il n'a son fils ou sa femme au port. La deuxième femme de Monsieur NDIAYE, ministre de l'Intérieur, est au port. La femme du ministre du Renouveau urbain est au port. M. KANTE a réservé des quotas aux députés, aux ministres et personnalités influentes ». Apparemment, il y a une profusion de listes, la liste de journalistes influents, la liste de l'ancienne première ministre Mme TOURE. C'est la République en partage aux plus influents, entre privilégiés et parvenus qui se préoccupent des leurs et non des enfants de la République qui meurent tous les ans en réclamant leurs bourses, payées avec des semestres de retard. Bassirou FAYE de l'Université Cheikh Anta DIOP et Fallou SENE de l'Université Gaston Berger sont morts dans ces conditions ; le dernier, en 2018, tué par balle. Leur seul tort est d'être né dans des milieux défavorisés, ayant des parents aux « bras courts ». Avant eux, il y en a eu des morts d'étudiants pour les mêmes revendications, le paiement tardif des bourses.

C'est la République bamboula où ceux qui ont en charge le service public se servent en premier, tout en continuant d'évoquer des excuses faciles pour le chômage massif des jeunes en errance. De préférence, une entreprise recrute par nécessité et cible les compétences utiles, capables

d'incarner la mission ou le service. L'entreprise n'a pas à s'encombrer de pesanteurs politiques, ethniques, électoralistes ridicules ; elle doit viser l'excellence qui passe par un appel à candidature s'adressant à l'ensemble des enfants de la République. Au terme des tests et entretiens, les plus compétents, les plus méritants sont consacrés. La méritocratie est un levier fondamental de la construction démocratique, un instrument d'équité et de justice sociale qui motive plus qu'elle n'éccœure.

Ailleurs, à la poste, les travailleurs clament leur désarroi, dénonçant à tue-tête les incohérences du Directeur. La masse salariale, à force de recrutement partisan et clientéliste, dépasse de loin le chiffre d'affaires. La poste devient un gîte pour des amis, des alliés politiques, des suppôts dévoués à la tâche pour les propagandes électorales. Et pourtant, elle doit 130 milliards de francs de dette, vit sous perfusion du trésor public. Le FMI et la Banque mondiale crient au scandale et suggèrent la privatisation.

Un rapport de l'OFNAC indique que le Directeur du Centre des œuvres universitaires recrute abusivement 400 jeunes dont 150 issus de sa localité politique, Ndioum. Une force avant-gardiste pour les rapports de force politique dans la localité. Selon les différents régimes, le budget de l'Assemblée nationale prend en charge des membres du cabinet de la présidence, ses amis, ses parents, le personnel politique, les associations de partis politiques. Une pratique courante qui peut concerner 300 à 400 personnes, toutes au crochet de la République.

Dans les régies financières, impôts, trésor, douanes, les recrutements sont abusifs et ne prennent que les enfants de privilégiés, ceux-là qui peuvent se faire parrainer par un oncle, une tante, un frère ou que sais-je encore ? Dans les établissements publics, les travailleurs s'arrangent pour intégrer leurs fils de partir à la retraite perpétuant une

tradition qui a presque force de loi, une coutume obscène de privatisation des intérêts collectifs, d'accaparement des services publics et des rentes dédiées. Tout est obscur, tout est occulte, sous le parapluie de la République. Tous les enfants n'ont pas la même chance. Les faibles partent avec l'handicap de classe, un boulet social. La compétence ne suffit pas.

Nous nous sommes toujours contents d'hypothèses et d'arguments fantaisistes pour expliquer le mal-développement et la situation catastrophique du pays qui perdure, à travers une vision et des formules simplistes procédant du fatalisme naïf et bon enfant. Une approche rationnelle montre qu'il n'y a pas de hasard ni d'accident à la pauvreté endémique du pays ; c'est la conséquence de notre irresponsabilité collective de peuple, d'élus, de gouvernants et de citoyens depuis l'indépendance. Point n'est besoin d'ignorer notre histoire, notre passé commun, mais de l'ausculter sous l'angle de la raison et de la responsabilité pour en extirper le réflexe militant de citoyens engagés pour la transformation structurelle de ce pays longtemps aux mains d'une caste, d'une élite intellectuelle, politique, affairiste, religieuse, autour d'une monarchie républicaine. Le pacte républicain a été rompu, le mariage incestueux de la République à la monarchie a favorisé la mise en place d'un système de domination, de prédation.

Toute la problématique de la gouvernance au Sénégal provient du système présidentieliste. Le président de la République a d'énormes privilèges, un pouvoir étendu, un statut spécial, il ne peut faire l'objet d'aucune poursuite, ni pendant, ni après, dispose de tous les moyens de l'Etat, économiques, juridiques et militaires. Il exerce le pouvoir de police, de défense, la vie du pays s'organise autour de lui. Il est l'homme à tout faire, qui peut tout faire. Rien ni personne n'échappe à son autorité. Il ordonne, nomme et

révoque. Les immenses attributions du président créent autour de lui un système dont il finit par être l'otage. Toute la diplomatie du pays s'organise autour de lui. Il est le contact numéro un, la cible directe privilégiée des institutions internationales, des entreprises transnationales, des groupes de pression, des cercles d'affaires, des instances secrètes et occultes.

Dans les rapports exclusivement basés sur l'intérêt, l'ascendant est vite pris. Il devient l'otage d'un système aux acteurs nationaux et internationaux défendant des intérêts différents parfois opposés qui génèrent des conflits. Il est le recours pour l'arbitrage, le déminage. Ici, on le fait Doctor Honoris Causa pour mieux l'amadouer, là, on lui décerne un prix bidon pour rentrer dans ses grâces, ailleurs la multinationale embarque avec une ONG complice qui miroite la bienfaisance.

De partout les cercles d'intérêts se forment et ourdissent les plans, fourbissent les armes et la stratégie pour mieux l'avoir, mieux se faire servir : les concessions minières, les signatures des contrats d'infrastructures, l'octroi de permis de recherche de pétrole et gaz, l'octroi de permis d'exploitation de puits de gaz et de pétrole. Le président est la cible privilégiée, devenant par conséquent l'otage d'un système qui se referme autour de lui. Il incarne alors la logique du système, un service de classe, le partage entre privilégiés nationaux et internationaux, le peuple trinque et se fait sienne la philosophie d'Alfred de Vigny : « seul le silence est grand, tout le reste est faiblesse, gémir, pleurer, crier est également lâche. Fais également ta longue et lourde tâche dans la voie où le sort a voulu t'appeler. Puis après comme moi, souffre et meurs en silence », dans « La mort du loup ».

La justice dans nos régimes présidentiels est aux ordres de l'exécutif qui la subordonne et l'assujettit à sa volonté. Or dans une démocratie normale, les plus puissants qui

incarnent l'autorité de la loi sont tenus aux mêmes obligations de respect et de soumission. « On ne peut éternellement se contenter de regarder passer les cadavres sous le pont ».

Le Petit Robert définit ainsi la justice : « La justice est la reconnaissance et la juste appréciation des droits et des mérites de chacun. »

Les mots associés à la justice sont : la droiture, l'équité, l'impartialité, l'intégrité, la probité. Proudhon, économiste et philosophe français du 19<sup>ème</sup> siècle, ajoute : « La justice est le respect de la dignité humaine »<sup>4</sup> ; Jules Michelet (1798-1874), historien, écrivain, libéral et anti-clérical, renchérit : « Une justice digne de ce nom, non payée, non achetée... sortie du peuple et pour le peuple »<sup>5</sup>.

L'histoire politique du Sénégal indépendant révèle une complicité tacite entre le pouvoir politique et l'appareil judiciaire. De tout temps, la justice a été instrumentalisée pour solder les ennuis politiques du pouvoir. Le président monarque, chef de l'exécutif, est le seul maître à bord qui pilote les institutions.

« Quand on parle de l'indépendance de la justice, c'est la capacité à fonctionner à l'abri de toute ingérence venant d'un quelconque pouvoir et surtout du pouvoir politique [...] et ça malheureusement, nous avons fait un colloque et des journées d'étude entre magistrats et la conclusion à laquelle nous sommes parvenus, c'est que les principes qui garantissent cette indépendance ne sont pas opérationnels. Il ne faudrait pas que le pouvoir politique se donne les moyens d'affecter un magistrat à sa guise parce que, si c'est le cas, un magistrat qui va prendre des décisions défavorables au régime peut être affecté par mesure de représailles et finalement ça va créer une sorte de psychose

---

<sup>4</sup> De la justice dans la révolution et dans l'Église, Tome 1.

<sup>5</sup> Histoire de la Révolution française.

qui va pousser certains à se rendre dociles », disait Souleymane Téliko, le Président de l'Union des magistrats du Sénégal (U.M.S).

Démarrer son expérience en prime jeunesse dans le temple de Thémis et en sortir couvert de lauriers, ragaillardir par le sentiment du devoir accompli sous les honneurs de la République est la plus belle récompense pour un serviteur du droit. La nation reconnaissante salue le mérite particulier, mais réproouve avec vigueur et fermeté les comportements déviants de vieux serviteurs de la justice qui se couchent sur le droit et charrient du vent, au nom de la communauté nationale simplement pour un traitement royal et dispendieux. Après la proclamation de la liste des candidats retenus pour concourir au suffrage des Sénégalais aux élections présidentielles du 24 février 2019 par le Conseil Constitutionnel, un commentaire a particulièrement retenu l'attention, chargé d'émotion, lourd de sens, insinuant des ravages et des conséquences sans précédent. « Sur le plan du droit, le Conseil s'est trompé. Khalifa SALL devait être candidat, car, le rabat d'arrêt, dans ce cas de figure, est suspensif. C'est ce que nous avons appris à nos étudiants. Moi, je ne sais pas, ce que nous allons enseigner à nos étudiants, je ne sais plus comment faire face à mes étudiants et leur dire que le rabat d'arrêt est maintenant suspensif », Professeur Babacar GUEYE, constitutionnaliste, professeur à l'UCAD, fervent militant de la société civile sénégalaise et africaine, a mis des mots sur son malaise.

Le droit ne saurait être au service de l'anarchie, ni source de désordre et d'instabilité sociale. Il n'y a guère de scénario plus sordide que de troquer les longues années de robe, toute l'expérience qui en découlent et l'intime conviction contre l'apparente cupidité, le pari de l'argent, des mondanités et tout le côté pervers du sacre personnel.

Ainsi la morale s'éjecte de notre corpus social et s'en va rejoindre à titre d'ailes les vertus, la sobriété et l'intégrité longtemps en retrait du nouveau monde prôné par les partisans de la rupture. Toutes les institutions sont sens dessus dessous, difficilement reconnaissables, victimes du césarisme des hommes.

Le droit devient accommodant à la seule volonté du prince.

L'avenir s'annonce triste et ténébreux.

Aux élections législatives de 2017, le Conseil avait sciemment ajourné le Code électoral dans une de ses dispositions en préconisant le recours aux ordres de missions et autres récépissés, papier journal, pour un vote largement frauduleux.

Ça ne fait pas bien sage de saper les fondements de l'État de droit quand deux millions d'électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales ne sacrifient pas aux devoirs citoyens, faute de cartes d'électeurs, le juge électoral est certainement embarrassé de valider les résultats issus de ce scrutin.

Il serait loyal que tous ceux qui interviennent dans le processus électoral comme acteurs principaux en dehors des électeurs, la CENA, la Cour Suprême, la CNRV et le Conseil Constitutionnel fassent preuve de neutralité et d'indépendance dans l'exercice de leur mission pour ne pas braquer la République. La paix sociale est à ce prix.

Quelques faits saillants corroborent ses dérivés. Déjà en 1962, la justice est à la rescousse du pouvoir pour liquider Mamadou DIA sur la base de fausses accusations de coup d'État dont le général Jean Alfred DIALLO dénierait en 1992 l'existence.

Mamadou DIA voulait l'indépendance tout de suite, Senghor la voulait dans 20 ans, pas dans quatre ans. Il en avait fait la confiance à son ami Pompidou. Houphouët

Boigny de la Côte d'Ivoire qui jouait les intercesseurs entre les deux hommes, s'est vu confié la mission suivante ; « Dites à Dia que je le libère à condition qu'il renonce à la politique ». Ce qui n'est pas sans rappeler l'actualité politique en 2018 « Dites à Khalifa SALL que je le libère s'il renonce à la présidentielle ».

Le maître de Dakar emprisonné pour un usage abusif d'une caisse d'avance clame son innocence. Ses partisans crient à l'instrumentalisation de la justice. Tout comme ceux de Karim WADE, exilé nuitamment au Qatar après trois ans de détention dans le cadre de la traque des biens mal acquis dont il fut le seul inquiété sur une liste de 25 personnalités sur lesquelles portait l'enquête. Le procureur DIAGNE qui piaffait de tous les avoir, a été débarqué en pleine audience. Dommage pour le PDS, car Karim en prison hantait le sommeil de l'exécutif. C'était une bombe pour le régime APR et un jackpot assuré pour le PDS. Je pense que si Karim avait refusé de sortir de prison, il aurait à coup sûr précipité la fin du régime SALL. Le temps ferait son œuvre. Pour lui chaque jour qui passe apportait de la confiance, battait en brèches les accusations, augmentait son capital sympathie auprès des Sénégalais, qu'il retournait contre le gouvernement APR. En prison, il suffisait comme adversaire politique.

La CEDEAO a rendu un arrêt en sa faveur, les instances internationales trouvaient sa détention arbitraire. À chaque confrontation à l'extérieur, il gagnait la manche, mettant à nue le grand complot.

Karim dans sa prison de Rebeuss était l'horreur de la République. La vie de palais était ruinée par ce dossier complexe aux ramifications multiples, un dossier où se mêlent politique, confrérie, justice, économie et pratiques mafieuses avec des souteneurs nationaux et internationaux, le combat par procuration d'organismes, d'institutions. Le culte et l'occulte sont à fond dans ce dossier qui dépasse le

cadre étriqué national. Rebeuss était la clé de l'évolution politique future du Sénégal.

Tout se jouait là-bas, les alliances, les complots ; Rebeuss jouait le sort de la République. À coup sûr, Karim se ferait payer pour sortir de prison, de son univers carcéral, il faisait la météo du palais, accaparait les institutions et la presse. C'était lui l'actualité.

Domage que son avocat l'ait entraîné dans un deal sordide, en nain de jardin. Il aurait pu rester en prison et attendre son heure, le temps travaillait à sa réhabilitation et son sacre.

L'emprise de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire ne date pas d'aujourd'hui, Maître Abdoulaye WADE, l'opposant de carrière, chef de file du parti démocratique sénégalais a souvent séjourné en prison de 1978 à sa prise du pouvoir en 2000. Abdou DIOUF, alors président ne l'a jamais épargné.

Il en est ainsi, Maître WADE à son tour s'acharnera sur Idrissa SECK, son allié de toujours banni pour des conflits internes. Idrissa fera de la prison dans des conditions troubles encore non élucidées. L'actuel président Macky SALL échappera à la prison grâce à la diligence du Khalif Général des mourides qui a œuvré à la conciliation.

Le pouvoir politique cherche toujours à domestiquer le pouvoir judiciaire. Les juges désireux d'avantages, de privilèges cèdent à la tentation. Ils sont à l'image de leur société dans ses contradictions et ses valeurs, ses insuffisances et ses hypocrisies. Ce ne sont pas un peuple de dieux, mais des hommes et des femmes qui ont leurs origines, leurs ambitions, leurs agendas personnels, leur esprit de classe, leur conception de la République, du bien commun, du pacte social, du rapport à l'argent, à la richesse, leurs idéologies et leurs convictions. C'est une société qui s'arcboute sur ses archaïsmes, qui flirte avec ses démons, pleure et délire sur son sort, court à sa perte ; une

société d'amalgame, de contradictions, d'absence de repères, fort enlisée dans ses travers, qui idéalise tout sans jamais définir ses exigences ni se donner les moyens de ses ambitions. Elle prône la gouvernance sobre et vertueuse, la fin de la corruption, sans conviction.

Onze rapports venant de l'OFNAC sont sur le bureau du procureur de la République. S'y ajoute les dossiers des fausses quittances des impôts, une fraude sur des années, les dossiers de la CENTIF sur le blanchiment d'argent. Le débat fait rage sur les 30 milliards du PRODAC, aucune enquête n'est diligentée. Comme par le passé, le dossier sur la fraude au fuel par un ministre de l'Énergie du Président Wade sur la somme de 9 milliards de francs, le budget du FESMAN qui était initialement de 5 milliards, gonfle à 85 milliards immodérément. Des rapports, il y en a eu des différents corps de contrôle, l'inspection générale d'État, l'inspection des finances, la Cour des comptes, des rapports qui dorment dans les tiroirs sans aucune exploitation judiciaire. Des scandales sont annoncés à la poste, au COUD, au PRODAC, mais aucun lièvre n'est levé sur ces dossiers qui s'empilent et finissent par excéder l'autorité. « Il n'est plus question de rendre publics des rapports qui mettent en cause la gestion de la majorité. (...) Les journalistes corrompus n'attendent que ça ». La justice semble attendre qu'on lui intime l'ordre de poursuivre.

Pour se maintenir, une société a besoin de trancher les différends par le droit.

La défaillance de la justice se traduit inévitablement par une volonté collective de prise de parole. Tout est fait pour décrier, dénoncer la nonchalance d'une justice attentiste sur les abus et les contradictions profondes de la société en dérive, un pays aux mille scandales jamais élucidés, instaurant de facto, l'impunité généralisée dans une République de plus en plus permissive qui craquèle etrompt sous le poids du brigandage. Les deniers publics

servent une minorité d'intouchables surprotégés par les alliances et la logique du système. Les fauteurs franchissent le Rubicon, changent de majorité et de camp et se font caser ; certains se font débaucher. Ceux du pouvoir à qui c'est le tour se lancent à corps perdu dans la prévarication, l'enrichissement sans cause.

Les 6000 milliards d'endettement ont peu servi le service aux populations toujours aussi pauvres que démunies de tout. Toute une société en ébullition tente de se substituer à la justice pour condamner ou blanchir. La justice se rend désormais dans la rue. Elle s'organise désormais sur la place publique sous le joug de l'opinion et du journalisme de sensation. La présomption d'innocence en pâtit. La charge de preuve est inversée, faisant de tous des coupables potentiels. Les victimes en sont pour leur frais. Le numérique complique la situation. Internet devient un instrument de délation, de fausses accusations et de vindicte populaire. Le peuple verse maladroitement dans le juridisme sans être docte, prenant sa logique pour des réalités et des certitudes établies.

La société abandonne ses civilités et son humanisme verse maladroitement dans la haine et la grande misère de la jalousie. La simple dénonciation suffit à accabler ; s'installe inéluctablement le tribunal funeste de l'opinion et de la rumeur infâme et nauséabonde.

L'envie de savoir, le déni de droit poussent à l'anarchie et à la vengeance. Chaque citoyen se voit à tort ou à raison incarner l'institution en mal de crédibilité. Le sort de chacun est suspendu à l'humeur maléfique des délateurs. Une bonne justice réconcilie tout le monde, le droit de savoir est restauré, balayant toute suspicion, toute tendance calomnieuse.

L'État de droit est le seul rempart contre l'anarchie et la subversion. Il a la prérogative de réconcilier l'accusation, la défense, les juges, le peuple et l'opinion autour de la

manifestation de la vérité qui seule fédère. Le tribunal du peuple ne peut qu'affaiblir la République, exacerber le sentiment d'individualisme des malfaiteurs que rien ne désarme. Ils sont prompts à hurler avec les loups ou à crier à la victimisation. Aucune de ces attitudes n'arrange pas les affaires de la République qui a besoin de sérénité et d'équité.

Le tribunal médiatique et les audiences d'opinions servent des rumeurs, font des ravages. La justice ne peut pas se faire dans la rue, les stations de radios, les plateaux de télé, les "grand-places", lors des cérémonies religieuses et familiales. La justice est sacrée. Elle ne peut être suppléée par l'opinion qui a pour fondement la rumeur. La justice s'appuie sur des faits avérés et précis. Quand la rumeur devient l'information, la dénonciation risque de suffire comme preuve. Dans nos sociétés, la rumeur flambe au quotidien, crée la tourmente médiatique, relayant des accusations graves et filandreuses, qui se répandent en escadrilles, plongeant le pays dans une atmosphère surréaliste de chasse aux sorcières. Les politiques, les officines, tout comme les simples citoyens ont la frousse d'être livrés à la vindicte populaire, une tendance insidieuse de règlement de compte qui ne s'apparente guère à la reddition que seule la justice peut organiser avec ses attributs et ses privilèges exceptionnels dans le contexte fort de l'État de droit qui garantit nos libertés en toutes circonstances.

Personne n'aime retrouver sa vie chroniquée à travers la presse sans raison objective. La société de rumeur et de délation ne peut être proscrite que par une justice à la mesure des défis.

La justice ne peut jamais être rendue dans l'absolu par des hommes, quelle que soit par ailleurs l'intime conviction. Elle s'organise autour de l'homme, complexe par nature dans la manière d'être, de faire, de concevoir ses

relations aux autres, son comportement, ses sentiments, ses états psychoaffectifs. Ceux qui la rendent ne sont pas par essence différents des justiciables. La matrice sociale est la même. Le corps judiciaire ne peut aussi se replier, s'encombrer de scrupules pour ne pas voir la réalité, faire son mea-culpa, son autocritique, accepter ses insuffisances, ses insatisfactions, trouver la réponse à son interpellation, proposer une alternative plus humaniste, s'approcher de la réalité et non point se refermer sur soi-même tel un hérisson prêt à piquer les présomptueux qui osent à peine troubler sa quiétude. Il ne doit pas se couper du peuple, se détourner de ses problèmes, mais en être partie prenante, afficher ses prétentions, d'une justice libre impartiale et surtout indépendante, au-dessus des contingences matérielles, des intérêts de clan ou de corporation. Le corps judiciaire se doit d'être hors des influences des sphères politico-mafieuses, des oligarques qui quadrillent le territoire de la République. Parce qu'elle est la justice, elle doit être reconnue et acceptée par tous les acteurs dans une démarche de cohérence et d'obligation réciproque. La justice est rendue au nom du peuple. Elle a le pouvoir de trancher les litiges, de dire le droit afin de garantir la paix publique et sociale, de garantir l'égalité nécessaire entre tous les citoyens. Elle n'est pas une institution en marge de la société.

Le juge doit avoir ses convictions, ses sentiments, mais ne les étale pas. Le juge est dans la solitude de l'indifférence et pas dans la différence de classes, d'alliances, d'idéologies, de culte ou même de sentiments. On aime la justice parce qu'elle est la justice. Peu importe qu'elle déboute, condamne ou relaxe, mais simplement parce qu'elle dit le droit dans le respect des textes et de la déontologie.

Les sociétés humaines se renforcent, se maintiennent et s'équilibrent par la seule capacité à rendre justice. C'est le

principal levier de construction d'une nation qui régule l'économie, les affaires, la paix sociale et les rapports à l'extérieur. C'est le moyen d'apaisement qui empêche le recours à l'escalade de la violence. Une nation qui ne juge pas se plombe. Quand elle juge mal, elle s'effrite et va à sa perte. Parce qu'elle est sacrée, elle doit être juste. L'alliance de la justice avec la politique dans un régime présidentiel en Afrique est une tyrannie, une oppression continue du totalitarisme monarchique. Cette alliance macabre crée un ordre de classe au-dessus d'un peuple martyr.

La corruption qui a droit de cité au Sénégal a fière allure dans la plus totale impunité. Les opposants d'hier sont au pouvoir, commettant la même imprudence, avides de gloire et d'ascension, ils commettent les mêmes sacrilèges. Jadis indigents, ils sont promus riches au train de vie dispendieux.

La corruption a changé de main, mais se décline dans les mêmes formes à travers un schéma classique de gré à gré, de conflits d'intérêts, de prise de participation. La démesure frise l'insolence dans l'étalage de richesses contrastant avec la misère chronique des peuples confinés à la survie dans un environnement féroce et répugnant. L'extravagance des parvenus titille la résignation et le stoïcisme des laissés pour compte qui ont un mal fou à assurer un quotidien décent ; deux repas par jour, un transport, un breuvage potable. Le pouvoir a érigé une nouvelle classe dominante formée de politiques, d'auxiliaires de justice, d'affairistes mal famés, de religieux corrompus, d'intellectuels paresseux cherchant des raccourcis, de grands commis de l'État, milliardaires complices, de fonctionnaires vendus, de partisans corrompus, de médias souteneurs, toute une classe d'hommes d'affaires vivant de business-cueillette sur les fonds publics. Tout leur est acquis dans la paresse, l'oisiveté et l'appétit gargantuesque, tirant la roue de la fortune à leur compte sans répit ni satiété, s'enrichissant à tour de bras en

milliards dans une parfaite complicité réciproque. Ils se soutiennent et échangent de bons procédés, défendent tous l'intérêt de classe.

« Quand des nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas communiste. Quand ils ont enfermé les socio-démocrates, je n'ai rien dit. Je n'étais pas un social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit. Je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester ». Ce Poème<sup>6</sup> du pasteur Gustav Friedrich Martin Niemöller, pasteur allemand, est une invite à l'action, au sursaut pour contrer les dérives du système qui menacent notre stabilité collective.

Leaders d'opinion, poètes, écrivains, journalistes, politiques, monde universitaire, vedettes sportives et le show-biz, toutes consciences morales ou philosophiques, se doivent de s'ériger en bouclier pour défendre la République abandonnée de tous aux mains d'une seule caste qui l'a abusée sur bientôt 60 ans d'âge.

Entre accusation et dénégation, le procès du maire de Dakar, accusé d'avoir détourné un milliard huit a eu lieu. Ce fut une bataille d'experts, une débauche médiatique, une rhétorique classique d'avocats, mais pour le reste rien ne s'est passé. Je demeure convaincu qu'en lieu et place, il fallait tenir le procès de la République. Accusation et défense ont toutes goûté au fruit défendu. Toutes se sont construites par les seuls soins de la République.

Un système à bout de souffle ne résiste guère à la volonté d'un peuple qui prend conscience de la nécessité d'assumer ses responsabilités.

---

<sup>6</sup> Poème écrit en 1942 à Dachau dans le camp de concentration. Gustav Friedrich Martin Niemöller était à la tête de la « Ligue d'urgence » regroupant 6 000 pasteurs et théologiens allemands dans sa lutte contre le gouvernement nazi.

Le système sénégalais s'essouffle et s'étouffe à force de brasser de l'air. Les attentes et les espoirs des peuples se sont toujours fracassés sur l'amateurisme des politiques et leurs méthodes caduques de gouvernance.

C'est la faillite d'un système animé par l'esprit de cour. Un Président seul détient tous les pouvoirs, aux commandes d'un État, disposant de tous les leviers qu'il actionne à sa seule guise sans devoir rendre aucun compte. Tous les pouvoirs lui sont conférés en vertu de la constitution. Les garde-fous sont quasi inexistantes. Cela a conduit à une drôle de situation quasi similaire en Afrique de l'Ouest et même ailleurs. Tous les dirigeants élus au suffrage universel, Président de la République, outrepassent la volonté du législateur et finissent par imposer une monarchie à leur peuple. L'hyper puissance du présidentielisme d'inspiration bonapartiste conduit inexorablement à une patrimonialisation du pouvoir. La cour fait son apparition et s'installe en lieu et place de la République, animée par un monarque autoritaire et revanchard qui se joue de son peuple, de ses institutions, consacre son ethnie, sa famille, son clan, réduit les citoyens électeurs en sujets condamnés dans la servitude. La volonté du monarque supplée au droit, la démocratie fait place à l'anarchie qui profite aux alliés affairistes, aux lobbies étrangers et nationaux, aux multinationales, aux puissances étrangères intéressées, aux prélats, aux milieux mafieux, à l'oligarchie, à une caste d'intellectuels, de fonctionnaires véreux, d'élus peu recommandables, toute une classe aristocratique qui se forment autour du souverain, personnage central du dispositif, qui fait la pluie et le beau temps, répand sa grâce et sa disgrâce, nomme aux emplois civils et militaires, accrédite les représentations diplomatiques et consulaires, révoque à l'envi.

La République devient alors une coquille vide, un moyen de promouvoir les intérêts privés. Cette notion

d'intérêts est la trame qui fait graviter par cercles concentriques, tout ce beau monde autour du pouvoir incarné par une personne que rien n'arrête. Les institutions aménagées par la constitution comme indépendantes suivant un principe sacro-saint de séparation des pouvoirs en démocratie, sont infantilisées, vassalisées et finissent par être au garde-à-vous. C'est malheureusement le cas du pouvoir judiciaire, défini comme autonome et garant de la loi et de l'ordre public, qui se retrouve manipulé au point de ne plus dire le droit, mais se fait dicter le droit du prince qui devient la norme, la référence, parce qu'inspiré par une volonté de monarque qui a force de loi et à laquelle personne ne se soustrait sous peine d'entrer en disgrâce et de subir les affres de la désobéissance : une mutation dans le lointain arrière-pays torride, inaccessible et sans vie ou une mise au placard pour la suite de sa carrière. Le bon magistrat, c'est le serviteur, celui qui exauce les vœux du prince quitte à insupporter le peuple, la presse et les organismes des droits de l'homme.

Ce que les observateurs appellent le système au Sénégal et contre lequel tous les opposants ont lutté et comble d'ironie finissent par le reproduire une fois au pouvoir, a tissé sa toile autour d'un président monarque qui s'est toujours pris pour un demiurge tout au long de l'histoire de cette jeune nation qui affichait des indicateurs favorables à son envol en 1960. Mais la démocratie ne peut guère cohabiter dans ce pays avec la volonté de surpuissance de ses hommes, qui ont tous peu ou prou rêvé de grandeur, d'invincibilité. L'esprit de cour leur a tourné la tête dès qu'ils ont goûté aux délices du pouvoir ; un pouvoir clivant qui isole l'homme dans sa tour d'ivoire au milieu des courtisans, des flagorneurs, des ripoux, des racketteurs, des marchands de charme et d'illusions, des chasseurs de primes, des idéologies politiques, des apprentis Platon, des petits Jésus et des mollahs, tous en quête d'influence et de

reconnaissance pour une vie dorée aux crochets de la République.

L'impôt citoyen a beaucoup enrichi les grandes dynasties et les têtes couronnées dans ce pays. Ce système machiavélique ne promet que ses alliés et ses dépendances. On nomme ministre qui on veut sans compétence, ni expérience avérée ; le simple fait d'appartenir au parti et de faire allégeance à la première lueur au prince suffit à gagner les galons et être dispensateur de service public sans prédispositions.

La promotion politique des militants qui ont combattu auprès de son altesse sérénissime le Prince Malko a alourdi les charges publiques avec une centaine de ministres conseillers qui s'ajoutent à la quarantaine de ministres et secrétaires d'État déjà en poste. Elle a aussi installé une culture de la médiocrité qui fait porter la charge par des promus qui n'ont pas l'envergure d'un ministre, d'un Directeur général, d'un Chef d'Agence, d'un Président de Conseil d'Administration. Le mérite est la seule source d'émancipation des peuples libres. Il fait choisir pour la fonction le profil qui en a la compétence, celui qui peut habiter la fonction de sa sacralité. La mission de service public trouve sa survie dans sa neutralité, son universalité et sa dose d'humanisme. Hélas, les faveurs sont plus courantes et n'ont aucune motivation légale, leurs bases sont simplement subjectives et tiennent à des arguments fallacieux de compagnonnage, de liens sociaux, de parenté d'ethnie, d'idéologie, d'affinités et même de camaraderie ou d'alliances familiales.

Monsieur Abdoulaye WADE disait : « c'est moi qui nomme, je peux même nommer mon chauffeur ambassadeur ». Répondant à ses détracteurs sur sa volonté contestée d'envoyer les soldats sénégalais soutenir l'Arabie Saoudite contre les rebelles yéménites, son successeur lâche : « c'est moi qui décide, c'est moi qui nomme ». La

République a cultivé son propre désastre par le recrutement de faveur d'hommes et de femmes souvent pas compétents pour la fonction susvisée. Les recrutements clientélistes font légion. L'appel à candidature est rejeté formellement alors qu'il a cours dans beaucoup de pays : en Côte d'Ivoire, au Bénin et dans certains pays anglophones. C'est le moyen le plus usité pour pourvoir les postes à grande responsabilité qui nécessitent un parcours, une expérience, mais surtout de la compétence pour habiter la fonction, l'incarner dans les meilleures conditions de service et de succès. C'est le cas pour des directeurs généraux, des impôts, du Trésor, de la douane, du Port, des mines et géologie, de l'agriculture, du tourisme des transports, du commerce et des services. Au Sénégal, durant la période de parrainage des candidats à la candidature de l'élection présidentielle, tous les Directeurs nationaux, les chefs de service ont déserté les lieux de travail pour aller quérir leur quota de parrains auprès de la base politique pour le compte du Président.

En liant l'administration à la politique, on verse dans la surenchère. Les recrutements dans la fonction publique sont inscrits dans ce schéma de fidélisation. Les Directeurs cherchent une base politique et recrutent en masse dans leur localité de façon disproportionnée d'ailleurs créant des relais pour la propagande politique. La voie de la fonction publique est court-circuitée par un recrutement partisan qui ne tient pas compte de l'aptitude à l'emploi, des qualités professionnelles, des titres et diplômes qui prédisposent à l'accomplissement de la fonction.

À chaque majorité, les recrutements clientélistes font légion dans les régies financières pour les traitements salariaux cumulés aux indemnités diverses, les primes de rendement, de sujétion, les prélèvements budgets d'équipement (PBE), les fonds communs substantiels par trimestre. Elles sont prises d'assaut par les cercles du pouvoir qui

recommandent et pistonnent leur fille, leur fils, leur protégé dont beaucoup s'entassent dans les bureaux et les couloirs sans mission définie émergeant à chaque fin du mois.

Ailleurs dans l'enseignement, il y a un déficit de plus de dix mille enseignants, la formation de la Fastef de 2013 attend toujours pour le recrutement, de quatre mille infirmiers, de deux mille médecins, toutes spécialités confondues pour prendre en charge la population scolaire, les maternités, les services d'urgence et de soins palliatifs.

La République est devenue la chasse gardée d'une minorité qui a mis sous séquestre la démocratie et les institutions ; tout obéit à sa volonté. Elle contrôle et décide de tout, promeut et récompense au mépris des textes de loi de la fonction publique sénégalaise qui organisent les conditions et circonstances du recrutement.

En 2012, au tout début de la seconde alternance, le régime du Président Sall a voulu jouer à la transparence dans ce qui fut salué de vive voix : consacrer le recrutement à la fonction publique sénégalaise par le mérite, ça doit être la règle et non l'exception, comme c'est vite redevenu le cas. Pour pourvoir 5400 postes, plus de 150.000 demandeurs ont convergé vers le building administratif, siège du ministère de la Fonction publique. Pendant un mois de galère à la belle étoile, par temps de chaleur torride, les plus chanceux ont réussi à déposer leur dossier. Nous ignorons tout de la suite, mais tout de même la forme a été respectée. Depuis les vieilles habitudes, de bandes de copains pirates, les randonneurs solitaires sont vite revenus. La cour déteste la morale et le droit. D'ailleurs ceux qui souffrent le plus dans une cour sont les conseillers. Ils sont gênants, prétentieux, arrogants, irrévérencieux, des tordus d'espèces. Beaucoup de ministres conseillers ont été virés. Certains, très vite pour excès de prétention, d'autres jugés trop savants et quelque peu paternalistes ; parmi ceux-ci des professeurs d'université, des hommes et des femmes

patriotes reconnus qui avaient beaucoup à donner à la République, oubliant naïvement que la cour ne souffre d'aucune contradiction parce qu'elle est la cour, le sacre et la volonté suprême.

Depuis Léléfoulifak, empereur du Djoloff en passant par Dethiefou Ndiogou, père de Amary Ngoné Sobel, tombeur du Bourba Djoloff à la bataille de Danky en 1549 ou Lat Dior Ngoné Latyr Diop, Alboury Ndiaye et Bour-Sine, aucun roi n'a l'étendue des pouvoirs présidentiels incarnés par son Altesse Sérénissime le Prince Malko Wathiathia.

Il règne sur un Sénégal qui a la taille de tous ces royaumes cumulés, avec une population 40 fois supérieure, des prérogatives plus étendues, une autorité sans commune mesure, parce que le roi d'alors discutait avec le conseil des sages qui savait le convaincre et limiter ses ambitions guerrières. Il savait le dissuader des projets funestes. Le conseil du roi était écouté et respecté. L'ordre protocolaire avait un sens et une finalité. Aujourd'hui la cour s'est élargie en superficie et en moyens matériels et militaires, en sujets et serviteurs ; la volonté de puissance s'est affirmée. Le même esprit de cour prévaut et pousse à davantage d'autoritarisme.

Oui, les époques ont changé, mais les substrats de cour et l'esprit qui l'anime sont pérennes ; ils ont transcendé le temps et restent enfouis dans la conscience des hommes qui pensent qu'il faut commander, soumettre, assujettir pour rester seul maître à bord. Cela s'appelle de nos jours purger la tanière politique, exiler et enfermer les challengers, marginaliser les prétentieux, torpiller le code électoral, rationner la distribution des cartes d'électeurs, placer ses hommes à la commission nationale de régulation de l'audiovisuel pour intimider par des rappels à l'ordre incessants les candidats resquilleurs à l'élection présidentielle. Un vieux routard rompu à la besogne fait le service à

la perfection. Il sait contenir l'information et peser sur la diffusion.

La verticalité du pouvoir est source de tension sociale, d'autoritarisme, d'affaïssement de la démocratie. La culture du pouvoir est toujours la même. L'histoire rattrape le présent. Les royaumes d'autrefois ont survécu. L'esprit de leurs souverains s'est ressuscité. Il s'est réincarné dans le corps de ce peuple aux mêmes pratiques de cour. Les uns de leur autorité soumettent et rabaissent, les autres toujours consentants, vivent leur sort comme sujets de Sa Majesté. La cour vibre au rythme du Yéla<sup>7</sup> pour magnifier la gloire des Torodos<sup>8</sup>, les dioudiougne<sup>9</sup> du Sine rythment la mélodie des belles du Sine qui accompagnent de leurs voix suaves les danses saccadées des ballets.

La cour continue de bousculer la République qui se laisse abattre, s'affaiblissant à chaque coup, c'est une histoire d'amour-haine, une saga de couple instable, d'un mariage forcé. Les Farbas<sup>10</sup> continuent de narrer l'histoire des princes. La reine de son influence continue de peser sur les décisions du Palais. Les courtisans sont à ses trousses hochant la tête à chacun de ses éternuements. Des ministres confessent bruyamment qu'ils lui doivent leur portefeuille et de sa grâce ils ont été promus.

---

<sup>7</sup> Musique toucouleur jouée autrefois pour la noblesse.

<sup>8</sup> Nobles toucouleurs.

<sup>9</sup> Tam-tams sérères.

<sup>10</sup> Griots du roi.

## RÉPUBLIQUE ET DÉMOCRATIE SOUS SÉQUESTRE

*« Le peuple ne pénétrera jamais dans le labyrinthe obscur de l'esprit de cour ; il découvrira toujours avec peine la bassesse qui se cache sous l'élégance, la recherche des goûts et la grâce du langage. »*

Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*

Le monde politique reste figé dans ses archaïsmes primaires au point de ne pas s'apercevoir du changement de réalité qui s'opère : une grande mutation en cours qui balaie la routine et le conformisme. Les attentes et les réalités sociales nouvelles l'indiffèrent totalement, d'où son rejet par le peuple citoyen en quête d'alternative à défaut de messie dont il a cessé de croire depuis des lustres. La faillite des programmes et les promesses non tenues sont passées par là, sapant le moral et la confiance. Une vigilance plus accrue semble voir le jour, sous-tendue par une exigence particulière de résultats. Les citoyens veulent juger sur pièces. L'éloquence ne suffit plus à s'allier le soutien des désormais sceptiques en nombre sans cesse croissant qui abhorrent les politiques et dénoncent à tout va leur fébrilité face aux urgences. Nul doute qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose, les spectacles horribles et les signaux que renvoient les politiques sont hors sol. On se croirait dans une cour de récréation, au jardin d'enfants. Les uns et les autres s'épient, s'étripent, s'insultent grossièrement, se balancent des projectiles, se font des crocs-en-jambe dans une défiance guerrière naïve et maladroite. Puis, à l'instant même, se remettent ensemble, trépiginent et dansent pour le grand festin.

La morale et les vertus semblent recluses au lointain souvenir d'une époque désormais inscrite dans les contes de fées. Hélas ! Tous baignent dans une réalité d'amour-haine, de condescendance et de déni, tiraillés entre le peuple bétail électoral et les intérêts mirobolants qu'offrent les privilèges du pouvoir. Une démocratie à l'africaine, à la sénégalaise, disons-le tout haut, qui n'a rien à envier à la monarchie la plus absolue qui soit, une sorte de règne sans partage et une soumission de tous au monarque et à ses partisans, un tyran et ses alliés, ses enjôleurs et ses flagorneurs zélés, ses hordes d'affairistes, de lobbies de profiteurs au profil divers, experts dans la filouterie.

Comme les enfants de la maternelle, ils se battent, s'égosillent, pour ensuite à l'instant, se remettre ensemble dans les alliances et des allégeances morbides et irrationnelles dont eux seuls ont les codes.

La politique naguère noble est travestie par leur logique de pouvoir où tout s'achète, se négocie, la foi comme la dignité. Tout se laisse corrompre, les hommes comme les choses ont leurs prix, et les négociations s'enchaînent.

La parole politique, le soutien et le crédit se négocient, se vendent et s'achètent à force d'argent, de postes et d'infinis privilèges. Sans doute il faut veiller à être bien servi avant toute cession. La trahison n'est pas loin ; elle rôde aux alentours. Le discours politique devient accommodant au gré des circonstances, des condescendances et des allégeances, le tout orchestré autour d'une grande hypocrisie qui ne dérange plus.

Les partis politiques ont perdu de leur superbe au Sénégal. Ils ne séduisent plus puisque derrière les mots, il n'y a que des maux, de la souffrance, un mal-être et un mal de vivre, une crise sociale profonde, un bilan économique morose et des perspectives sombres, malgré le zèle.

Le parti socialiste sénégalais, symbole de toutes les luttes d'avant indépendance, a perdu son lustre. Il est loin le temps où le navire emblématique s'attirait les intellectuels, les panafricanistes et les avant-gardistes, remparts des droits sociaux et moraux en souffrances à l'aube du combat d'émancipation et de libération.

Ses fières années de gloire se sont évanouies dans le temps, emportant à jamais le militantisme, l'esprit de combat et le sacrifice pour une cause commune.

Le radeau dérive inéluctablement abandonné par ses passagers qui s'empressent de trouver ailleurs, mais nulle part.

C'est la fin de l'histoire, le début des enchères, les empoignades, la défiance, les rixes et les bravades, les règlements de compte, l'implosion et la séparation, une histoire de turbulence entamée dès la retraite du maître fondateur, Léopold Sédar Senghor qui a toujours joué de son influence avec tact et prudence pour maintenir le couvercle sur la marmite bouillonnante. Son départ du parti socialiste en 1981 et l'avènement de Abdou Diouf à la tête de l'État et du parti par le truchement du fameux article pirate n°35 de la constitution ouvre une ère de rivalités, de luttes internes, d'influences de clans et de rebellions ouvertes.

Abdou Diouf doublement parachuté n'a jamais fait l'unanimité encore moins donné les gages d'un rassembleur. Évidemment, il réussira à se maintenir au sommet de l'État pendant 20 ans par ses supports religieux, les confréries toujours proches du pouvoir, promptes à influencer le vote en donnant des consignes et d'autre part, ses soutiens extérieurs très intéressés, la France et le monde arabo-musulman.

Les caciques du parti, excédés, débarquent un à un en cascade du navire qu'un commandant novice et trop égocentrique faisait dériver par temps de tempête.

Contre l'ordre et la bienveillance, la venue de Ousmane Tanor Dieng à la tête du parti sous la cooptation de Abdou Diouf n'a jamais rassuré ni enchanté les militants et les figures emblématiques du parti, celles dont l'histoire personnelle recoupe sur de longues années celle du parti socialiste : Moustapha Niasse, Souty Touré, Balla Moussa Daffé, Djibo Leity Ka, Mamadou Diop, ancien maire de Dakar, Robert Sagna et bien d'autres qui ont fait les beaux jours du parti socialiste.

Moustapha Niasse lancera sa propre formation, l'Alliance des forces du progrès (AFP) par l'appel mythique du 16 juin lourd de sens et empreint de responsabilité par sa forme et son orientation nouvelle.

À son tour, Djibo Leity Ka met en selle le renouveau démocratique. Et Robert Sagna leur emboîte le pas. Les termes utilisés, le vocable, trahissent le besoin de changement dans l'orientation politique et le management des structures. Un pan du navire se détache en eaux troubles dans une ambiance de guéguerre. Les dissensions internes auront raison du parti socialiste et sans nul doute, précipiteront le départ-surprise de Abdou Diouf de la tête de l'État du Sénégal par une alternance voulue par tout un peuple excédé par les remous politiques, la discorde et les manœuvres personnelles d'une classe politique en perte de vitesse, déconnectée de ses réalités et préoccupations.

Le peuple a subi de plein fouet les contrecoups de l'ajustement structurel concocté par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), les seuls qui ont servi de programmes pour les 18 ans d'Abdou Diouf, cent fois rabibochés au terme duquel le peuple devait mourir guéri comme le prétendait le médecin de Molière.

D'ailleurs, il le reconnaîtra plus tard : « j'ai gouverné dans la souffrance, obligé que j'étais d'appliquer les mesures d'ajustement structurel »

En 2000, Maître Abdoulaye Wade arrive au pouvoir, le parti socialiste disparaît des radars, oublié de tous, même de ses plus fervents suppôts, tous hébétés, sans espoir ni aucune envie.

Tanor tentera de relever le défi, mais échouera à chaque fois, les suffrages de Sénégalais lui faisaient défaut à chacune de ses participations aux élections présidentielles où ses scores maigrissimes ne dépassaient guère 11 %. Sa longévité à la tête est le problème central du parti socialiste. Son autorité est défiée, sa posture contestée par les jeunes plus friands d'alternatives et de renouvellement générationnel. Il s'arcboute sur son héritage et joue à fond sa survie personnelle oubliant qu'il a déjà fait son temps. Il n'y a pas d'avenir à la manœuvre.

Le parti est installé dans une coalition de gouvernance avec les libéraux « Benno Bokk Yakaar » « ensemble pour le même espoir ». Et pour la première fois depuis sa création, le parti n'a pas eu de candidat investi en 2019, faisant profil bas ; triste épilogue d'une histoire aussi glorieuse. Dommage pour une formation qui a servi d'école à tous les « grands » hommes politiques connus dans ce pays, quelle que fût leur orientation idéologique ou appartenance politique. L'attitude du parti socialiste qui s'est incrusté dans une coalition de gouvernement avec l'ensemble des forces de la gauche contestataire, de la ligue démocratique, du parti de l'indépendance et du travail (PIT) et leurs syndicats affiliés, a beaucoup nui à la pratique du pouvoir au Sénégal. Le régime du président SALL, fort de ce soutien des principales sentinelles de l'histoire, a joué perso contre l'intérêt du Sénégal et des Sénégalais sur beaucoup de décisions politiques.

Une opposition dans son rôle classique de dénonciation et surtout de contestation des travers et des incongruités aurait servi à l'avènement de politiques plus responsables, des décisions réellement profitables au peuple. Les forces de gauche ont préféré jouer les valets contre des privilèges de personnes, des postes de responsabilités, directeurs de société, portefeuille de ministre ou présidents de conseil d'administration, sevrant le peuple de toute assistance ; leurs dirigeants ont préféré assurer leur fin de carrière, goûter aux délices du pouvoir, profiter des rentes. La conviction est passée par-dessus bord, l'idéologie rangée aux oubliettes pour de nouvelles saisons. La disette est passée par là, entamant l'espoir et le courage de lutter. À la place, une opposition tente timidement de se construire. Mais une opposition qui ne sait pas parler à son peuple, risque fort de ne pas trouver son interlocuteur.

Pour conduire la lutte politique, il faut des idées, un discours et des mots justes sur un programme conforme aux aspirations des concitoyens, une attention à leur quotidien, les privations, les désaveux et les torts qu'on leur fait ; ça s'appelle expropriation des terres au profit de l'agrobusiness, la destruction de leur environnement par les entreprises transnationales, l'avenir de la jeunesse, les peurs et les angoisses des citoyens menacés de précarité.

La pertinence et la justesse mobilisent plus que le recours à une puissance alliée pour lever la voix sur les déviances d'une des institutions que nous avons nous-mêmes mises en place et que nous pouvons défaire le moment venu sans bruit ni fureur en toute responsabilité en exerçant la souveraineté populaire. Le peuple seul est délégataire de légitimité, sa seule volonté est prépondérante. C'est mal connaître et ne pas respecter les électeurs sénégalais que de vouloir leur substituer un autre interlocuteur sur leurs affaires. La manifestation d'octobre

2018 sonne très mal, une mauvaise stratégie qui n'avance en rien.

Une opposition en mal d'inspiration n'ose plus affronter le prince SALL dans les rues de Dakar, s'engouffre dans le premier vol économique, destination Paris la France pour aller manifester, battre le macadam pour dénoncer l'incurie du pouvoir sénégalais. Sur leurs banderoles, on pouvait lire des slogans divers : Le respect des libertés publiques - Le retour à un processus électoral crédible, fiable et consensuel - l'arrêt des pillages des ressources du pays - de la transparence dans la gestion publique.

Autant de slogans ambitieux, mais le hic est qu'ils ne sont pas scandés, revendiqués à la bonne place, à la place Soweto en face de l'Assemblée nationale ou à la place de l'obélisque, aux allées centenaires à Dakar, par un discours circonstancié, adressé à qui de droit, le peuple souverain du Sénégal.

À moins de prêcher pour le retour de la puissance coloniale, la France n'avait pas à être interpellée pour arbitrer dans ce dossier strictement sénégalais dont la résolution demande un brin de courage et de détermination, simplement oser payer le prix de la liberté. Rappelons que le peuple français sous la houlette de ses intellectuels et politiques a fait ses révolutions tout seul comme un grand pour s'extirper des contraintes ; 1789 en témoigne, tout comme en 1830 avec la commune de Paris. Et 1789 a produit des retombées pour l'humanité entière avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, puis plus tard la proclamation des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ; une mission bien réussie pour un peuple responsable qui a vite perçu l'intérêt de la lutte, la mesure du combat et l'esprit de sacrifice qui doit être le sien.

Les états généraux convient les trois classes, la noblesse, le Clergé et le tiers état à Versailles. Le 14 juillet, le peuple

en furie prend la bastille symbole du despotisme, lieu de détention des prisonniers politiques. Renversés en 1992, le Roi Louis XVI et la Reine Marie Antoinette seront guillotiné en 1993 ainsi que 10.000 autres personnes contre-révolutionnaires.

La noblesse et l'église recevaient beaucoup d'argent et ne payaient pas d'impôts, ce qui appauvriissait l'Etat : Il s'y ajoute que la France par son soutien à Washington dans sa guerre contre l'Angleterre, ne savait plus faire face à ses problèmes sociaux et économiques. En 1799, Napoléon Bonaparte par un coup d'État militaire ponctue 600 ans d'une monarchie de droit divin, parachevant la révolution.

L'opposition sénégalaise a fait fausse route. Elle s'est trompée d'ambitions et de terrains de jeu. Parmi les manifestants, il y avait un ancien premier ministre, M. Mbaye, un ministre d'État porte-parole d'une des plus grandes formations du pays (le PDS), le maire de la Médina, un quartier de Dakar, le maire de Mermoz-Sacré Cœur, M. Diaz.

C'est la déroute de l'opposition en mal d'organisation et de stratégie ne sachant plus où donner de la tête, une opposition sans âme ni vigueur qui ne semble pas prête à affronter le monarque pour la conquête de ses droits, le rétablissement de la démocratie et de l'État de droit, la sauvegarde des valeurs républicaines. C'est vrai que l'actuel président de la République a joué crânement sa chance pour un second mandat qui l'obsède, le mandat de la consolidation à tout prix, par l'emprisonnement des opposants, la restriction des libertés et droits de marche ou de manifestation, la manipulation des textes, l'exil forcé du candidat Karim Wade au Qatar, l'embastillement du député maire de Dakar Khalifa SALL, le recours à un article contesté dénommé « offense au chef de l'État », un fourre-tout très agressif envers les opposants loquaces ou perspicaces. Le maire de Médina, Bamba Fall et Barthélemy

Diaz, maire de Mermoz ne sont pas en prison pour de tels agissements.

Le couteau serré entre les dents, il veut combattre sans adversaire, les éliminant un à un par une justice complice et aux ordres qui exécute ses désirs sans état d'âme ni remords des sentences rendues à la mesure du problème posé par les resquilleurs. Il est sans doute prêt à enfoncer le couteau jusqu'à la garde aux présomptueux opposants qui caressent le rêve de convoiter son fauteuil de président.

L'opposition sénégalaise n'est pas à sa première manifestation à l'étranger. Un an auparavant, avec la même irresponsabilité, elle avait choisi d'aller à Paris, se donner tristement en spectacles dans les rues de Paris, étalant son impuissance avérée à peser sur l'échiquier politique, une opposition qui supplie l'ancienne puissance colonisatrice de s'ingérer dans les affaires politiques du Sénégal parce qu'elle ne veut pas faire face, mener le combat de sa vie qui demande de la volonté, de la persévérance et de la cohésion, des idées et des discours de l'opiniâtreté et de l'endurance.

L'opposition ne peut peser que par sa capacité à mobiliser les Sénégalais autour de l'idée-force tenant à l'emploi des jeunes, le pouvoir d'achat, la promotion des petites et moyennes entreprises, les dérives économiques, l'éducation et la formation, la structuration économique, l'industrie, les mines et la transformation, une juste répartition des fruits de la croissance, l'accès aux richesses, l'environnement, l'aménagement du territoire ; autant de sujets qui parlent directement à la conscience du Sénégal.

Les préoccupations quotidiennes tournent autour de la santé, l'eau potable à boire, l'assainissement, l'électrification, l'autosuffisance alimentaire, l'école et ses infrastructures. En voilà des sujets, des thèmes sur lesquels le discours politique peut prendre en attendant que l'opposition décline sa vision, propose une alternative à l'échec patent du gouvernement et porte le combat. Pour

l'heure, la galerie est meublée par des politiques au caractère trempé, égoïstes et vermoulus, sans prestige ni éloge, qui ont longtemps baigné dans un univers politique pitoyable sans héros. Des acteurs figés dans le temps qui se perdent dans leur carence et leur amateurisme animé par le seul souci d'accéder au plus haut sommet, squatter la noblesse d'État sans gloire, ni triomphe. C'est une opposition trop timorée, une opposition de querelle. L'hypocrisie est la règle et le tout opportuniste fonde leur religion. Ils oublient souvent leur mission face à un président paternaliste régnant en maître, en monarque absolu, au désir grandiose de pouvoir, un règne sans partage confondant tout sur son autorité.

Lors de la visite du président français au sommet mondial sur la subvention de l'éducation à Diarnadio (Dakar), l'opposition a arboré ses brassards rouges pour aller informer Macron sur les dérives sectaires du régime sénégalais.

Là aussi, le mode opératoire frise la naïveté. Le président français n'en est pas comptable, il n'est pas non plus le juge des référés ou le redresseur de tort. C'est un problème national qui a une solution locale avec le seul peuple comme allié, comme arme et référent, comme juge qui tranchera le moment opportun. Il faut tout sauf une opposition frénétique, une opposition qui ravit la vedette à Arlequin et s'en va se donner en spectacle dans les rues de Paris des pancartes plein la vue, espérant rencontrer le regard complice ou la bienveillance de Don Quichotte.

À l'Assemblée nationale sénégalaise, l'opposition est davantage plus mal en point, passant souvent à côté de l'essentiel, fort minée par le manque de cohésion d'approche critique des politiques publiques. Seuls à leur mérite personnel Ousmane Sonko de Pastef et Mamadou Lamine Diallo de Tekki se démènent comme deux fèves au fond d'une grosse marmite d'eau bouillante. Leur seule

détermination ne suffit pas à inverser le cours des choses dans cet hémicycle.

L'opposition doit cesser d'incarner le camp du simple ressentiment, de la canalisation des égomanies pour s'ériger en force d'équilibre, de contrepoids nécessaire, ne surtout pas incarner le camp du refus, de la simple négation, mais s'ériger en force vivante d'analyse, de synthèse et de proposition nécessaire à l'équilibre des institutions, à l'efficacité des politiques publiques, à leur aboutissement, à la stabilité nécessaire à tout processus de développement. Les tirades haineuses et les défiances guerrières procèdent de la simple violence verbale et procurent peu de dividende politique.

La République a besoin de clairvoyance, d'apaisement, de dialogue constructif, de dialogue franc pour engager ses filles et ses fils dans la bataille de l'émergence et du développement, la seule qui vaille ; l'attentisme n'a que trop duré. C'est souvent une opposition sans marqueur idéologique, social et politique, en version puzzle qui se borne généralement à relayer les frustrations des populations désemparées, attiser les haines et les peines, jouer sur le ressentiment pour se donner de la crédibilité. Elle est loin d'être une force de proposition crédible capable de dicter une alternative, offrir une issue, poser le débat, susciter la confrontation des idées et des programmes.

La moindre des choses pour un parti politique qui concourt au suffrage universel est d'apporter son programme qui est une contribution au débat citoyen sur les enjeux et perspectives économiques, sociaux et culturels. Le débat mérite d'être alimenté. La démocratie a la magie de favoriser le choix entre plusieurs possibilités de gouvernance, plusieurs visions du Sénégal et davantage de déclinaisons possibles.

La confrontation des idées, des thèmes riches et variés offre l'avantage extraordinaire au citoyen électeur de forger

ses convictions qui fondent le vote d'un homme et d'un programme. Le choc des egos sans idées est un gâchis, une perversion de la démocratie.

À la différence des egos qui, nécessairement, s'entrechoquent et se repoussent, les programmes ont la magie de se heurter, de s'interpénétrer, de se contredire par endroits et de se compléter. Les visions se concilient plus que les egos qui procèdent du sentiment.

Autrement les promesses politiques telles des fagots de bois s'agglutinent les unes sur les autres prenant de la hauteur et du volume chaque jour qui passe, à la seule différence qu'elles ne serviront jamais, sinon aux seuls auteurs qui usent de subterfuges et de tours de passe-passe pour se faire élire ou se maintenir au pouvoir.

En politique, il faut des actes, ils sonnent forts et parlent plus que mille mots. À juste titre, il faut faire le pari de l'action, réduire la béance entre les actes et le discours. La politique est trop sérieuse, trop utile pour qu'on la dénature, pour qu'on en fasse un usage personnel, un moyen d'ascension sociale pour servir ses rêves de gloire et de majesté. Ce n'est surtout pas Arlequin ; c'est l'histoire de la cité.

Le président de la Ligue sénégalaise des droits de l'homme (LSDH), Monsieur NDIAYE souligne « Au-delà des alternances qui font la fierté du monde, l'actualité du Sénégal, ce sont des scandales, des persécutions, des règlements de compte, c'est l'instrumentalisation de la justice, c'est un éternel recommencement. [...] »

Le problème, c'est qu'on n'arrive pas à s'émanciper, à avoir des acquis et qu'on retombe toujours sur les mêmes travers et que les Sénégalais sont finalement dans une lassitude qui finit par friser la résignation. Tout le monde se dit qu'on ne peut pas changer le cours des choses, or au sortir de l'alternance, l'espoir était de parvenir à des

institutions fortes, à une dépolitisation de l'administration, à un esprit républicain, à une démocratie efficiente avec une majorité qui gouverne et une opposition qui s'oppose, à une gestion vertueuse, à une recevabilité, à une lutte farouche contre la corruption. C'étaient des enjeux qui faisaient rêver tous les Sénégalais. »



## DÉMOCRATIE, RÉPUBLIQUE ET DROIT DE SAVOIR

L'alliance politico-mafieuse s'empare de la République. L'osmose entre le monde politique et les cercles d'affaires altère la démocratie qui se réduit de plus en plus à un simple vote.

Les partis politiques se doivent de lutter contre les injustices sociales, favoriser l'instauration de la démocratie, l'État de droit, la liberté de presse et d'opinions, l'épanouissement individuel et collectif, se propulser dans la société de développement. La politique des privilèges doit céder le pas à la politique des priorités. La démocratie sénégalaise n'est plus en construction, mais s'étend comme un immense champ de ruine depuis 2000, témoin d'une société en pleine déconfiture, une société heurtée de toutes parts par la machine infernale du laxisme et des contre-valeurs, l'hypocrisie, l'individualisme, la cupidité, l'arrogance et le mépris de l'autre, la jalousie et l'envie de paraître, l'égoïsme et l'égomane exacerbée au rang de religion. La désaffectation des urnes est la preuve évidente que l'abstention se justifie par le comportement déviant des politiques.

Sans aucun doute, il y a un désaveu des politiques, des partis, de l'idéologie et du système en vigueur qui perdure et traverse les générations sans changer de forme ni de contenu, poursuivant les mêmes desseins, quelles que soient les majorités à l'œuvre. Le nouveau monde promis n'a jamais vu le jour ; seules les promesses diffèrent d'une année à l'autre, c'est selon le contexte, mais la désinvolture reste.

Il n'y a pas de surprise de voir les urnes désaffectées, l'électorat démotivé, le suffrage universel remis en cause. À force de tromperie et d'abus, chaque citoyen s'est fait sa philosophie du pouvoir politique, gardant le sentiment amer d'une escroquerie permanente par un cercle d'amis, des bandes de copains, d'alliés et d'obligés qui s'allient, s'épaulent, s'entretiennent mutuellement autour du pactole.

Il est urgent de réconcilier les citoyens avec la politique qu'ils ont boudée, fort déçus des engagements non tenus, des scandales sordides, des conflits d'intérêts, des détournements, de l'enrichissement sans cause, les privilèges exorbitants à la charge du contribuable, l'enlèvement spectaculaire dans l'indigence, les déficits non relevés, le chômage chronique, la formation, le pouvoir d'achat, le logement, les parcours de soins chaotiques parce que complexes et exorbitants, l'absence de structures médicales et de personnels qualifiés en nombre, le faible niveau du plateau médical, une école dévaluée, un personnel enseignant démotivé. Les enseignants sont en grève pour la moitié de l'année scolaire, les revendications non satisfaites sont reconduites annuellement. La même plateforme revendicative demeure à l'ordre du jour depuis 10 ans et tourne autour :

De l'offre de formation continue - Le reclassement, la revalorisation du statut - la prise en compte des années de contractualisation - Les sureffectifs - L'absence de matériels didactiques - les abris provisoires - les indemnités de logement.

Au même moment, les citoyens remarquent avec effroi et consternation les retournements de veste.

La transhumance, le ralliement, le rassemblement ou que sais-je encore ?

Toutes les formules permettent le mouvement vers les couloirs de la majorité présidentielle plus attrayante. Le

mirage de la réussite personnelle motive plus que l'intérêt national, l'envie de servir son peuple, sa nation. Réconcilier les peuples avec les institutions décrédibilisées et la classe politique honnie est une urgence. Les scrutins sont sans cesse délégitimés par le fort taux d'abstention. Les citoyens sont désormais dans le déni, la défiance des autorités et des institutions qu'elles incarnent, coupées de leurs préoccupations. Les rouages de la démocratie sont sans cesse percutés par les électeurs démotivés furieux et incrédules, en conflit avec la démocratie qui ne tient pas ses promesses mirobolantes. Une démocratie qui leur semble s'arrêter à mi-chemin, aux simples urnes, un instant de vote, des dirigeants nouvellement promus ou simplement reconduits. Au-delà de la légitimité conférée par les urnes, la démocratie se décline mal dans les politiques publiques à tous les compartiments. Le citoyen se sent exclu, marginalisé, hors de vu et d'atteinte de l'action publique.

À chaque échéance électorale, on lui promet de faire de la politique autrement, d'être plus proche et à l'écoute, de mettre fin aux doléances, d'améliorer les conditions de vie, d'envisager des réformes révolutionnaires. Les mots savent tout faire sauf certainement supplanter les actes.

On ne saurait mieux apprécier la situation que ne l'eut fait Alioune Badara CISSE, actuel médiateur de la République, membre fondateur de l'APR, ancien Ministre des Affaires étrangères du régime de Monsieur SALL. L'éloquence et la sincérité du discours laissent sans voix, la fidélité aux faits est poignante. C'est un modèle d'analyse opposable à bien des régimes du pays, surtout dans ses parties centrales et septentrionales où l'être humain est encore fort englué dans le calvaire du passé.

« Une profonde désolation m'habite depuis que je suis entré dans le Ferlo. Je ne comprends pas et je ne comprendrai jamais, j'aurai beaucoup de mal à m'expliquer comment des populations bien de chez nous, des citoyens et

des compatriotes à part entière sont maintenus dans une situation de dénuement total.

Au-delà de l'inaccessibilité, c'est surtout l'incapacité de jouir des services communautaires de base : aucun centre de santé, aucune voie d'accès, aucune route, dans la plupart des villages, aucune école. Dans ceux-là où il y a des écoles, deux salles de classe, aucun sanitaire, aucun mur de clôture.

Des hordes énormes d'enfants, garçons et filles entre 6 à 10 ans non scolarisés qui seront demain laissés pour compte, totalement laissés en rade, par rapport au Sénégal de demain.

Je me demande où sont les autorités qui devaient s'ériger en bouclier auprès des populations pour les mener vers le haut lorsque nous parlons d'émergence.

Je ne comprends pas que nous puissions penser que le développement, c'est seulement les grandes villes, que nous puissions continuer à perpétuer cette dichotomie de Sénégalais à part entière et de Sénégalais entièrement à part.

Nous avons commencé par le Dendemayo, par Thialy, dès que vous sortez de Matam, vous cessez d'exister, heureusement pour nous, l'hospitalité des populations reconforte et compense pour beaucoup la désolation des pires désastres. Ils ont quand même réussi à garder leur humanité, un esprit de solidarité, à garder aussi leur dignité.

Mais jusqu'où ces populations vont-elles aller, Dieu seul sait.

Je demande à l'État du Sénégal de prendre en charge un nouveau plan de réaménagement national, que demain, il y ait la Commune du Ferlo qui recentre et recense les populations, qui sont en tout point de vue du dénuement jusqu'à l'incapacité de se nourrir, de communiquer avec le reste du monde (parce qu'il n'y a pas de réseau), qu'ils

prennent un développement endogène et qu'il y ait un plan spécifique pour cette partie du Sénégal où il n'y a rien, encore une fois, absolument rien. »

Au terme de quatre jours de tournée dans le Ferlo, il déplore l'horreur de quelque 27 villages fantômes coupés du monde, loin de la vie : « Je ne pouvais pas croire que dans notre pays, il y a des coins et des recoins privés de tout, 27 villages sans accès, sans poste de santé, sans école ».

Au-delà de la charge émotionnelle, les mots sont peu amènes pour décrire le quotidien d'horreur des populations sur le territoire national. Évidemment à la décharge de la majorité actuelle au pouvoir, cette situation est consubstantielle à la nature même du mode de gouvernance monarchique depuis l'avènement de la République avec des responsabilités partagées par tous les pouvoirs qui se sont succédé.

Le temps des campagnes électorales suffit à nourrir les espoirs les plus prétentieux, vite dissipés. Et comme excuses, les politiques sont prompts à se réfugier dans l'environnement mondial défavorable, les chocs externes, les conditions climatiques défavorables qui n'ont pas permis les récoltes escomptées. Dans ce jeu, les plus malhabiles se prennent toujours pour des messies et leur inamovibilité sur la scène politique dérange plus qu'elle ne séduit. Leur languissante longévité dérange plus que leur incompétence. Par des magouilles et des compromissions dont eux seuls ont le secret, ils font partie de toutes les majorités, de toutes les expéditions, peu importe les approches idéologiques différentes, squattant en permanence la noblesse d'État. Le jeu des alternances ne les concerne pas. Ils n'ont aucun bilan connu des Sénégalais, ni économique, ni social, une réforme ou un programme abouti. Ces bonshommes qui ont accompagné le balbutiement de la République n'ont aucun fait de chasse notoire

dans leur expédition politique sur environ 60 ans. Ils peinent à faire de la place aux jeunes ambitieux qu'ils traitent d'aventuriers oubliant que leurs propres aventures a conduit la République dans les 28 pays les plus pauvres du monde, avec 58 % de taux d'illettrisme, 57 % de pauvres vivant en dessous du seuil. Sans doute avec eux, ils oublient peut-être que la balance de paiement est toujours déficitaire, l'indice de développement humain très bas. Eux les experts en tout, irresponsables et capricieux sont devenus riches par la gloire de la République qu'ils ont usée et abusée jusqu'à aujourd'hui au HCCT ou à l'Assemblée nationale, touchant 600 millions chacun de la caisse noire, gérant des budgets entre 9 et 16 milliards de FCFA sans rendre aucun compte, ne se soumettant à aucun des corps de contrôle chargés de scruter la gestion publique.

Les dépenses sont sans contrôle, usant et abusant des crédits, des impôts citoyens. L'âge n'a pas de prise sur les obsessions pour le pouvoir. Une vie aux crochets de la République mène à toutes les gloires et met leur progéniture hors du besoin pendant que les concitoyens croupissent dans la misère la plus cuisante, souffrant de maladie et de famine, d'oisiveté et de dépendance, de traumatisme et de désespoir, gardant seuls leur dignité et leur foi inébranlable ; Oui, les citoyens n'ont plus raison de croire, le temple est souillé, les profanateurs toujours plus agiles. Le peuple frondeur veut du neuf, le passé le révulse, suscite plus d'aversion que de nostalgie, une période creuse de haute trahison, de promesses désuètes et d'abus massifs. Le passé ne s'écarte plus d'un trait de plume, il faut plus que des paroles, mais des actes quotidiens pour en venir à bout. Le simple espoir n'entretient plus la flamme, les cœurs brisés cherchent soulagement et réconfort.

L'affaiblissement de la République mène tout droit vers le délitement, le chaos, la rupture de citoyenneté, la

disparition brutale de la nation et des valeurs qui s'y rattachent.

« Être Président de la République, c'est accepter d'être au service des autres.

Si c'est vraiment ça et rien d'autre qui motive les candidats, être au service des autres, cela veut dire qu'il y a une déontologie du service auquel on prétend parce qu'on ne peut pas être au service des uns contre les autres. On est au service de tous, pour le bien et pour l'unité de l'ensemble [...]. J'ai peur que les développements actuels traduisent ce recul démocratique dans notre pays. Le plus important c'est d'éviter les règlements de compte politique et de respecter les lois démocratiques. Il faut aller aux élections à la loyale et laisser le peuple souverain faire son choix. Si cette démarche est respectée, on se donnera les moyens de vivre en paix dans ce pays », disait Monseigneur Benjamin NDIAYE, archevêque de Dakar.

Si nous voulons faire « Société commune », il importe de reconsidérer la République dans sa superbe et sa grandeur qui passent nécessairement par le respect de l'État de droit, la sauvegarde du principe sacro-saint de séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, chacune de ces institutions officiant dans son domaine de manière spécifique, sans ingérence, ni influence.

Affaiblir l'État de droit, ruiner et détruire le bloc institutionnel est un symbole évident de décadence. La République, c'est un collectif dans un même élan de patriotisme, poursuivant la même ambition de vivre en commun suivant un assemblage de valeurs, de vertus, de dogmes, d'identités, de conditions de volontés et surtout d'envies de faire cité et de défendre les mêmes causes. C'est aussi un élan de solidarité, de soumission à l'ordre consensuel démocratiquement établi, un esprit de dépassement, une transcendance dans la quête de l'accomplissement général d'abord et personnel ensuite.

C'est une disponibilité de tous les instants à toute épreuve dans le seul souci d'obéir et de servir la cause partagée. C'est enfin l'adhésion à un contrat de confiance, moral et matériel.

La République, c'est nous, pas un nous dévoyé de simple circonstance, de façade, mais collectif, de raison et de conviction qui rallie notre détermination à bâtir et à partager, à sauvegarder et à forger un idéal commun, une mission collective pour une destination rêvée, c'est le souci de la cohérence et de la rationalité dans le pacte commun, pour gérer solidairement notre quotidien et notre avenir dans le respect mutuel et l'allégeance à l'intérêt de groupe. C'est une union sacrée dans le respect des croyances, des diversités et de la singularité. La République abhorre la gestion partisane, l'intérêt de groupe, de famille, de corporation, elle bannit les clans, les cercles mafieux et affairistes, le gangstérisme d'État organisé autour d'un groupuscule, un comité « d'entre-soi » dans l'informel et le déni des textes. Ce n'est pas l'alliance de politiques véreux, de prélats avides de gloire et d'argent, de politiques en quête de fortune et de privilèges, d'affairistes mal famés, de juristes véreux, tordus à la magouille et la manipulation. La République, ce n'est pas se servir, mais servir. C'est la dynamique de groupe, un collectif dans l'acte comme dans la finalité. La République est avant tout une affaire de cité à construire, une citoyenneté à accomplir dans un rapport de confiance inébranlable. Puis vient le choix des électeurs pour mettre en place les institutions et enfin le courage, la lucidité des décideurs pour davantage de prospérité, de souveraineté et de cohésion. Aucun citoyen, aucune communauté ne doivent être laissés en plan au bord de la route.

La République se met en place par le suffrage universel. Évidemment la monarchie n'est pas nécessairement issue d'une royauté et par conséquent pas souvent d'hérédité. La

monarchie absolue par contre concentre tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Les pouvoirs sont incarnés par le monarque qui décide de tout sans limite aucune définie par la loi, règne en maître dans un régime autocratique fait de sujets de Sa Majesté. Dans les Républiques africaines, passée la proclamation, tout fonctionne selon l'absolutisme monarchique, un homme seul règne en maître, entretenant le culte de la personnalité, la promotion de sa famille, de son clan et de ses intérêts.

Les Républiques en Afrique atterrissent toutes dans ce gouffre monarchique. Les élections sont des moments de souveraineté du peuple, de responsabilité du citoyen, de couronnement des institutions, un moment de gravité, de responsabilité pour un devoir qui doit se faire dans la lucidité, la raison et la parfaite transparence, sans influence aucune. Malheureusement il y a beaucoup de failles dans le processus électoral qui favorisent souvent le camp du pouvoir. En 2017, les élections législatives au Sénégal furent les plus catastrophiques de toute son histoire.

De mémoire d'électeurs, c'est plus qu'une mascarade, une perversion de suffrage. Malgré 50 milliards investis, les cartes étaient introuvables. Environ 2 millions d'électeurs n'ont pas voté, faute de cartes. Si c'est fait à dessein, c'est grave, si c'est le fruit d'une incompétence avérée, ça l'est encore, d'autant plus qu'on viole délibérément le pacte républicain qui régit la vie des citoyens dans leur volonté de vivre ensemble, selon des règles consensuelles garantes de la sécurité et de la stabilité de la nation. Un hold-up électoral a été opéré sur l'étendue du territoire au mépris du code électoral, de la morale et des vertus qui sous-tendent notre corpus social. La magouille manifeste débute avec l'inscription sur les listes électorales, la confection des cartes biométriques, identités/électeurs combinées. Un tri sélectif a été opéré accordant la primeur à l'électoral partisan sous l'égide du ministre de l'Intérieur, militant de

première classe de l'APR, maire élu d'une commune en plus et tête de liste pour les élections. Un mélange saugrenu très hétéroclite qui pose de véritables problèmes pour l'organisation du scrutin sous sa responsabilité et de transparence aussi. L'histoire n'est pas témoin d'une élection, aussi catastrophique, aussi suspicieuse. Même les joutes électorales de 1988 et de 1996 qui ont vu déferler des foules immenses, des badauds et des contestataires pour de longues semaines dans les rues de Dakar, sur fond de trouble, de chaos, de défiance, et de répression, d'état d'urgence, n'égalent pas les élections législatives de 2017, une pure mascarade, de la contrebande politique.

Les moments de choix républicains sont des moments de solennité et de vérité qui ne convoquent rien d'autre que la citoyenneté et les moyens de l'exercer souverainement et en toute transparence dans un esprit de liberté et de conscience accomplie, sans la moindre entrave ou influence.

L'enjeu dépasse la simple élection d'une Assemblée nationale, c'est un moment de gravité où la nation joue sa stabilité, sa survie, sa cohésion et son sursaut en vue des batailles futures de développement et de rayonnement sur la scène internationale.

Point n'est besoin de rappeler que les contestations électorales ont eu raison de la stabilité de la quasi-totalité des États subsahariens d'Afrique.

Ignorer l'histoire récente peut paraître fatal. L'argent a beaucoup servi les élections législatives, des milliards ont été dépensés, débités sur le compte du contribuable.

La conscience citoyenne a pris un sacré coup, la société de justice s'est émoussée, les repères sociaux ont disparu. Les vertus ont tari avec la source. La débrouille à qui mieux mieux supplante la raison et le droit. Les citoyens sont sans scrupules pour les biens publics. Rien ni personne ne résiste à l'argent et à la tentation. L'enrichissement personnel et

sans cause est devenu un phénomène de mode, un simple sport favori.

Le pouvoir de l'argent dans la démocratie sénégalaise fait des ravages. La pauvreté combinée à l'illettrisme muselle la démocratie. L'immixtion de l'argent roi déplace le curseur. Les parties qui triomphent dans les élections législatives sont curieusement les mieux lotis financièrement : l'APR et le Benno Bokk Yakaar de la mouvance présidentielle, le PDS assis sur son butin de guerre aux mains de son leader historique et de ses lieutenants, la coalition TAXAWU SENEGAL, un rassemblement autour du maire de Dakar et des maires alliés en plus de quelques partis politiques.

Et dans une moindre mesure le P.U.R, propriété d'un guide religieux, animateur d'un grand courant dans sa confrérie qui, pour l'occasion, a converti ses fidèles talibés en électorat dévoué et très motivé. C'est l'achat de conscience et le débauchage à coup de millions. « Pour gagner les législatives, actuellement le président de la République nous a donné des moyens qu'il faut redistribuer aux électeurs pour remporter les suffrages ». Le Monsieur qui parle ainsi fut à l'époque secrétaire d'État, membre du gouvernement, chargé de la communication.

Dans son texte, il ne dit pas le secrétaire général de l'APR, mais bien le « Président de la République nous a donné des moyens

... » Cela ne relève pas du détail, mais indique clairement le niveau de corruption et le gigantisme des moyens mis à contribution. Il renchérit d'ailleurs plus loin « L'heure est au combat, Macky SALL n'est pas un peureux. Le Sénégal n'a jamais eu une opposition aussi destructrice. Il faut qu'on fasse preuve de courage, en quittant la position défensive. Nous sommes dans une atmosphère de combat. Nous allons combattre l'opposition

jusqu'à la dernière énergie ». *Direct info 03 et 04 avril 2017.*

Un ancien responsable politique de la mouvance présidentielle de Me Wade avoue ouvertement : « J'ai fait élire Saliou BALDE, président du Conseil Régional de Tambacounda. J'ai acheté des voix, des consciences pour le faire passer avec le feu vert du président WADE. L'achat de conscience fait partie de la vie politique. La fin justifie les moyens. », Khoureïchy THIAM, ancien ministre de la République du Sénégal.

Et d'ailleurs, son ancien camarade de parti, actuellement dans la mouvance présidentielle, à peu de mots près, dit la même chose. « Tous ceux qui ont des moyens ont gagné les élections législatives. Moi, j'ai de l'argent, j'ai gagné... ». Celui qui parle ainsi est le Vice-président de l'Assemblée nationale et de surcroît Président en exercice du Parlement de la CEDEAO.

L'élection présidentielle de février 2019 a montré à suffisance cet état de fait. Les milliards ont coulé à flots du Référendum de 2016 à l'élection présidentielle de 2019 ; pas moins de 100 milliards ont été dilapidés.

Au Sénégal, la carte d'électeur a son coût qui varie selon l'enjeu et la tête du client ; l'argent a triomphé de la démocratie, les principes, les programmes, les idéologies, les débats d'idées et la confrontation ont cédé au pouvoir de l'argent qui rassemble et mobilise l'électorat qui, sans discernement, vote selon l'intérêt du moment qui peut varier d'un sac de riz à un poste de chauffeur, de gardien, une promesse d'embauche, de stage ou simplement 10.000 F CFA en cash. Voilà à quoi se réduisent l'élection et la citoyenneté. L'illettrisme et la pauvreté ne font aucun pari sur le futur. Tous les deux ignorent la raison et l'intérêt général, l'idée de la nation ou la sauvegarde des valeurs républicaines cantonnées au stade de discours.

Les politiques connaissent les faiblesses de la démocratie sénégalaise qu'ils exploitent sans état d'âme. Tous les pouvoirs ont usé et abusé des fonds publics pour l'achat de conscience, l'actuel comme les défunts, installant de facto une démocratie de vitrine, belle à première vue, mais vilaine dans sa déclinaison. L'argent si rare, semble-t-il en morte saison, s'éternise insolemment en période électorale.

Des dizaines de milliards manquant pour les infrastructures publiques (écoles, routes, postes de santé, commissariats de police, électrification rurale), paraissent, subrepticement disponibles par la magie du contexte électoral, une véritable période de traite où tout se vend, tout se négocie, tout s'achète, les cartes, les privilèges, les hommes et leur dignité. L'instinct mercantile prévaut en chacun : les électeurs, les politiques, les chefs coutumiers, quelques religieux, les familles et les corporations.

L'important est de se faire rétribuer pour son prix, misérable pour les uns, exorbitant pour d'autres. C'est la foire à la trahison, à la compromission où les acteurs sont sans valeur, sans vergogne, sans idéal républicain.

La seule conviction pour tous ces acteurs est que depuis l'indépendance, rien n'a changé. Et après les élections, la vie continue dans ce train-train quotidien de misère, de débrouille, de gaspillage, de promesses non tenues et d'alourdissement de la dette publique intérieure (1000 milliards) et extérieure autour de (6500 milliards).

Les explicitations fantaisistes masqueront leur faillite, leur incompétence, avérée : la morosité économique de l'environnement mondial, les cours de la bourse, la baisse des matières premières. Les bourses de sécurité familiale annoncées comme filet social, autour de 40 milliards et sans cesse en augmentation, l'entreprenariat féminin aussi spécifique qui conduit à la collecte des cartes d'identités des femmes, participent à cette grande aventure de corruption massive et de détournement des suffrages, une entorse à la

démocratie. L'entrepreneuriat rapide, assis sur 30 milliards, n'a aucun sens défini. Le déterminant rapide renvoie, dans ce contexte, au partage, au troc ; rien de bien sérieux, en entreprise, ne peut s'appeler comme ça. C'était une béquille pour les élections de 2019. Avec l'argent, saute un verrou essentiel de la démocratie, l'intégrité dans la citoyenneté.

Le journalisme de gouvernement dessert la profession, nuit fortement à la démocratie, au peuple et à la conquête de ses droits économiques et moraux.

La démocratie ne s'accommode guère du militantisme partisan de la presse qui cesse de défendre une cause, pour des intérêts. Or, il est manifeste qu'au Sénégal les médias publics sont le domaine réservé de la mouvance présidentielle, l'opposition n'y a pas accès, tout de moins dans les mêmes formes et proportions. C'est une presse militante au service d'une majorité, dirigée pour l'essentiel par des militants du parti au pouvoir.

Le débat de fond sur la problématique de développement économique, le monde rural, l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, les universités, la formation, les entreprises, l'épargne nationale, les financements innovants, l'électrification, bref autant de thèmes qui font la vitalité d'une démocratie sont complètement escamotés. Il y a à côté une presse libre et indépendante toujours aux aguets, une presse d'investigation responsable, qui abat quotidiennement un travail remarquable à laquelle le citoyen que je suis rend hommage. Ils sont dans toutes les maisons de presse en républicains accomplis, s'acquittant de leur mission avec panache et responsabilité. Ils se reconnaîtront dans mes hommages.

Mais malheureusement, ils ne font pas légion, le gros des troupes a cassé sa plume troquant sa caméra et son micro contre des broutilles pour le sacrifice du peuple. Le journalisme doit s'affranchir du dictat des politiques, ne pas se laisser corrompre. Le pouvoir médiatique n'entérine pas

le mensonge d'État, il doit s'abstenir de couvrir le cynisme, la prévarication, le gaspillage des deniers publics, le bradage des ressources minières et l'escompte de la souveraineté. Sa seule contrainte dans sa fonction, dans son métier, c'est la vérité, la fiabilité de l'information et des sources.

Il participe au rayonnement de la société par sa capacité à rechercher et à livrer des informations d'intérêt public, fiables. Sa vision doit transcender les partis, l'idéologie et les alliances. Il ne doit jamais oublier que le peuple est sa cause. De ce fait, la presse s'abstiendra de jouer à la fascination pour la promotion d'intérêts différents.

Les politiques, les cartels et les oligarchies, jaloux de leurs privilèges, tentent de la manipuler. Les gouvernements qui cherchent à confisquer le pouvoir en font leur alliée pour valider l'infâme.

Une presse libre ne doit pas servir le monde de la communication qui joue sur la fascination pour promouvoir des intérêts différents ou mêmes opposés.

Certains médias affiliés forment un mur étanche autour du pouvoir politique par cupidité. Le peuple doit penser à lézarder ce mur de la honte et accéder à ses dirigeants et au droit de savoir. Le pouvoir s'intéresse trop à l'information.

L'opinion compte pour sa pérennité.

Le journaliste ou la presse travaille l'info et la traite ; c'est son outil de travail, son arme qui lui confère souvent un pouvoir démesuré. Le lecteur (le peuple) est friand de nouvelles sur sa vie, son avenir, ses dirigeants, un ménage à trois où les conjoints s'épient, se jalouent, se regardent, s'insupportent par moments, se découvrent journallement, se craignent ; une relation de confiance trouble, de jeu d'équilibre, une relation sans amour. L'opinion n'est pas l'information qui procède du droit de savoir.

Dans une démocratie, le citoyen doit savoir et seul le journaliste peut y aider.

Les contrats pétroliers, l'exploitation minière, l'attribution des marchés publics, les licences de pêche, les emprunts obligataires et les intérêts, tout est nébuleux, le citoyen ignore tout. Il entend parler de milliards détournés, de contrats signés, de concessions minières faites, de blocs de pétrole çà et là, de partage, de production avec un ou deux États riverains, sans rien connaître du fond. Il est tenu en haleine hors des affaires. Il est même menacé d'être traduit en justice s'il se montre intéressé et trop savant « Le pétrole est une affaire de spécialiste, les non-initiés doivent se taire. Ceux qui s'aventurent à en parler vont être traduits en justice ».

Ainsi parlait à son peuple le Premier des ministres de la République, membre de la mouvance présidentielle APR, qui trouve que le citoyen a commis un sacrilège en cherchant à savoir qui est attributaire de son pétrole, pour combien d'années, engageant son avenir, pour quelles retombées quand son poisson est menacé par l'exploitation du pétrole. Il lui dénie le droit de savoir, le droit d'être informé de son bien. Selon lui, tout se règle en petit comité de « sachants », de bien-pensants qui s'accaparent les parts et les dividendes, les commissions et les rétrocommissions.

Le citoyen ne compte que pour du beurre à tartiner, un simple faire-valoir, qui est plus facile à mettre en cellule qu'à être informé dûment. Voilà la République monarchique qui se fout du citoyen et du droit de savoir. Il en est de même des autres sujets. Interpellé lors de sa déclaration de politique générale par le député Ousmane SONKO sur le coût excessif du TER confié à ALSTOM, 1200 milliards au lieu de 560 annoncés, le Premier ministre botte en touche : « Je vous invite à en parler autour d'un café » et sur le franc CFA, il lâche « le franc CFA ne se discute pas à l'Assemblée nationale, c'est un instrument de

souveraineté. On n'en parle pas n'importe où, n'importe quand et n'importe comment. » Drôles de réponses ! Les problèmes de la République, ses affaires ne se débattent plus à l'Assemblée nationale, lieu de souveraineté par essence, mais bien autour d'un café entre amis. Voilà la République souterraine, celle de l'autre, de l'ombre où tout se joue dans la clandestinité en toute complicité. La République ne fonctionne pas en cercles mafieux ou clubs de bons amis. Sa nature publique impose un débat public au sein de l'hémicycle entre députés élus par le peuple souverain. Sur ces différentes interpellations, l'Assemblée était bel et bien le lieu de clarification. Jamais occasion ne fut aussi belle pour le Premier ministre qui conduit la politique de la nation, de clarifier. La déclaration de politique générale lui en donnait l'incroyable opportunité.

Qui doit savoir sinon le peuple et pourquoi devrait-on décider à sa place sans qu'il n'en soit informé ? C'est peut être possible quand la République vire en monarchie. Un TER annoncé à 1 milliard d'euros qui culmine à 2 milliards, du simple au double sans qu'on sache pourquoi ni comment. Assurément, ça mérite un débat, une clarification, un droit de savoir, une bonne information, si on est dans les rouages de la démocratie, de l'État de droit, d'une République normale. L'argent des citoyens et son affectation, les surcoûts occasionnés par le TER ne font pas l'objet d'une confiance autour d'un café, mais bien d'une clarification nécessaire et souhaitable. Un droit de savoir classé "top secret", "raison d'État" ou "diffusion restreinte".

Ça ne fait pas sérieux d'embobiner les citoyens. Je précise qu'il n'y a pas de citoyens ordinaires ou citoyens à part. Il n'y a qu'un peuple de citoyens résolument engagés à faire cité commune. Le sort des millions de contribuables est bien triste. De la langue de bois, vous en faites trop, et même beaucoup trop. Le peuple ne vous suit plus. Un gouvernement responsable a la pédagogie pour expliquer et

convaincre. En face, il n'y a pas un peuple de benêts, mais des citoyens responsables qui peuvent comprendre et même accepter. La République est une dynamique unitaire, solidaire et inclusive, fédératrice des volontés et des énergies, faisant fi des différences formelles de races, de cultures, d'ethnies, de langues, de privilèges de naissance, de rang social, de niveau culturel ou intellectuel. On est souvent effaré d'entendre dire :

« Oui, le pays est foutu, tous parlent, ceux qui savent et ceux qui ignorent ».

En vérité, tous les citoyens ont droit à la parole, c'est leur seul instrument pour rendre compte de leurs souffrances, de leurs préoccupations, de leur indigence avérée, de l'effondrement de leur case, de l'absence de soins, du manque de maîtres à l'école du village, de l'insalubrité, de l'insécurité et de la violence. Qui d'autres pour relayer leurs problèmes quand ils sont sevrés, abandonnés de tous.

Qui pour traduire leur souffrance. Quand les enfants sont renvoyés de l'école pour n'avoir pas cotisé 1000 F à la coopérative, quand le soir venu, les enfants dorment le ventre creux, quand la femme accouche seule sans blouse blanche introuvable 50 km à la ronde, quand l'inondation enferme les quartiers, qui parlera à leur place ?

Oui, ils ont le droit de parler, de s'exprimer, de se faire entendre, de crier au secours, d'appeler à l'aide cent fois de suite, leur parole est un cri de secours, les enfermer dans le silence, c'est les condamner à la double peine. Oui pour la parole libre, saine qui porte loin, le message des déshérités, des laissés pour compte, jusqu'à interpeller ceux qui doivent agir et qui ont fait la sourde oreille.

À vous entendre, vous voulez juste un sourd et un muet pour le bien de la République.

Mettez des haut-parleurs, citoyens : la cause est noble, je joins ma voix à la vôtre et ensemble nous vociférerons, nous crierons à tue-tête plus forts que les jacassants corbeaux ; notre survie en dépend, que la puissance céleste nous vienne au secours ! L'élite politique s'est gangstérisée. Elle s'érige en bandes organisées proches de la mafia, coupables de tous les maux, elle est au centre de toutes les magouilles et de tous stratagèmes qui gangrèment la vie du peuple. Ces forces politiques s'organisent en oligarchies, en bourgeoisies régnautes qui définissent les politiques selon leurs intérêts et organisent l'économie à leur guise. Les ressources publiques servent en grande partie leur dessein macabre. Une démocratie a besoin du droit de savoir, du droit à l'information, les opinions ne peuvent pas remplacer l'information.

Le droit de savoir relève de la nécessité de savoir, d'être bien informé, juste et vrai. Dans le tumulte des opinions, il faut le droit de savoir, la vérité de fait.

La démocratie est de plus en plus confisquée par l'oligarchie, l'élitisme, les égotistes, les simples parvenus qui ne rêvaient que d'idylle, d'argent, de paillettes, de gloire, vivre des honneurs d'État, squatter en permanence sa noblesse. Le peuple doit bousculer les tabous aidés en cela par une presse libre, indépendante et participative pour exercer librement son droit de savoir, s'extirper de son fatalisme et de la négation permanente pour savoir, pour connaître des choses. Dans une République à scandales où les malversations s'égrènent sur plusieurs tours de chapelet, le pire est de ne pas savoir, de ne pas être informé. Il s'agit des multiples dossiers de la CENTIF sur le blanchiment d'argent, les rapports de l'OFNAC, les malversations du Centre des œuvres universitaires de Dakar (COUD), de la Poste, de la LONASE, du Port, du PRODAC, des contrats pétroliers, du scandale foncier sur le littoral, les rapports de

l'Inspection générale d'État non exploités, de la Cour des comptes, de l'inspection financière.

Pourquoi devrions-nous ignorer tout ce scandale, toute la saignée de la République? Atterré par le désordre généralisé de la République sous le coup des scandales à répétition, auquel se greffe l'injustice rampante à toutes les strates de la société, le simple citoyen s'emmure dans sa prison personnelle faite de misère, d'insécurité, de chômage, de pauvreté, de désespoir, de perte de foi et souvent de raison. Rien de tel qu'une bonne presse pour informer, pour aider à savoir, à comprendre pour mieux agir, mieux cerner ses responsabilités de citoyen. J'évoque volontiers son rôle avant-gardiste dans les élections qui n'est pas de dire pour qui on vote, mais comment on vote et pourquoi c'est nécessaire de voter. Elle doit être un espace critique, d'analyse, de décortilage de l'action publique, des enjeux et des perspectives, des orientations futures. Elle s'intéresse aux candidats, aux programmes, leurs avantages et leurs faiblesses ; leur incidence sur la vie des peuples.

Une presse libre informe, mais n'influence pas, ni n'oriente, elle permet de bien voter. Elle n'a pas de choix entre l'opposition et la majorité sortante. Malheureusement une partie de la presse privée joue du solfège pour le gouvernement de l'Alliance pour la République.

Les prébendes, l'intérêt mesquin et égoïste, partisan et avilissant, semblent tenter le plus grand nombre. L'orthodoxie de la fonction, la vocation et mieux la déontologie sont rangées aux oubliettes. Le peuple sert de monnaie d'échange. La démocratie a besoin entre autres, d'élites intellectuelles dynamiques et compétentes, intégrées et alertées aux affaires de la cité. Fort heureusement, il y en a qui s'en accommodent formellement dans les recherches, les publications, les débats citoyens, leurs écrits, leurs prises de parole. Certains organes restent scotchés aux valeurs, aux vertus, sensibles aux principes de bonne gouvernance et

la préservation de l'Etat de droit. Ces organes sont dans l'analyse objective des modèles de développement et de leur répercussion sociale, ils sonnent l'alerte sur les dérives sociales, la perte de valeurs, les exigences de formation, etc. Mais à côté, d'autres ont pris l'option du pouvoir et n'en ont cure de la morale et des vertus.

La République n'est que pure abstraction et la citoyenneté un vœu pieux. L'honneur et la dignité peuvent attendre des lendemains meilleurs, une saison plus opulente qui permettra la rhétorique et les diatribes pour l'union et la cohésion sociale. Le Sénégal peut attendre que leur problème se règle d'abord.

Pour l'heure, le rêve est sempiternellement le même : une villa de luxe sur la façade maritime, des Almadies au Cap Skirring en passant par les lieux de villégiature : Saly Portudal, Somone, Mbour, etc., les voitures rutilantes, les 4X4 comme on dit dans le jargon d'ici, les costumes et autres paillettes, les attributs de richesse, de notoriété, les signes extérieurs de richesse arborés fièrement de manière ostentatoire et choquante.

Sous les tropiques, seule la politique pouvait transformer un désert en oasis, l'enfer en paradis, un chômeur en chef d'entreprise nationale, directeur d'agence nationale, ministre ou député. La politique seule pouvait faire des misérables, des hommes riches en milliards et respectables, le temps d'une mandature. Elle seule, dit-on ici, est capable de forcer le destin, d'ouvrir béates les portes du bonheur.

Des élites sont souvent dans l'effeuillage et la séduction pour la grâce du prince et des seigneurs associés. Leur instrument monocorde ne joue que pour Sa Majesté qui distille prébendes, privilèges, récompenses, nominations et gratifications. Le pouvoir met l'argent des citoyens au service de son ambition démoniaque de faire le vide autour, balayer l'opposition républicaine et être seul maître à bord du navire qui ne cesse de prendre de l'eau : trafics

d'influence, achats de conscience, incitation à la trahison et à la transhumance, la scission des partis légalement constitués, le débauchage systématique à coup de centaines de millions, tous les moyens sont bons pour briser l'élan démocratique et ramener l'élection de 2019 à une simple formalité qui se gagne au premier tour. Faisant fi de la souffrance des citoyens, le parti-Etat soigne son électorat pour se maintenir au-delà de 2019. Comble d'ironie, des personnes inscrites sur la liste des députés du camp adverse ont été débauchées en pleine campagne législative par la baraka de millions de francs CFA. Le seul problème dans ce pays, c'est l'argent, le rapport à l'argent qui permet tout et confère tous les droits. Par la même occasion, l'argent pousse à toutes les bassesses, à toutes les compromissions, les subordinations, à tous les reniements, la flagornerie, le mensonge et l'hypocrisie.

Il serait bon dans ce pays de revisiter le programme scolaire depuis la maternelle pour enfin apprendre aux élèves, citoyens futurs à conjuguer le verbe « être » d'abord avant le verbe « avoir ». On veut tout, tout de suite, sans être nulle part et personne. On veut réussir sans effort, vaincre sans combattre, triompher sans raison, réussir sans bâtir les fondements de son existence. Oui, avouons-le, il faut commencer par être de bons élèves, de bons maîtres, de grands professeurs, de grands chimistes, d'éminents chercheurs, des agents modèles, de beaux peintres, de bons maçons, des agriculteurs de métier, des hommes d'affaires, des diplômés, d'entrepreneurs marchands pour enfin et enfin seulement prétendre avoir : avoir un emploi, avoir un salaire, une famille, un toit, un rang social, des biens matériels, une reconnaissance sociale, une marque d'estime : l'être doit précéder l'avoir, autrement c'est inverser le cours de l'existence. Toutes les religions révélées sont dans cette démarche conforme à la loi de la création.

Dieu a créé le monde dans sa miséricorde puis, l'être humain, avant de lui donner les moyens et les pouvoirs pour se valoriser et s'accomplir. La démocratie de la corbeille est fort répugnante. Elle avilit et dégrade les hommes qui se vendent aux plus offrants comme au foirail.

Le jeu politique est fait de filouterie, de mesquinerie, de courbette, de genuflection, d'allégeance et de soumission. Les campagnes électorales sont des moments d'indignité. L'Assemblée nationale doit renouer avec sa vocation naturelle d'être le lieu d'excellence du débat public entre majorité et opposition sur les projets et les affaires du pays. Une assemblée pluraliste et non monocolorée, représentative des partis, des courants idéologiques, affichant sa diversité est seul gage d'une vitalité démocratique en ce qu'elle favorise l'émergence de la vérité, la mise à nue des dérives et des incohérences dans l'exercice de la mission de service public.

Le souhait est d'avoir une assemblée du peuple et non du pouvoir, une assemblée insoumise et pas rebelle, engagée et pas militante, qui permet l'élévation du débat et la détente, une assemblée qui fasse vivre la démocratie hors des crispations, des fantasmes, des passions exaltées et des égoïsmes forcenés. Sa propension naturelle est de donner un souffle à la démocratie par le débat d'idées contradictoires, un exutoire qui réconcilie les idéologies, rapproche les programmes et réconcilie les visions.

À la 13<sup>ème</sup> législature, les Sénégalais sont toujours amers de la vacuité de leur Assemblée que beaucoup considèrent comme une simple caisse de résonance. Les initiatives sont rares et la mission dévoyée. L'idéal est d'aller vers une chambre des compétences regroupant l'ensemble des qualités et corporations, du paysanat aux chercheurs, des éleveurs, des mareyeurs aux chefs d'entreprise, patrons de presse, industriels, une démarche de rupture qui intègre la pluralité. Au lieu dit de souveraineté, toutes les catégories

professionnelles doivent trouver l'écho de leur voix, c'est l'Agora.

Cependant, quand l'Assemblée nationale ne joue pas son rôle, le débat s'exporte dans la rue ; il est populaire et moins pudique, il est de facto plus informel et moins sérieux, passionnel et irréaliste dans bien des cas.

La logique disparaît et la raison perd son sens, les passions se déchainent sans limite, instituant la peur, l'angoisse et les fantasmes. Et malheureusement, ce débat se prolonge sur internet et dans les réseaux sociaux pour finir en lynchage, calomnies grossières, délation sans retenue avec comme but, une simple envie de faire mal. La subjectivité balaie l'intérêt général. Les personnes sont souvent combattues plus que leurs idées.

Les insulteurs publics, les carnassiers, les justiciers de mauvais aloi font fureur.

Des stars en papier qui n'idolâtraient que les esprits malfaisants, les aigris et les déçus de la politique, les roublards en perte de notoriété cherchant leur salut, se mettent en évidence et font la loi. Une opposition en quête de revanche et de souffle amourache avec les laudateurs « Aidez-moi à tuer mon adversaire », semble-t-elle dire à tout vent, sans remords, ni état d'âme en toute sérénité faisant fi de l'éthique et de la raison. Les crises de folie accompagnent souvent la conquête du pouvoir, mais sans ses principes, la démocratie vire à l'anarchie et par ricochet au chaos.

Je me garderai volontiers de citer les insulteurs publics adulés au rang de stars nationales dans leurs bassesses et leurs ignominies, leur grossièreté et leur lâcheté morale, leur arrogance fétide et leur rhétorique anarchique qui ne cachent que la misère intellectuelle, le vide politique, le désœuvrement, la paranoïa, la crise passionnelle. Il ne leur sera faite aucune publicité, aucun égard, ce serait faire trop

d'honneur aux anarchistes, aux mécréants qui torpillent l'esprit républicain et les valeurs du peuple qui se sont construits autour d'un pacte commun, d'un legs à partager, d'une humanité à sauvegarder. Rien que pour cela, je réproouve leur démarche machiavélique, leur morale en torche, leur philosophie absurde et sa haine misérable, témoin d'un grand désespoir. Mais hélas, le débat il ne peut qu'être serein, réfléchi, républicain, non orienté vers les dérives privées qui n'intéressent pas la République. Le citoyen n'a que faire des infidélités d'une star reconvertie en politique.

La démocratie, c'est le peuple, les acteurs politiques et sociaux pour une expression pluraliste et un choix républicain qui agrée tous parce que consensuel. Aucune avancée démocratique n'est possible sans une presse indépendante et libre, responsable et engagée, férue des valeurs républicaines, des partis politiques laboratoires d'idées et de programmes, des intellectuels libérés de toute contingence partisane, une assemblée qui prolonge et clarifie le débat, des syndicats hors de toute influence, une société civile consciente de ses responsabilités de veille et d'alerte. Quand les verrous de la démocratie sautent un à un, il y a fort à parier que le chaos n'est pas loin. Nous continuerons à gloser que le Sénégal est une démocratie, une vitrine dans la sous-région alors qu'il n'y a que le verni, l'apparence et le toilettage. Quand il y a un vide, une faillite de l'autorité politique, les sociétés civiles émergent pour prendre le relais. L'émergence de sociétés civiles traduit inéluctablement l'affaiblissement des partis politiques et des syndicats et l'inefficience des politiques publiques. En France s'est opéré un chambardement, signe du réveil des sociétés civiles.

Emmanuel Macron novice en politique qui ne s'est jamais présenté à une élection doit sa grande réussite à l'échec cuisant et sans appel des politiques selon différents

régimes, de gauche et de droite qui se sont succédé. Le peuple français a fait une bonne lecture de la situation politique pour en tirer les conséquences qui s'imposent. En l'espace de quinze ans, l'extrême droite (le Front national) accède deux fois au second tour, 2002 avec Le Pen Père et puis avec la fille Marine en 2017. Ce phénomène pas marginal traduit l'exaspération des citoyens et la déroute des sociétés politiques.

Par le rejet des politiques publiques inefficaces, le peuple français marque sa défiance en portant Macron au pouvoir. C'est la faillite d'un système. Depuis l'avènement de la 5ème République, c'est la seule fois où la Droite républicaine n'accède pas au second tour d'une élection présidentielle en France.

Les deux représentants des deux grands partis ont été désavoués. François Fillon ne sera que troisième et François Hollande lui s'est abstenu de se présenter à sa succession et défendre son bilan. Deux candidats hors système s'affrontent au second tour, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, candidate de l'extrême droite. Le désir de changement est marquant. La présence du FN au second tour semble, ne même plus déranger. Cela relève de l'ordinaire. Tout sauf les partis traditionnels, semble dire l'électorat français. Macron est passé de quelques clics sur internet à un mouvement vite rallié par les sociétés civiles pour se forger un destin présidentiel qu'il n'osait pas rêver six mois avant son sacre. Contre toutes les moqueries et railleries, il a cru à son étoile et tenu bon jusqu'au verdict des urnes. En moins de quatre ans, il sera tour à tour secrétaire général de l'Élysée, Ministre de l'Économie et puis Président de la République au soir du 07 mai 2017. Qui l'eût cru ? Même pas sa femme Brigitte. Marine Le Pen engrange 7 millions de votants au premier tour, reléguant les mastodontes de droite et de gauche à leur délire du passé. Les vieilles recettes ne font plus fantasmer.

L'électorat veut du neuf, du cash. Le bouleversement politique est symptomatique de l'inefficience des politiques publiques depuis la fin de la période fastueuse des trente glorieuses. Le candidat de droite François Fillon dont l'élection était annoncée comme une simple formalité sitôt vainqueur des primaires, sera rattrapé par son passé trouble, ses turpitudes et ses supposées magouilles politiques. Benoît Hamon, le candidat socialiste fera un piètre score de 6,2 %, assez pour faire le chamboulement de l'appareil socialiste. Personne n'appelle à un front républicain pour faire barrage au Front National comme en 2002, preuve que l'indignation des Français est grande. Un ancien juge anti-corruption, partisan de « La République en Marche » de Macron confirme, « Il faut faire attention. On ne s'étonne plus de la présence du FN au deuxième tour ». Macron, présenté à Hollande en 2010, travaillera sur son programme économique en 2012. Sa position stratégique de Conseiller à l'Élysée en charge des politiques économiques de l'Europe lui ouvre les portes d'un immense réseau. Il a été aidé par l'attitude des deux grands partis qui s'étaient auto-flagellés. Les dénonciations de François Fillon venaient pour beaucoup de son camp, la droite. Hollande, lui, a eu son propre camp comme opposition. L'aile gauche du parti et les partisans de Martine Aubry se démarquent.

Alain Vidallis confirme la trahison : « Nous avons été trahis par nos leaders. Je pense à Manuel Valls ou Jean Yves le Drian. Leurs prises de position pour Macron ont sapé notre travail de terrain ». Avec une participation de 79,48 %, les Français ont exprimé leur désir de changement. Dès l'élection de Macron, les bourses étaient aux anges, preuve que les réseaux économiques et financiers ont bien fonctionné, que ce n'était pas une simple affaire franco-française comme le confirme un financier « ce ne sont pas tant les programmes de politique intérieure de Madame Le Pen et de Monsieur Mélenchon qui posaient

que leur volonté de sortir de l'Euro, car le retour au franc, c'est une perte de 20 à 30 % pour les investisseurs, un taux d'emprunt pour la France qui passe de 1 à 8 % sur 10 ans. Au final un pays qui a du mal à refinancer sa dette et ses investissements ».

En mars 2012, le Sénégal se trouvait à la croisée des chemins ; le désir d'alternance était manifeste. L'exaspération des masses grandissait de jour en jour, alimentée par les frasques des politiques, leurs pratiques sordides. Les programmes initiés n'ont pas su juguler la misère. Les modèles économiques foireux jusque-là mis en œuvre sont en fin de cycle, improductifs et inadaptés aux exigences de développement du Sénégal.

Tous les gouvernements se sont pris les pattes dans les filets. Les dégâts causés par les politiques hasardeuses ont desservi l'économie et par ricochet, précipité la désagrégation du modèle social. Le socle de valeurs a cédé, faisant s'installer l'anarchie, l'hypocrisie, l'individualisme et la détestation du « nous », collectif d'action et de qualité. Au Sénégal en 2012, le rejet de Maître Abdoulaye WADE aura suffi pour fédérer autour du candidat Macky au second tour de l'élection présidentielle. Opposition et société civile se rangent derrière faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Le candidat de l'APR adulé par le tout Sénégal engrangera 62 % contre 25 % au premier tour. La magie de la démocratie permet parfois des choix hors convictions dans le seul traumatisme du devoir citoyen aussi insolite que cela puisse paraître ; une démocratie de combines et de combinaisons qui ne fonctionne que sur le rejet. Il en était ainsi en 2000 où tout se jouait contre

Abdou DIOUF et le parti socialiste qui hantaient le sommeil des Sénégalais fort affectés par sa politique. Malheureusement ces deux alternances n'ont pas résolu la misère des Sénégalais, mais l'ont accrue. Le système perdure, malgré le changement d'homme et de majorité.

Les mêmes politiques ont cours. La politique au Sénégal est un monde où l'homme se présente à l'état de nature sans état d'âme, sans morale ni philosophie. Le cynisme est à la mesure de l'ambition qui est de soumettre tous et de régner en maître, avoir tout pour soi, l'influence, l'argent, le pouvoir décisionnel, la gloire et le cirque médiatique qui va avec les paillettes et les faux honneurs. La politique est loin d'être un parcours balisé de roses, une haie d'honneur. C'est peut-être un combat de gladiateurs, une lutte féroce sans merci, une bataille d'ego et de positionnement. Il faut tirer sur tout ce qui fait de l'ombre. Les tapes à l'épaule, les accolades sont peu sincères. Il n'y a de doux que les mots qui sont tantôt grossiers et provocateurs, tantôt flatteurs ou mesquins. Mais les actes visent toujours la mort de l'autre, le rival ou l'ennemi juré, le faiseur d'ennuis qui veut la palme. La pitié n'a pas d'ordre dans cet univers macabre de rivalités haineuses. Il faut être prêt à dégainer, « à tuer » pour survivre. L'habileté est dans la capacité à se maintenir, peu importe le carnage, les effets pervers que subit le peuple martyr, légataire de toute leur incohérence, leur mégarde et leur ignominie.

Les Sénégalais sont effarés par le système qui ne répond plus à leurs attentes. C'est un moyen de prédation au service d'une caste, d'une aristocratie qui profite de leur naïveté, de leur confiance pour s'accaparer de leurs richesses. Le 23 juin 2011, soit un an avant l'élection présidentielle, le peuple a grondé, fait connaître son désir de changement de gouvernance, sa volonté de tourner une page ouverte depuis 60 ans pour désormais faire son histoire. La presse, les partis d'opposition, la société civile, tout a été mis en branle pour matérialiser ce désir de changement, le travail de terrain, les meetings, les spots, les débats houleux, les manifestations sur les places publiques, les rassemblements, les marches, le porte-à-porte pour rallier à la même cause. Tout fut fait pour fédérer les

volontés. Les Sénégalais étaient prêts pour le changement qui les taraudait, l'envie était grande, les déceptions cumulées puantes, la confiance très entamée par des dizaines d'années de politiques plus spectaculaires que productives.

Mais malheur à la société civile, elle s'est rangée derrière les politiques pour un changement d'homme. Elle n'a pas eu le courage et la lucidité de faire le casting, d'aller chercher les profils rares, mais existants dans la sphère sociale, pour se faire représenter, pour porter ses idées et principes. Elle a préféré de nouveau faire confiance. Passé l'élection, et le sacre de l'APR, les alliances se nouent, les contacts se multiplient, les politiques se parlent, se fréquentent et finissent par se retrouver. Ils s'absorbent par le débauchage, la transhumance, la défection. Sept ans après, les mêmes acteurs politiques sont de nouveau ensemble dans la même mouvance présidentielle, laissant en plan le peuple et la société civile fort désabusés.

En France, les sociétés civiles ont rejeté le tout politique pour un novice. Au Sénégal, elles se sont arrêtées à mi-chemin, permettant au système de se régénérer, sans s'éclipser. Il s'est renforcé, les politiques ont pris conscience de leur disparition prochaine. Il aurait fallu faire porter le projet social et économique défini par le peuple, des assises par un personnage neutre, exempt de parcours politique. Il serait facilement élu à la place des politiciens de carrière. L'unique occasion de vaincre le système a été loupée, d'autant que le présidentielisme monarchique qui étouffe la vie du pays en instaurant ce système odieux, allait disparaître avec les conclusions des assises nationales qui ménagent des garde-fous et créent les conditions d'une démocratie participative. Une érosion de l'action politique et de l'agitation syndicale affaiblit la démocratie, amenuise les avancées sociales.

En 2012, nous avons pour la énième fois passé commande chez Père Noël pour un État de droit, une République des valeurs, une gestion sobre et vertueuse, la patrie avant le parti, un Sénégal de tous pour tous, sept ans après, le fournisseur n'a pas livré commande, le mal est persistant, la demande sociale insatisfaite grossit. Le changement annoncé est un immense gâchis. Le nouveau monde promis est en tout point conforme à l'ancien et le messie annoncé bat en retraite.

La providence semble s'éloigner, laissant seul en place un peuple meurtri par tant d'espoirs déçus, de remords et de regrets. Ainsi, s'éclipse le rêve de grandeur et de gloire. Les fantasmes ne résistent guère à l'épreuve de la réalité. La dure vérité d'une vie reprend ses droits et étale ses longs quartiers de désespoir et d'amertume. Le chômage est passé par là. L'école patauge dans sa vétusté, la surcharge des effectifs, abandonnée par un personnel enseignant démotivé. Les grèves sont cycliques et s'étalent sur la moitié de l'année académique, toujours sauvée in extremis. La santé malade est aux soins intensifs poussant de longs soupirs, l'agonie semble longue. La couverture maladie universelle, programme phare appelé à la rescousse, n'a eu qu'un simple effet placebo ; le diagnostic est inquiétant. Les hôpitaux publics manquent de tout : de personnel qualifié, faute de recrutement, certaines spécialités ne sont pas pourvues, un simple scanner pose problème. La seule machine qui a fait son temps a tardé à être remplacée sur deux ans.

Le syndicalisme naguère actif est descendu de son piédestal à la recherche d'un second souffle, victime de son émiettement. Beaucoup de syndicats issus de la gauche contestataire sont davantage victimes d'un manque de représentativité chronique entraînant une légitimité douteuse. Certains syndicats peuvent tenir leurs réunions

dans un abri de bus. Les élections de représentativité n'ont pas dégagé de majorité.

Cependant, pour pérenniser la culture démocratique, il faut un niveau d'intermédiation entre le monde des employeurs, l'État, le secteur privé d'une part, et les travailleurs de l'autre. Les syndicats sont plus dans la contestation que dans la revendication. Dans le secteur privé, les emplois sont très précaires, des contrats perlés qui s'arrêtent brutalement après deux ans, une malicieuse façon de contourner la loi. Les sociétés qui investissent font travailler les Sénégalais dans des conditions de sécurité et de décence morale effroyables. Ils sont généralement sous-payés, un peu en dessous du SMIG sans trop d'avantages matériels. Trop souvent pour percevoir leur traitement, il faut donner des mains et des pieds. Les travailleurs pour beaucoup, sont sevrés d'assurance ou de prise en charge. Ils se débrouillent seuls en cas de maladie et d'accident. La désorganisation du monde du travail a pour conséquence la vulnérabilité et la précarité des travailleurs surtout des nouvelles recrues qui ne trouvent pas de relais à leur frustration occasionnée par les conflits au sein de l'entreprise.

Une démocratie a besoin de partis politiques forts, d'une opposition active, de syndicats alertes et mobilisés, de mouvements associatifs, de sociétés civiles organisées pour informer, orienter les citoyens, impulser une dynamique sociale, économique et politique. Cette démocratie pour être stable a besoin de leaders syndicaux et politiques perspicaces et déterminés, très au fait de préoccupations de la base.

Comme le leadership politique, le leadership syndical n'a pas le vent en poupe, grippé par son indolence, manquant de charisme, d'ingéniosité et même de responsabilité.

Avec 25000 milliards de budgets sur 6 ans de gouvernance du gouvernement Benno Bokk Yakaar, les travailleurs sont toujours pauvres, misérables pour la plupart. Les investissements sont captés par les sociétés-écrans et d'autres multinationales à faible main-d'œuvre d'embauche. Les projets sont exécutés avec du personnel étranger, comme aux Industries Chimiques du Sénégal (ICS) et l'autoroute Ila Touba. Les nationaux y sont peu éligibles. Le taux d'embauche est trop bas et souvent concerne des emplois précaires non qualifiés, révocables à tout moment, des emplois mal rétribués ; le tout dans des conditions de travail drastiques en termes de pénibilité, de surcharge horaire et de harcèlement constant. L'échéance électorale pour inaugurer les ouvrages y est pour quelque chose.

L'argent investi dans les ouvrages profite peu aux Sénégalais. Une bonne partie reste dans le circuit bailleur-entreprise partenaire et l'État pour la partie fiscalité.

Les investissements directs étrangers ont la particularité de bénéficier d'un environnement fiscal très clément avec des taux d'imposition proches de zéro. Ils sont faits dans un cadre juridique très ambiant, le recrutement des travailleurs nationaux ne devait pas poser de problèmes. Non seulement les entreprises partenaires ne recrutent pas assez de personnel, mais placent les travailleurs dans une situation d'indécence morale et de vulnérabilité financière, telle qu'ils restent toujours pauvres malgré l'activité. L'action limitée de l'Inspection du travail ne suffit pas à endiguer le phénomène. Le minimum de ce qu'elles n'osaient pas faire dans leurs pays, les entreprises partenaires en font la norme.

*« La république, c'est des institutions fortes ; la République c'est l'équilibre entre les pouvoirs, qu'il s'agisse de l'exécutif incarné par le président de la République et son gouvernement, du pouvoir législatif incarné par la représentation nationale à travers*

*l'Assemblée nationale ou encore le pouvoir judiciaire à travers les cours et tribunaux. Il faut qu'il y ait un équilibre. Mais lorsque toutes les institutions s'effondrent devant une seule qui fait et défait selon son bon vouloir, nous ne sommes plus en démocratie évidemment, y'en a qui pensent en républicains, mais agissent en monarches. Cette exigence de penser et d'agir en républicain, que je considère comme axiologique, est devenue dans notre pays, une urgence. Aujourd'hui sous nos yeux, la République se dérobe. Elle est transfigurée, à travers de multiples pratiques qui sapent ses fondements existentiels [...]. Nous disons à l'APR que la patrie importe plus que le parti, avec les responsables, les militantes et les militants de l'APR, ce n'est pas de partager un pouvoir, nous devons instaurer une démocratie véritable qui ne soit pas seulement un slogan. Nous devons faire en sorte que les citoyens soient égaux devant la loi »,* dit le candidat Macky SALL aux élections présidentielles de 2012. En plus, il poursuit : « *Si je suis élu président de la République, il y aura une transparence même au niveau des comptes de la présidence parce que je permettrai à la Cour des comptes d'accéder aux comptes de la présidence de la République et de l'Assemblée nationale. Cela nous permettra d'améliorer nous-mêmes notre gouvernance. Et à partir de ce moment, les autres sauront qu'ils seront audités. Si le président lui-même et ses comptes sont audités, à fortiori, un ministre ou une agence. »*

La politique s'éloigne de sa mission noble de gérer les affaires de la cité. Elle se fait cynique, mercantile ; une simple fiction où les acteurs s'autoproclament héros sans gloire, se projettent dans leur rêve de prospérité et de privilège. Seuls dans leur bulle, l'électorat leur sert de tremplin vers des desseins inavoués, hors de tout engagement citoyen. Il faut un grand coup de balai pour nettoyer la scène politique, débarrasser le plancher de ces

faux acteurs qui n'incarnent que leurs propres rôles poursuivant des intérêts privés.

La politique se décline en visions, une dialectique entre les idées, les stratégies et les programmes de gouvernance, une véritable ambition pour le pays. Elle définit deux pôles acteurs d'un même objectif, l'opposition à côté de la majorité qui gouverne. Nul doute qu'il est souhaitable de faire de la place à une bonne opposition assez représentative des courants et des idéologies, structurée et organisée servant de contrepoids à une majorité élue. Elle se veut une force de proposition et d'alternative crédible.

Le jeu politique est un mouvement de balancier entre les élus et les opposants dans un esprit républicain. Les uns et les autres doivent se retrouver dans un « Gentlemen agreement » pour n'avoir en référence que l'intérêt supérieur de la nation qui convie tous à la mesure et au dépassement des contingences partisans. L'opposition sénégalaise se borne généralement à relayer les frustrations des populations désemparées, à attiser les haines et les peurs, à jouer sur le ressentiment pour se donner de la crédibilité. Elle est loin d'être une force de proposition capable de dicter une alternative, une offre politique, une issue en suscitant la confrontation, le choc des idées et programmes, une autre façon d'agir. Il faut sans cesse attirer à la fois l'attention sur les imperfections du programme de gouvernement et corrélativement apporter les corrections et remèdes nonobstant la différence de chapelle politique et les options de pouvoir en vue.

Ici, c'est une opposition sans marqueur idéologique, moral et politique fort ; une opposition version puzzle sans programme ni orientation stratégique. La moindre des choses pour un parti politique qui concourt au suffrage universel est d'apporter son programme qui est une contribution au débat citoyen sur les enjeux économiques, sociaux et culturels, en prenant soin de décliner les

stratégies et modes de financement. Les visions et les convictions doivent refléter l'engagement. La démocratie est avant tout le libre choix entre plusieurs options et possibilités de gouvernance possible, plusieurs visions du Sénégal. La pluralité des idées, des thèmes et des programmes soigneusement travaillés offre l'avantage extraordinaire au citoyen électeur de forger sa conviction qui motive le vote d'un homme ou d'un programme pour la mandature prochaine. Le choc des simples egos sans idées est un gâchis, un déni de démocratie.

À la différence de cette égomanie repoussante, les programmes ont la magie de se heurter, de s'interpénétrer, de se contredire par endroits et même de se compléter. Les visions se concilient plus que les egos qui procèdent du seul sentiment souvent assez repoussant. Voter pour le charisme d'un homme est peu productif.

Quand on vote pour un programme, on a un baromètre et un repère dans l'action publique, mais hélas, une bonne partie de la presse qui se devait d'organiser le débat a failli ; inféodée au pouvoir, elle cherche des prébendes grasses, des subsides et des promotions personnelles. L'initiative des partis politiques fait cruellement défaut : l'eau, l'agriculture, l'éducation nationale, les entreprises publiques en déliquescence, le privé national, l'investissement et les capitaux étrangers, le chômage, l'emploi, la formation, le transfert de compétences qui doit accompagner l'octroi d'une commande publique, la santé et les soins de qualité, le mouvement migratoire, etc. sont autant de thèmes qui hantent le quotidien des populations désemparées. Les porte-étendards ont failli, à commencer par l'Assemblée nationale qui arbore les couleurs d'un parti et d'une coalition, validant sans débats ni frictions tous les projets de loi et politiques publiques. Internet se positionne heureusement et sert d'exutoire. En général, le débat politique s'adapte à l'univers particulier des plateaux de télé

et des ondes radios, organisé autour des professionnels de l'info qui régulent la parole et le temps, définissent les thèmes et orientent le débat.

Comme dans la boxe professionnelle, tous les coups ne sont pas permis, mais sur internet, ça vole bas et dans tous les sens, en dessous de la ceinture, poursuivant la généalogie, mêlant passé et présent, vie publique et vie privée, une confusion inacceptable. Chacun se proclame justicier et raconte des insanités à satiété. C'est souvent l'excès de zèle d'un militantisme de circonstance qui cache une envie folle de promotion personnelle. Je tairai volontiers les noms des plus débiles qui se sont fait héros par l'insulte et la calomnie pour ne pas remettre au goût du jour leurs propos désobligeants et désastreux. Seuls prospèrent l'insulte, la calomnie, la médisance, le mensonge grotesque ; le « comment construire ce pays » est absent du débat. Oui bien sûr ; comment semer le trouble, créer le désordre, installer le chaos préoccupe le « live » sur internet et les souteneurs complices jusqu'à la moelle. La République n'est pas pathos, c'est une affaire sérieuse, la vie d'un peuple, ses interactions, sa cohésion et son futur dans la marche inéluctable de l'histoire sans cesse agressée par la folie et les errements des brigands apprentis sorciers aussi irresponsables que remplis de carence.

Les comportements anarchiques et déviants méritent d'être bannis, écartés de son cadre. L'anarchie et la démagogie ne peuvent être soutenues, quel que soit la phobie ou le dégoût qu'on a pour les tenants du pouvoir actuel. C'est souvent des histoires choquantes, pas drôles du tout, de la provocation en bandoulière : tel homme politique a eu un fils illégitime de sa liaison avec sa femme de ménage, tel autre court les jeunes filles sans reconnaissance de paternité laissant en jachère des naissances sous X, tel autre imam autoproclamé au passé sulfureux, bref un mélange saugrenu de genres que personne ne veut humer,

un cocktail de ragots aussi nauséabonds qu'infects. C'est une démarche de lapidation et de délation orientée vers la destruction des hommes politiques et non à circonscrire des programmes et tracer des itinéraires. Les enjeux véritables sont occultés ou méconnus. Seule la volonté de nuire transparait dans ces genres de propos très amers et certainement gratuits.

La société politique est en faillite, faute de renouvellement, d'alternance démocratique générationnelle et par défaut de prise en charge des aspirations du peuple. Les politiques mettent en avant les vieilles recettes cent fois rabâchées, les mêmes stratégies de dénonciation et de chantage. Ils cherchent tous le pouvoir, mais sont vite embarrassés dès qu'ils l'obtiennent par manque de préparation à l'exercice, leurs stratégies sont inopérantes. La désolation du peuple contraste avec l'euphorie et l'opulence des politiques.

Un homme politique sénégalais possède souvent autant que les trois premiers où l'ensemble des candidats à une élection présidentielle française. Dans ce contexte d'injustice et d'insatisfaction généralisée, refuser la liberté d'expression ou de manifestation aux citoyens, c'est en définitive les condamner à une double peine. L'une des préoccupations doit être de créer les conditions de la citoyenneté véritable, une citoyenneté d'adhésion et de conviction. Les citoyens n'adhèrent plus aux politiques publiques mises en branle, très en marge de leurs préoccupations quotidiennes.

Chacun se débrouille pour sauver sa peau, ses ouailles, sa famille. Les politiques répliquent par la politique des mots et des chiffres, des slogans boiteux et carabinés, développant une surenchère communicationnelle, une débauche de littérature politique pour séduire, embrigader et tromper.

La République a pris un sacré coup. Les scandales à répétition, l'injustice ont précipité son déclin. Sa devise « Un peuple, Un But, Une foi » s'est fracassée en menus morceaux. Devant l'incapacité des gouvernants à produire des résultats, ils brandissent des chiffres, la politique des chiffres, de la pure abstraction pour démontrer qu'on est meilleur que les opposants ou le régime sortant.

Les citoyens se doivent de réagir, se battre contre leur sort et contre toute tyrannie, se battre pour leurs droits, leur bien-être, se battre pour plus de justice, plus d'équité et pour des alternatives nouvelles crédibles. Au Sénégal en quelques décennies, nous avons progressivement perdu le goût de la vérité, le courage à l'épreuve et l'esprit de responsabilité qui fondent le militantisme et l'action politique. Les promesses s'accumulent en « mille feuilles » sans jamais être tenues. Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, à lutter contre les injustices sociales, à l'instauration de la démocratie et à l'État de droit, à l'épanouissement individuel et collectif, à propulser les citoyens dans la société de développement. La politique des privilèges doit céder le pas à la politique des priorités. Notre démocratie n'est plus en chantier, mais s'étend comme un immense champ de ruine, témoin d'une société en pleine décomposition, une société heurtée de toutes parts par la machine infernale du laxisme et des contre-valeurs, de l'hypocrisie et de l'individualisme, la cupidité, l'arrogance et le mépris de l'autre, la jalousie et l'envie de paraître, l'ego-manie exacerbée au rang de culte. L'alliance politico-mafieuse s'empare de la République. L'osmose entre le politique et le cercle des affaires fait écrouler des pans entiers.

Altéré par le désordre généralisé de la République en proie au démon des politiques, auquel se greffe l'injustice rampante à toutes les strates de la société, le simple citoyen s'emmure dans sa prison personnelle faite de misère,

d'insécurité, de chômage, de pauvreté, de désespoir, de perte de foi et souvent de raison.

La République c'est un nous collectif dans un même élan de patriotisme, un assemblage de valeurs, de vertus, de dogmes, d'identités, de conditions, de volontés, d'envies de faire cité commune. C'est un élan de solidarité, de soumission à l'ordre consensuel démocratiquement établi, un esprit de dépassement, une transcendance dans la quête de l'accomplissement général d'abord et personnel ensuite. C'est aussi une disponibilité de tous les instants, à toute épreuve dans le souci d'obéir et de servir la cause commune. C'est la soumission de tous à un contrat social, moral et matériel. Dans une démocratie, on peut être trop mal élu, au point d'avoir une légitimité douteuse. Trop de politiques élus sont la plupart du temps minoritaires dans la répartition des suffrages.

Ce sont souvent des politiques mal aimés, mal compris qui se suffisent du minimum pour incarner la légitimité populaire. L'abstention est un prétexte fourre-tout pour expliquer la désaffection des urnes par les citoyens électeurs qui ne se retrouvent plus dans la déclinaison des politiques publiques. A juste raison, ils sont toujours bernés à coup de promesses et de discours ravageurs, d'abus de confiance, de propagande et d'effets d'annonce où tous les rêves de gloire et de bien-être sont permis. Tout brille et scintille à l'horizon : l'imminence des projets et leur matérialisation géographique attirent, fascinent et fédèrent autour de candidats fourbes, sectaires, manipulateurs qui savent par plus d'un tour dans le sac, se jouer du peuple, de sa crédibilité, de sa naïveté grandissante, de son besoin de rêve, d'échappatoire, d'évasion, d'émancipation et de progrès. Le peuple cherche désespérément son salut à travers chaque discours, chaque phrase, chaque mot d'une communication politique conçue à perfection par des spécialistes dont c'est le boulot de séduire, de travestir,

d'intéresser et d'ameuter, de faire rêver, de connecter à des réalités politiques faites de non-dits, d'astuces de subterfuges, de pactes secrets, de deals, d'ambitions, de desseins, de calendrier personnel, d'échéance électorale. Rien ni personne ne doit obliger les citoyens à choisir entre le pire et le moins bon ; une voie médiane existe, s'abstenir si on n'est pas convaincu, si on ne trouve pas la réponse à son questionnement moral, philosophique, social, économique et intellectuel.

Le choix politique doit être d'une motivation de programmes, de volontés, d'orientation, d'hypothèses, de cap à tenir, d'horizon, d'acteurs politiques, de changement qualitatif de niveau de vie, d'aspiration, de confiance retrouvée et de mieux-être.

Quand le citoyen perd espoir, il doit s'arrêter et réfléchir sur son choix ; cela est nécessaire pour passer aux urnes, pour adhérer au pacte républicain, souscrire à un engagement patriotique.

En accomplissant un simple devoir civique, il prend rendez-vous avec son avenir, sa vie future, le sort de sa famille et des générations à venir qu'on envisage dans le progrès et l'accomplissement. Choisir devient presque mourir pour faire émerger l'autre, s'effacer pour faire place, sacrifier sa raison et son état d'âme pour renaître et se retrouver avec l'autre, le messie, s'identifier et penser avec lui, valider ses actes, ses compromis, c'est déléguer non pas seulement sa délibération, sa voix, sa signature, mais ses idées, ses rêves, sa personne, sa vie, son monde, son existence, le temps d'une mandature, d'une législation. C'est sortir du ring pour grossir l'applaudimètre.

Quand l'électorat ne suit pas la volonté du politique, il prend de facto ses distances et s'abstient. C'est une volonté de défiance, de se rebeller, un rejet catégorique, un grand mépris. Le doute et le pessimisme grandissent, mettent à

rudes épreuves les politiques qui tentent vaille que vaille de justifier l'infâme, la désaffection des urnes.

La singularité de l'homme politique est qu'il veut toujours être dans le feu de l'action, au-devant de l'actualité, haut perché sur les sondages et intentions de vote, être plébiscité, porté au pouvoir, quels que soient ses carences, ses imperfections, son inaction et ses maladresses grossières, ses déboires, ses magouilles, ses flirts avec les intérêts privés, l'argent et les milieux pourris.

Sa soif inextinguible d'exister ne peut prospérer que par l'électorat, les suffrages exprimés.

L'élection est le seul baromètre véritable de popularité. Malheureusement au référendum de 2016, l'abstention a battu le record, moins de 36 % des électeurs inscrits ont fait le déplacement pour aller répondre par OUI, NON ou voter blanc sur les 16 points inscrits au suffrage. Le désarroi fut total à l'annonce des résultats. Le peuple a pris ses distances, ménagé son énergie et sa toute puissante volonté qu'il laisse pendre pour ne pas choisir, ne pas cautionner une mascarade, une forfaiture, une simple supercherie.

Le peuple s'est mu en spectateur loin des faits, déniait par avance toute responsabilité sur les prises de décisions futures. La politique le dégoûte, l'exaspère, l'incommode, le saoule de contre-valeurs, de paroles sans actes, d'itinéraires sans suite, de raccourcis pour des impasses. À force de déception, il s'est fait sa religion, celle de ne plus croire « Ils sont tous pourris et se valent les uns les autres ». Ils tiennent les mêmes idéologies qui ne se combattent plus, se rapprochent, se recourent, se confondent dans le même registre de domination, de spoliation du peuple, d'abus, de trahison, d'avilissement, de reniement, de destruction du tissu social.

Les politiques entretiennent ce jeu macabre de purger la société de ses valeurs, de sa solidarité et de son équilibre

qui tiennent beaucoup moins à l'argent qu'aux vertus, ou la nécessité de faire cité commune dans le respect du droit des différences et de la dignité humaine.

S'adressant au Président de l'Assemblée nationale du Sénégal, le Chef de l'exécutif précise : « Ne vous fiez pas aux déclarations de vos détracteurs. Ils sont aussi cyniques et fourbes. Vous ne faites qu'appliquer la loi, tout le reste, c'est rien d'autre que de la politique. Ça ne mérite pas une seule once d'attention ». Ces paroles traduites du wolof, langue locale, disaient en substance cela. Le discours politique est assimilé à de la banalité. Pa-ro-le ! Pa-ro-le. Comme disait la chanteuse Édith PIAFF, Quelque chose de circonstanciel et sans valeur, « c'est des paroles politiques », dit-on souvent dans le milieu social, traduit le mépris et le peu d'intérêt porté sur le discours politique.

C'est une évidence qu'à force d'être trompés, bernés à tous les coups, les citoyens ont cessé d'aimer, d'aduler et surtout de croire et de faire confiance.

Les longues saisons politiques qui se sont écoulées sans moisson n'ont rien apporté à leur misère qui ne cesse de s'épaissir, le salut est toujours pour le lendemain. Les candidats n'ont jamais tenu leurs promesses ; aucun de leurs actes ne justifie leur réélection et le tout dans un climat délétère, assez contestable, de ragots, de mensonges, de justifications puériles, d'égotisme, de maladresse et d'hypocrisie manifeste où les valeurs comme les deniers publics souffrent de leur tyrannie mesquine.

Il fut évoqué en 2016, « un stock mort » sur le fichier électoral pour désigner une catégorie d'électeurs réellement inscrits, mais qui ne votent pas pour diverses raisons : décès, déménagement, absence du territoire ; Bref toute une panoplie de justifications qui motivent l'essorage du fichier, oubliant sciemment les facteurs psychosociologiques, la furie populaire. Les citoyens ont perdu la foi, à la politique. Ils veulent des dirigeants crédibles, respectables, qui

agissent dans leurs intérêts, qui les sortent du bourbier et des sillons qui se creusent chaque jour. Contre vents et marées, à la solde du contribuable, un nettoyage fut organisé. Subséquemment, la rondelette somme de 55 milliards fut déboursée pour confectionner des cartes d'identité biométriques servant de cartes d'électeurs.

Les élections législatives qui ont suivi furent plus catastrophiques. Près de 1 800 000 inscrits n'ont pas voté. Ce fut une abstention jamais égalée, nonobstant les magouilles de bas étage constatées lors du scrutin. Le mal est plus profond. Il est l'indignation du peuple, ses rancœurs, son exaspération, ses haines, ses abandons, son repli, sa réappropriation de la souveraineté et de sa légitimité. Il est dans la recherche d'hommes et de femmes intègres, de vrais bâtisseurs. Les expériences avortées l'ont rendu plus fort, plus mature, plus libre et surtout assez pragmatique.

Choisir selon ses intérêts ou simplement ne pas choisir s'appelle désormais s'abstenir de prolonger maladroitement sa souffrance et ses pleurs.

Rien ne le rebute, il a tout supporté, tout toléré, tout enduré sur des mois, des saisons, des années ou des décennies selon différentes générations de politiques. Beaucoup parmi eux ont démarré leur aventure politique avec la naissance de la République. Ils ont fait partie de tous les attelages, de toutes les expéditions, de toutes les combines, de toutes les magouilles. Ils ont été de toutes les compromissions, de tous les échecs et regrets.

Leur longévité politique préoccupe plus d'un Sénégalais d'autant que leur retraite n'est pas encore annoncée. Ils ont intégré toutes les majorités de gouvernement quelles que soient leurs couleurs ou leurs idéologies. Une place dans le navire du pouvoir leur est plus chère que ce grand peuple qu'ils prétendent tous servir, s'arrangeant au passage tous les privilèges, les rangs, les protocoles, l'argent, la gloire,

l'influence, les alliances infectes sur le dos de la république et des contribuables qu'ils ont usés et abusés pour leur confort personnel et de clan, pour leur notoriété, leur rêve de gloire et de fortune, de prestige et de dynastie. Ces inconditionnels de la chose politique sont à tous les compartiments de l'État sans jamais laisser de traces ni de résultats.

À la veille des investitures pour les élections présidentielles de 2019, des convois de politiciens capitulars s'en vont rejoindre la majorité présidentielle sur un air de reniement et de contorsions, abandonnant les convictions, l'idéologie, le combat de principe et les propositions disjonctives.

Les socialistes, sans ambition aucune, ont participé à la mise sous séquestre de leur candidat naturel Khalifa SALL, maire de Dakar, détenu pour des prétendus détournements de deniers publics contestés, tué le père Senghor, enterré l'idéologie, en rejoignant le camp libéral du président sortant. Ils emportent avec la grande famille de gauche qui ratisse large, des maoïstes, aux trotskistes en passant par les communistes et les révisionnistes, tous dans un concert étourdissant, fanfaronnent autour du prince dans un effeuillage digne d'un cabaret bavarois d'après-guerre. Le camp des centristes auto-proclamés jette l'éponge, prend le train en marche, prétendant la réconciliation de la famille libérale par l'entremise d'un de leurs marabouts qui prophétise « tu es jeune, tu as du champ. Cette élection est décisive, il faudra laisser ton frère continuer le travail et après, tu pourras briguer l'élection, tu as toutes les chances, tu n'as aucun cheveu blanc... ». La politique traîne dans ce pays une infirmité rédhibitoire.

C'est un consensus de servitude qui va à l'encontre des intérêts du peuple sénégalais. Les politiques poursuivent avec le même zèle et une déroutante frénésie la logique des privilèges et d'enrichissement personnel. Le peuple est une

monnaie de change qu'on troque à tous les coups dans la mésestime des convictions et l'idéal du pacte républicain, comme socle de valeurs et référence collective.

Le procès du maire de Dakar, au-delà du juridisme a soulevé beaucoup d'interrogations et mis à nu l'étendue du désastre dans une République qui fonctionne aux privilèges, en bandes de copains, en clans, amis et rivaux, en alliés et obligés, qui s'épaulent et se rendent mutuellement service, à ceux-là qui sont les mieux servis par le patrimoine collectif. La face hideuse d'une République inégalitaire est mise à rudes épreuves, une République qui consacre les forts et abandonne les faibles, les ignore et les soumet à son dictat.

« Ils soutiennent que Khalifa SALL n'a qu'à rembourser ; si c'est le cas, nous devons rembourser 200 millions de Francs à la caisse de dépôts et consignations [...], nous sommes tous passés dans le bureau de Bira Kane NDIAYE pour prendre notre enveloppe de 200 mille Francs pour les besoins de la Korité et de la Tabaski. Tous les Sénégalais savent que cela existe », reconnaît le maire des parcelles assainies qui finit par transhumer dans le camp du pouvoir, une belle prise, un « gros poisson » dans la terminologie du président-pêcheur d'opposants.

Un fidèle collaborateur du maire de Dakar renchérit « Durant la traversée du désert de Macky SALL, la mairie de Dakar avait embauché fictivement ses compagnons politiques, assurant leur survie. Des juges, des préfets, des sous-préfets, des magistrats, des personnalités influentes, marabouts ou autres venaient émarger pour leur chèque à la municipalité ».

On s'aperçoit malheureusement qu'une partie de la République est gérée à l'informel avec ses caisses noires et ses fonds politiques alimentés par les deniers publics, dans l'opacité des cabinets pour satisfaire des privilégiés, des paresseux, des racketteurs, incapables de se prendre en charge par le travail et l'effort personnel.

Ce pays est traversé par de fortes contradictions, il n'a pas le tiers de ses infrastructures, écoles, universités, postes de santé, hôpitaux, laboratoires, centres de recherche, mais investit quand même en marge de ses priorités à faire plaisir à des particuliers, à entretenir une clientèle politique, une mafia de tout acabit. Les mairies ont des compétences déléguées dans l'éducation, la santé... mais préfèrent distribuer des moutons de Tabaski et des billets de pèlerinage à la Mecque de façon sélective et discriminatoire. Il en est ainsi des directeurs nationaux, des directeurs généraux, des directeurs de sociétés nationales, des ministres qui envoient chaque année des milliers de pèlerins aux lieux saints sur l'argent public sans penser une seconde aux priorités, creusant les sillons pour les plus faibles qui manquent de tout : de l'eau potable à boire, de routes praticables, d'éclairage public.

Le simple fait d'accoucher qui, sous tous les cieux, est le plus heureux événement de la vie, donner naissance, célébrer une maternité, devient un calvaire, tant redouté, une épreuve. Et pourtant au plus haut sommet de l'État, on encourage ces pratiques. Le cabinet du Premier ministre, sous tous les régimes, convoie ses pèlerins, sans compter la grande troupe entretenue par le cabinet de la présidence de la République et la fondation de la première dame. Les pèlerins en milliers sont convoyés aux frais des pauvres citoyens qui boivent de l'eau saumâtre, boueuse, de l'eau de rivière ou des puits salés.

La République s'entretient par le haut. Des députés sont aussi partis à la Mecque par les soins de l'Assemblée nationale, des membres du Haut conseil des collectivités territoriales, du Conseil économique, social et environnemental sont servis dans les mêmes proportions : voyages gratuits, hôtels et restaurations compris. Il est certes recommandé pour un musulman d'accomplir le cinquième pilier de l'Islam qu'est le pèlerinage à la

Mecque, mais à ses propres frais. Il est même recommandé de payer ses dettes avant de partir.

Tout musulman rêve d'aller à Mina, de faire le parcours entre Safa et Marwa, de lapider Satan par le Djamra, mais certainement pas avec les fonds qui doivent servir à bâtir les écoles pour les enfants, les universités pour les ingénieurs et chercheurs de demain, les futurs bâtisseurs ; les fonds nécessaires à résorber la grande misère et la précarité des millions de Sénégalais, dont 60 % manquent d'électricité, 62 % n'ont pas accès à l'école et plus de 1500 villages sont enclavés.

Ce n'est surtout pas l'idée que je me fais de la République qui doit couvrir tous ses fils dans la même dignité selon les mêmes principes d'obligation, de droit et de respect. Ici quand les uns sont consacrés, couverts de présents et de lauriers, les autres, en plus grand nombre, habitent le silence de leur misère, la prison de leur désolation, l'ennui de leur solitude. Il en est ainsi dans un pays aux régimes de traitement fortement inégalitaires. Les disparités sociales et territoriales sont énormes. À 70 km à la ronde de Dakar, la capitale où se concentrent 80 % des investissements, où se déroulent 75 % des activités économiques, une presque île de 553 km<sup>2</sup>, habitée par 25 % de la population, quelque 100 mille âmes des localités de Diogo, de Fass Boye, de Darou, boivent de l'eau de boue, dans l'indifférence généralisée, leur sort relève de l'ordinaire, d'un quotidien de manque et de souffrance où les règles élémentaires de vie sociale sont bafouées. C'est presque une gageure de rappeler, qu'ironie de la coïncidence, c'est dans ces zones où sont extraits le zircon et le phosphate très prisés par des compagnies étrangères. Plus loin, les villages du Walo n'étanchent pas leur soif pendant que le lac de Guiers alimente, en eau traitée, Dakar et ses environs.

Ndombo, Mbagane, Ngaya Mbagane, toutes ces localités qui bordent le lac sont sevrées de toute infrastructure hydraulique. On ne saurait trouver plus grande injustice, dans un pays où certains directeurs généraux touchent l'équivalent de trente mille euros en salaires et émoluments, le double du salaire mensuel d'un président de la cinquième République française en activité. Les députés à la fin de la mandature reçoivent en don, les 150 véhicules 4x4 de fonction, pendant que la police manque de moyens logistiques, pour sa mission de sécurisation des personnes et des biens ; les vols de bétail sont un fléau dans ce pays, le home-jacking, la dernière trouvaille des malfaiteurs, à la recherche de fortune, s'emparant souvent des télévisions écrans plats, ordinateurs, le vol de chevaux de trait, de cheptels de moutons, la volaille et même de graines de la nouvelle récolte. Quand 150 véhicules tout-terrain sont offerts, les localités manquent de moyens pour acheminer les blessés des accidents de la route, les malades mourants, les femmes à terme de leur grossesse à risque en souffrance sur des charrettes ou au pas vers les rares cases de santé qui n'existent que de nom. Évidemment, ceux d'en haut ignorent le phénomène, eux qui font partie des 300 mille personnes jouissant de la couverture de l'État et qui peuvent prétendre à l'évacuation sanitaire d'urgence vers l'Europe et le Maghreb pour des dizaines de milliards chaque année sur les comptes publics. Ces privilégiés sont à la CENA, au Conseil économique, social et environnemental, au Conseil constitutionnel, à la Cour suprême, à l'Assemblée nationale ou fonctionnaires de rang.

Ils sont les heureux élus d'un système sectaire oligarchique qui ne consacre que les plus visibles, les plus forts, un système qui fonctionne selon la logique de cour dans la faveur de privilèges et le mépris du mérite. Pendant que les étudiants s'entassent dans les amphithéâtres en milliers, dans la revendication perpétuelle des bourses

payées avec du retard, le campus social fermé pour dette aux fournisseurs des restaurants, d'autres étudiants favorisés par la lignée et l'origine sociale, poursuivent leurs études dans les pays nordiques, au Canada, aux USA, en Australie, en Europe occidentale, dans des conditions décentes aux frais de l'État.

« Je trouve anormal que la plupart des médecins du Maghreb soient formés ici au Sénégal, par des médecins sénégalais et que nos malades soient soignés au MAROC, en Tunisie. Ce n'est pas normal, et il faut doter nos structures sanitaires de matériels adéquats... » Les propos sont du président de la République qui a conscience du phénomène.

Cette couverture maladie universelle lancée le 20 septembre 2013 visait 75 % de taux de couverture, mais stagne à 20 %. Les 80 % de l'arrière-pays attendent d'abord la mise en place des structures sanitaires avant d'adhérer au programme, pour le moment, plus d'une distance les sépare des hôpitaux.

La constatation des carences, des insuffisances est certes bonne pour un dirigeant, surtout un président de la République, mais remédier au mal, suppléer au vide, agir pour réparer les torts, créer les conditions d'épanouissement de son peuple est plus attendu ; il relève de sa mission, de sa charge exécutive. Il a la légitimité d'agir et le privilège des moyens. Tout obéit à son bon vouloir et à sa diligente clairvoyance.

Pendant que les enseignants depuis dix ans entament l'année scolaire par des préavis de grève pour la revalorisation de leur indemnité de logement qu' ils veulent voir porter de 60 mille à 100 mille francs CFA, un décret de 2015 confère des indemnités de logement de 1 million mensuel à tous les ministres et ministres conseillers, de 700 mille aux hauts magistrats, au président du HCCT, du CESE, de 500.000<sup>F</sup> aux directeurs de cabinet et secrétaires

généraux de ministres, 400 mille au magistrat qui sort de l'école de formation. Les disparités de traitement attisent l'instabilité dans le milieu scolaire. Le syndicat des professionnels de la santé "and gueusseum", "secouer ensemble" fait dans les mêmes revendications de traitement et ne décolère pas. Certains foyers de famille religieuse réclament leur part de la République en voyant de façon frénétique d'autres étrenner dans l'allégresse leurs centres de conférence flambant neufs aux frais de l'État. Un Etat qui s'éparpille dans des domaines que les fidèles ont toujours assurés ; construire des lieux de culte n'a jamais été sa mission prioritaire dans les localités. C'est tout le paradoxe d'un État qui inaugure dans les régions sud du pays des lieux de culte et des centres de conférence reluisants à la place des infrastructures sanitaires, sociales de base, routes, écoles, centres de formation, des unités industrielles de transformation des mangues et fruits locaux qui pourrissent, faute de moyens modernes de mise en valeur.

Les responsables politiques locaux souvent hauts perchés dans la hiérarchie de l'État préfèrent dépenser 50 millions de francs CFA en une après-midi de meeting électoral plutôt que de remplacer trois des abris provisoires de l'école servant de classe à une population scolaire de 600 élèves entassés comme des sardines. Certainement, il y a une insidieuse tendance quant à la veille des élections locales, l'exécutif déclare qu'un ministre ou un directeur national qui perd sa base cède le pas. Un premier ministre a fait les frais de cette injonction, sans compter la myriade de directeurs tous parachutés et impopulaires qui n'ont servi que de chair à canon, rejetés par les électeurs.

Dans une démocratie normale, les citoyens sont promus pour leur mérite, leur compétence avérée et déchus selon leur incompétence constatée ou l'ampleur des fautes commises. Mais quand la posture obéit à des niveaux

d'influence à l'électorat, la République en pâtit ; il y a là un traitement de la chose publique tendancieuse et préoccupante.

L'étendue des désastres économiques occasionnés par les malversations et les gestions nébuleuses depuis la première alternance de 2000, invite tout droit à un audit généralisé de la façon de gouverner au Sénégal. L'étendue des moyens, le budget et les emprunts profitent à une minorité très choyée dont mille milliards de salaires, des centaines de milliards pour le fonctionnement des ministères en nombre foisonnant, les ministres conseillers dont la liste s'allonge au gré des alliances et des allégeances.

Les ambassades et les consulats sont peuplés de personnels supplétifs aussi inutiles qu'encombrants, au crochet de la République. Dans certains corps, le personnel dispose non pas d'un véhicule de service, mais de plusieurs comme à l'Assemblée nationale où les membres du bureau ont chacun 2 véhicules 4x4 avec dotation en carburant, là où un inspecteur d'académie peine à avoir, une vieille voiture pour ses tournées pédagogiques. L'État s'est planté, inéluctablement le modèle mis en branle ne fait plus société, il incite aux contre-valeurs, suscite les haines, les crispations, attise le sentiment d'injustice néfaste à toute vie communautaire.

Les hautes autorités refusent de se soumettre à la déclaration préalable de patrimoine, mais restent bizarrement en place. Ils sont ministres, directeurs de société, directeurs généraux, présidents ou membres du HCCT, du CESE, du Conseil constitutionnel, du Conseil d'État, du beau monde sauvagement entretenu, enrichi aux fonds publics, l'argent du contribuable.

La lutte contre la corruption reste un vœu pieux. Le CESE, l'Assemblée nationale, le HCCT, la Caisse de dépôts et de consignations ne se soumettent pas aux

exigences du Code des marchés publics et aux nécessités de contrôle des dépenses budgétaires dévolu à l'ARMP, aux organes de contrôle de l'État, la Cour des comptes, l'Inspection générale d'État, l'OFNAC, l'inspection générale des finances ; tous sont dans un régime d'exception informel qui favorise la corruption à grande échelle. Comble d'ironie, un ministre de la République, interpellé par la Cour des comptes pour un contrôle d'usage, envoie les magistrats balader de manière aussi péremptoire que maladroite. Il sera reconduit à son poste, promu plus tard ministre de l'Industrie, fort versé dans la propagande politique à grand renfort de milliards ; quant aux magistrats de la Cour, ils seront rappelés à l'écurie et conviés à faire preuve d'indulgence.

Et pourtant le 03 avril 2012, le président entrant déclarait solennellement : « Je ne protégerais personne... ». La corruption est un fléau ; les rapports affluent et s'empoussièrent quelque part dans des tiroirs, sous des coudes, sans jamais être exploités, faute de saisine ou d'autosaisine des institutions destinées à la poursuite des resquilleurs. Le pouvoir judiciaire semble attendre qu'on lui intime l'ordre de poursuivre. Nous sommes passés d'un monde à un autre, un tout nouveau, dit-on, mais sans changement, sans rupture, la politique se fait de la même façon, les conséquences vécues de la même manière, la logique partisane a cours. Quand plus de 2000 milliards sont consacrés au fonctionnement de l'État et de ses démembrements, il ne reste plus rien aux citoyens pour leurs services de base, la prise en charge de la demande qui presse.

Qui pour défendre l'intérêt citoyen dans cette atmosphère généralisée de contraction et de complaisance ? Certainement pas l'Assemblée nationale où l'absentéisme bat des records. La séance de vote du budget du ministère de la Communication en est la parfaite illustration. La

séance fut instantanément suspendue par défaut de président ; sur les huit promus à ce poste, il n'y en avait qu'un, là où la loi préconise deux en séance plénière. Tout comme le 02 décembre 2018, elle fut complètement dégarnie, une présence clairsemée. Les députés presque entièrement de la majorité présidentielle ont préféré l'investiture de leur candidat à l'Arena, au vote du budget. Sur les 129 députés de la majorité présidentielle, 126 ont déserté l'hémicycle pour la cérémonie d'investiture du candidat SALL et parmi ceux-ci, le président de l'Assemblée nationale qui, pour ponctuer ses éloges au président candidat à sa succession, s'est permis quelques escapades verbales fort désagréables « Nous à l'AFP, nous avons investi Macky Sall dès 2017, c'est notre candidat, un point un trait, sans commentaire. »

Évidemment le président Sall a une bonne louche ; il l'a bien servi, président de l'Assemblée nationale avec un fonds politique de 50 millions par mois nonobstant son salaire et ses avantages, un budget de 16 milliards qu'il dépense sans justificatifs et n'est soumis à aucun contrôle, ni interne, ni externe. La représentation nationale doit être assumée par des fils illustres, pétris de qualité, imbus de valeurs et de vertus morales, recelant des aptitudes et des compétences affirmées pour défendre dignement les intérêts du peuple légataire. Il n'y a pas d'antinomie entre la légitimité et la compétence. Les deux font parfaitement la paire. Avant de briguer les suffrages, des garanties de compétence doivent être fixées. L'Assemblée nationale doit exercer ses pleins pouvoirs de contrôle et d'évaluation de l'action du gouvernement. La simple adhésion à l'initiative de transparence dans les industries extractives n'est pas une garantie de transparence et de gestion rationnelle des ressources. Un parlement digne de ce nom peut parfaitement, en s'entourant d'experts requis, s'enquérir de l'effectivité et de l'efficience des politiques et accords

souscrits. De 2007 à 2018, dix ans à peine, jour pour jour, le gouvernement du Sénégal n'a fait que signer dans les mines et industries extractives, des accords déséquilibrés pour la plupart, peu profitables, souvent exonérés de charges fiscales, qui profitent pour 90 % aux multinationales contractantes. Le prétexte du code minier de 1998 est fort peu appréciable, c'est un aveu de carence et d'irresponsabilité. Quand un code n'est pas bon, on commence par le réformer avant tout accord. Aucun gouvernement entrant n'est obligé de marcher sur les erreurs des sortants. Le code minier marocain prévoyait à l'origine 50/50, puis revu à la baisse 30/50, ce qui de loin semble plus recommandable que les maigres 10 % du Sénégal qui cède son pétrole, son gaz, son zircon, ses phosphates, son or pour des miettes, des concessions sur des durées infinies de 45 ans comme si l'économie, les lois du marché, la dynamique industrielle étaient figées. Il n'est fait aucun égard à la raréfaction ou au renchérissement futur des minerais, des matières minérales. Les maigres milliards étreonnés à la va-vite et sitôt dépensés parlent plus que de raison. Le bradage est infini.

Tous les blocs de pétrole ont trouvé preneurs, les enrichisseurs sont à l'affût des bonnes affaires, celles qui rapportent. Ils courtisent, ils cajolent. Dakar est la principale destination, une ville envahie où tout s'achète, se négocie à vil prix. Tout s'acquiert, se concède dans la durée, dans la discrétion et la diligence d'un petit comité autour du prince. "It is the place to be". L'Assemblée nationale n'est pas consultée, elle ignore tout des accords, ne ratifie rien.

Les 65 000 km<sup>2</sup> de blocs de pétrole restants sont la propriété exclusive de TOTAL, la multinationale française au bénéfice record de 9 milliards d'euros qui bénéficie chez nous d'une remise gracieuse de 15 milliards de Francs CFA.

Le ministre de l'Énergie est parti du gouvernement pour ne pas valider la forfaiture. La justice ne s'est pas auto-saisie. L'Assemblée nationale a fait profil bas, aucune enquête parlementaire n'est diligentée. La supercherie passe comme lettre à la poste.

Pourquoi tant de frénésie, une précipitation injustifiée comme s'il n'y avait pas d'autres alternatives. Le génie sénégalais a surpassé toutes les difficultés conjoncturelles ou même structurelles sans pétrole ni gaz. Sans être Capoue, la vie y était belle. Et d'ailleurs, je réproouve cet activisme, toute cette agitation autour des industries fossiles. L'exploitation du pétrole demande de l'expertise et des moyens que le Sénégal n'a pas.

Jamais occasion n'a été aussi belle de faire une fixation sur la formation, le renouveau industriel, se donner les moyens d'avoir les ingénieurs, les hommes d'affaires, les compétences industrielles pour les métiers mettant les financiers locaux en pôle. L'exploitation aurait son sens. Il serait plus judicieux, plus rationnel et mieux profitable.

Le Sénégal ne perdrait rien à attendre de rassembler les moyens de sa politique de pétrole et de gaz. Quelle urgence à tout charrier, autant en emporte le vent.

Une fois tout concédé, il est promis un fonds souverain pour les générations futures. C'est une vue de l'esprit, quelle chimère !

L'argent ne résistera pas une saison à la malversation et à la mal gouvernance. La meilleure façon de garder pour les générations futures, c'est de garder intactes des zones délimitées exploitables sur des décennies suivant autorisation expresse du peuple sur référendum, les richesses sont mieux gardées sous terre que dans les portefeuilles, les bourses ou les fonds spéciaux.

C'est rien de moins qu'une politique de dupes. La gouvernance des ressources naturelles est un scandale. Il

n'est guère de pays qui fasse pire que le Sénégal dans la gestion de ses ressources. À peine l'annonce des découvertes faite, affluent les charters d'hommes d'affaires, les vols privés en nombre, les missions diplomatiques, les commissions de bons offices, les nouvelles accréditations, une valse incessante de missions officielles.

Le gaz et le pétrole attirent du monde et des convoitises, la spéculation est enclenchée, les bourses réagissent déjà aux estimations de réserves jugées de classe mondiale.

Subrepticement, le Sénégal est regardé sur un piédestal et devient le pays du désormais tout possible. Les majors de pétrole jouent de leur influence, dans une concurrence acerbe pour ravir la palme, appelant leurs gouvernements en renforts ; la séduction bat son plein, les cabinets de coaching entrent en lice et font miroiter moult avantages ; la capitale sénégalaise grouille de monde, prise d'assaut par des délégations qui se côtoient, se croisent et se succèdent avec leurs ordres de mission et leurs feuilles de route. Les diplomates commissionnés demandent des audiences. Les autorités, ragailardies par les nouveaux enjeux, prennent du volume et de l'épaisseur.

C'est dans ce contexte particulier que s'organise le business du pétrole et du gaz. Les ressources nouvelles soulèvent beaucoup d'intérêts et de passions. Les acteurs du secteur affluent de toutes parts et font les couloirs pour rencontrer les autorités très en vogue par ces temps d'opulence supposée. Dakar vit le traumatisme des affaires, le bradage en série a commencé à qui mieux mieux sur fond d'imprudences, de précipitation et d'opacité. Les concessions de blocs entiers de pétrole se font en petit comité de deux ou trois personnes au sommet. L'Assemblée nationale n'assume aucunement sa mission de veille et de contrôle, tout au plus de manière « mécanique », ratifiera-t-elle un jour des accords dont elle ignore tout du contenu.

La simple durée des contrats sur 45 ans devrait l'interpeler. Dans ce délai, tout peut se passer. Personne n'a prévu que la géopolitique va changer, l'enjeu mondial face aux ressources minières et minérales sera autre, que les coûts de production changeront. En signant sur 45 ans, le gouvernement ne laisse aucune chance à l'intelligence sénégalaise de concevoir les moyens humains, matériels, techniques et financiers d'être les futurs gérants de ses ressources. Aucune perspective de souveraineté n'est envisagée, cantonnant le pays à encaisser ses maigres 10 % qui n'auront que peu d'effet face à l'évolution de sa démographie déjà préoccupante. Le pétrole et le gaz sont les principales richesses du monde qui tiennent les bourses. Toute l'activité des bourses tourne autour ; elle est même conditionnée par. Les placements subissent la hausse ou la baisse du baril. Les États les plus puissants envahissent et détruisent des pays pour le contrôle du pétrole, pour sécuriser leur propre besoin d'énergie. La Libye, L'Irak, le blocus iranien, l'instabilité de la Syrie, en sont de parfaites illustrations.

Ce qui dérange le plus dans cette affaire de pétrole et de gaz sénégalais, c'est les enchères au premier offrant d'une ressource rare et trop convoitée. Je n'ai pas compris l'option de se débarrasser de tout, tout de suite comme des denrées périssables ; et même les vendeurs d'oignons et de pommes de terre du marché Castors ne livrent pas aussi facilement leurs marchandises aux premiers venus. Nous aurions tout à gagner à attendre que les choses se fassent naturellement ; commencer par réformer le code minier pour l'équilibrer aux conditions nouvelles de ressources, aux exigences d'intérêts, aux besoins futurs de souveraineté sur les matières, à l'évolution future de la société, de ses structures sociales, industrielles et de service, les sociétés à mettre en place, les banques partenaires, les assurances sénégalaises relais. Le Sénégal aurait pu ne céder qu'un ou

deux puits pour trouver les fonds nécessaires à la formation des jeunes dans les métiers du pétrole et du gaz, structurer son économie, donner un coup de pouce à l'agriculture, faire décoller son tourisme, envisager la recherche, mettre petit à petit en orbite les industries dans sa nouvelle vocation.

Nul doute qu'en dix ans, le Sénégal aurait pu achever la formation de ses ingénieurs, de ses techniciens en pétrole, de mettre en place ses propres structures industrielles, ses banques d'affaires et ses agences d'assurance pour en tirer le meilleur profit. Quelles que soient les offres, le Sénégal devrait différer l'exploitation des 70 % de ses richesses gazières et pétrolières dans un horizon de 10 à 15 ans, le temps de se tenir prêt, par ses ressources humaines, ses sociétés et son expertise. Pour l'heure, il est dans un partenariat gagnant, perdant, du "win loose" à son détriment. Quel que soit le volume des activités, 10 % ne feront jamais son développement. Et puis incidemment d'autres secteurs classiques de son économie en effervescence risquent d'être délaissés. Le pétrole dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient a la capacité de phagocytter les autres activités qui tournent autour d'elle.

L'économie risque de n'avoir qu'une seule courroie de transmission, ce qui en réalité ressemble fort à un déni de l'intelligence d'un peuple capable de s'assumer, de se réaliser autrement. Jusqu'ici, le Moyen-Orient et l'Afrique ne sont que des souks qui vendent du pétrole et du gaz et reçoivent quantité de marchandises même en troc. Le génie sénégalais ménagé est capable d'apporter des réponses appropriées. On peut tout brader sauf des champs de gaz, d'or noir et d'or Gold.

Les ressources naturelles doivent être conservées contre tout bradage, un usage fécond est seul capable d'inverser le cycle abominable de la pauvreté et de la dépendance. Il est indispensable de mettre nos sociétés en état de maturité

pour concevoir les conditions d'exploitation et de transformation des ressources afin de produire la plus-value nécessaire qui impulse le développement.

Les discours du président ghanéen NANA KOFFO ADO au sommet des bailleurs pour l'éducation à Dakar, empreint de sagesse, m'a convaincu que quelque chose de différent se fait hors du Sénégal, en Afrique. « Nous avons un impératif qui nous a réunis ici ; comment est-ce que nous devons financer l'éducation ? Je vais dire quelque chose, j'espère que les contributeurs pour l'éducation en Afrique ne seront pas vexés. Nous ne pouvons pas dépendre des autres pour financer l'éducation de nos pays. Je ne le dis pas pour tourner le dos à ces nobles bailleurs qui nous soutiennent, mais si notre politique dépend d'autres bailleurs, si leur politique est réformée, nous allons souffrir. Si nous définissons des politiques pour nos systèmes, nous serons toujours au contrôle. Est-ce que les fonds sont disponibles sur notre continent, oui, nous en avons en abondance, si nous boutons la corruption hors de notre continent, si nous nous organisons pour avoir les arrangements beaucoup plus attractifs pour exploiter nos ressources, nous pourrions renverser la tendance si nous empêchons la fuite des capitaux. La commission de TABO MBEKI, qui a travaillé dans les fuites de capitaux hors de l'Afrique a estimé que durant les dix dernières années, 50 milliards de dollars US sont envoyés hors de l'Afrique à des fins illicites, tous les ans.

Pouvez-vous imaginer ce que ces fonds auraient pu faire, si nous avions ouvert les yeux, [...] et que nous n'étions pas restés naïfs, cela est notre défi.

Comment est-ce que nous pouvons nous organiser pour nous assurer que les nombreuses richesses, pour la première fois, sont utilisées pour les besoins du continent et non ailleurs. Si nous sommes en mesure de combler ce fossé, nous allons revenir ici, à Dakar pour discuter de

l'éducation, mais nous ne parlerons plus de financement, nous parlerons de la qualité, nous parlerons des changements que nous devons opérer dans nos curricula, et l'accent qui doit être mis dans notre histoire, dans notre mouvement et dans notre sociologie [...]. Je pense qu'il est très important de changer notre état d'esprit. Nous avons les capacités en nous de nous développer et promouvoir l'intérêt de notre continent, nous-mêmes. Faisons-le ! »

Oui le Ghana au terme de trois ans de collaboration a mis fin à son partenariat avec le Fonds monétaire international dans sa politique économique et budgétaire. Le Ghana a construit son nouveau budget sur fonds propres, complétés par ses propres initiatives sur le marché obligataire sans ingérence du FMI qui n'a plus droit de regard là-dessus.

Le Sénégal, comme du reste tous ses pairs francophones, attend l'aide, le concours du FMI pour la confection du budget, et en dernier ressort son approbation et son contrôle régulier. Les alertes et les injonctions du FMI sont permanentes.

Il rend compte des tensions de trésorerie, annonce les déficits budgétaires, prévient sur les risques de surendettement.

Le Ghana a repris l'ascendance dans la confection de son budget. Ce pays s'inscrit dans la voie de l'autonomie et de la souveraineté nécessaire dans tout processus de développement. Il s'affirme libre et résolu dans la voie de l'émergence. Le plus bel exemple de réussite de politique minière nous vient d'Aykem, une des régions aurifères. Une région dont le potentiel est estimé à 250 tonnes de réserves d'or exploitées par une compagnie américaine dénommée New Mount. Les habitants des localités environnantes se sont battus pour que les retombées minières soient perceptibles à tous les niveaux de la sphère sociale. Ils ont pris fait et cause pour leurs intérêts soutenus

par un État très responsable qui a mis en place un code acceptable à bien des égards. Les routes bitumées, les centres de santé, les écoles pour les enfants, font partie d'une politique infrastructurelle qui tient compte des besoins réels répertoriés des populations.

Sur chaque once d'or vendu, la société exploitante verse un dollar à la communauté soit 500 mille dollars sur 500 mille onces vendues. L'argent récolté est géré par une fondation qui reçoit en plus 1 % du chiffre d'affaires brut de la société New Mount, par un prélèvement à la source, nonobstant les impôts et taxes.

Grâce à ce système de financement, la région a touché 80 millions de dollars US sur les trois dernières années. Chaque porteur de projet est éligible à ce fonds, En plus, la société contractante s'est engagée à recruter 35 % de ses salariés dans la localité. Elle forme elle-même tous les conducteurs d'engins dans un centre ouvert à cet effet. Quant à la formation des cadres, elle s'inscrit sur une plus longue durée, mais entièrement à la charge de la multinationale. Les cadres directement opérationnels après leur cursus sont d'office intégrés dans la structure. Des ingénieurs en nombre sont bien formés par les seuls soins de la structure. Les expropriés, sont regroupés dans de grandes fermes où ils gagnent décemment leur vie. Une banque communautaire est au cœur de ce dispositif financier.

En l'espace de sept ans, des villages se sont transformés en ville avec les commodités requises, un bel exemple de politique minière qui devrait inspirer les zones aurifères de la région de Kédougou du Sénégal.

L'exploitation de l'or de Sabodala, c'est de la poudre aux yeux, des productions records, des sommes faramineuses engrangées, mais de la poussière, des regrets et des maladies respiratoires pour pauvres populations en migration perpétuelle dans leur lieu naturel pour faire place

nette aux pelleteuses et autres engins de fouille et d'excavation. Les larmes de détresse et les cris de désespoir jalonnent un quotidien de manque, de dénuement, un état de fébrilité morale et matérielle où ils renouent avec leurs divinités pour trouver réconfort et apaisement dans leur long calvaire qui dure. L'opulence et le bonheur mille fois annoncés semblent reclus aux contes de fées. Des générations durant, ils se sont accommodés de leur sort, les liens établis avec la nature, les repères historiques et géographiques fixés, un quotidien difficile, mais dompté, une vie rustique, mais sans désespoir, une envie toujours vivace de survie, une volonté de s'améliorer. Mais depuis l'ouverture des premières mines, tout semble sens dessus dessous, les rapports à la nature ont changé, le bonheur semble inaccessible, l'envie et la volonté s'émeussent, le désespoir gagne du terrain, les problèmes submergent leur univers : les maladies, le manque de terres cultivables, les démolitions de mosquées, de Dahra et de lieux de sépulture. Les habitations sont de fortune en attendant le prochain ordre d'évacuer, le camp des miséreux et des parias momentanément installé sur une même mine d'or. Oui, de l'or sous les pieds "des moins que rien" que la nature a pourtant bien pourvus, de la meilleure richesse du monde, l'or, le métal précieux que toutes les banques et institutions financières se disputent, que toutes les beautés et créatures rares de la gent féminine et même masculine, aiment enlacer autour du bras, du cou et des chevilles, signe ostentatoire d'opulence et de richesse, de notoriété et de gloire.

Leurs huttes et leurs paillotes sont posées sur des tapis d'or qu'ils n'ignorent plus, mais sans aucun droit de jouissance. Les multinationales ont eu raison de leurs élus, de leur sort, mettant entre parenthèses la légitimité populaire.

Leur seule volonté suffit à mettre en péril les peuples. Les bons sentiments et la raison ne sont qu'artifices qui ne résistent guère à la furie meurtrière des puissances d'argent déchainées. Quand les valets du libéralisme grossier et infécond se mettent en branle, tout le reste n'est que saccage, démantèlement de la nature et de ses occupants, abêtissement et déshumanisation. Le profit n'a pas de prix, mais a un coût, en larmes, en sueur, en souffrances, en épidémies, en maladies multiples en saccage et reniement des peuples sans passé désormais et sans aucun avenir.

La seule perspective semble être la soumission à l'ordre dominant, la capitulation face aux engins ennemis avalisés par des gouvernements mercantiles, soumis et compromis dont le salut réside dans ce pacte macabre d'anéantissement et d'accaparement des richesses indécentement partagées, et dont les miettes qu'ils reçoivent servent à la propagande, la répression des opposants et des récalcitrants, à l'achat de conscience pour torpiller les institutions et les lois de la République afin de s'éterniser au pouvoir avec leurs familles, leurs clans, leurs souteneurs, leurs alliés de circonstance, les obligés, les puissances alliées ou partenaires. Les peuples n'ont qu'à se soumettre, l'autorité s'incarne bien en Afrique, mais ne se partage pas, ne se conteste pas.

Celui qui n'a pas le droit de contester son sort n'a qu'à se soumettre pour semble-t-il moins souffrir de la furie des dictatures labélisées sous le pseudonyme de démocratie, un mot hasardeux venu, de nulle part, par effraction ou par convenance pour égayer le discours, inspirer confiance, inciter espoir ou rallier à sa cause. Peu importe, mais son usage immodéré, mille fois galvaudé sans conviction aucune, témoigne de l'hypocrisie des régimes féodaux en Afrique.

Le concept de démocratie sans doute une bonne trouvaille qui emporte tout sur son passage : les exactions,

les abus, les embastillements, les privations de liberté diverses, de droits multiples, un terme creux, un remède miracle pour les peuples, un refuge pour les cyniques tyrans enfermés dans leurs dialectes, leur désir de vaincre, de convaincre sans raison, leur délire de tout légitimer, tout justifier par la pensée convenue, les belles paroles, la rhétorique sans fin pour masquer leur incapacité chronique à améliorer le sort des peuples par l'école, la santé, l'accès au savoir à la richesse, un partage des revenus, un emploi décent, une alimentation saine, un toit pour s'abriter, un quotidien, une histoire, un rêve, une existence, un destin.

Les régions aurifères ne peuvent pas se développer en dehors de leurs richesses propres. Dans une région où SGO reconnaît à mots couverts faire une progression de 20 % sur le chiffre d'affaires de 100 milliards reconnus, comment comprendre que les braves populations n'aient pas une seule case en dur, un seul poste de santé ? Les femmes consultent à domicile chez grand-mère, les enfants en âge scolaire courent les rues, les paysans perdent au fil des mois, des années, leurs terres et l'espoir d'une vie pacifique et meilleure.

6,5 tonnes d'or extraites des entrailles de la Terre, sous les pieds des innocentes populations, ont généré 150 milliards sur lesquels l'État du Sénégal a touché 30 milliards en droit de douane, taxes, impôts généraux, redevances minières, cotisations à l'IPRESS et à la sécurité sociale. Un peu moins de 500 millions ont été déployés sous forme d'accompagnement institutionnel et d'assistance aux autorités régionales.

Les dindons de la farce sont sans exagération, les peuples, les véritables ayants droit, les seuls concernés, les soumis, les bannis, les martyrisés qui n'ont rien eu contre leur misère et leurs tracasseries quotidiennes. Rien ne leur échoit. On répartit les profits et les dividendes, les aides et les appuis par-dessus leurs têtes.

Comment dans un endroit où les multinationales brassent 150 milliards officiellement reconnus, n'est il pas possible d'avoir un budget décent pour les collectivités locales, un hôpital en norme, des postes de santé, des écoles en nombre, un lycée ou un collège construit, un programme de formation et d'insertion pour les jeunes, un fonds d'appui pour les travailleurs de la terre expropriés, des routes et des pistes praticables, des programmes d'amélioration du cadre de vie pour faire disparaître les autres huttes et cases en banco, les taudis et les greniers en paille pour ériger en lieux et places des maisons sociales acceptables, des magasins de conservation et de stockage, des lieux de culte, des aires de repos et de jeux pour les jeunes ?

Est-il concevable que les malades continuent de mourir dans leurs cases sans soins, ni assistance, sans autopsie, ni sépulture décente, que les femmes n'aient jamais rencontré de sage-femme, de gynécologue durant toute leur phase de fécondité, que la mortalité infanto-juvénile, la morbidité, la mort en couches, soient justifiées par les simples esprits maléfiques sans jamais oser penser aux programmes de lutte contre la malnutrition chronique, les maladies diarrhéiques et infectieuses qui hantent leur sommeil ?

À dire vrai, il est inconcevable qu'un programme de vaccination, de dépistage même ambulatoire n'atteigne pas les enfants et les parents de ces contrées asservies.

Quand les richesses du milieu n'aident pas au désenclavement, à l'accès aux structures sociales de base, au savoir et à l'intelligence des sciences, la mascarade n'est jamais plus grossière.

La richesse doit d'abord profiter aux gens du milieu, transformer leur quotidien, leur créer un cadre, leur ouvrir une perspective, un chemin d'accès au bonheur, un accomplissement, une libération contre l'obscurantisme, la domination et la dépendance, une émancipation de la

condition humaine. L'optimisme béat du Directeur de SGO, Monsieur SY, contraste avec la précarité et l'indigence pathologique des peuples « l'année 2016 a été une année riche en actions et succès pour nous. Nous sommes passés de un seul actif centré sur le Sénégal pour nous développer et devenir un producteur aurifère de niveau intermédiaire émergent en Afrique de l'Ouest... »

Assez pour dénoncer la supercherie. L'État a été amadoué, les autorités régionales et les alliés influents achetés afin de jouer les bons offices dans le silence des communautés meurtries qui supportent mal, très mal leur malaise. Ça frise le ridicule de l'entendre dire « beaucoup de Sénégalais se posent la question de savoir où va l'or de Sabodala ? Les chiffres de ce rapport répondent à cette question. Physiquement toute notre production est exportée en Suisse pour être raffinée avant d'être vendue ».

La supercherie n'est possible qu'avec le relais des Sénégalais bon teint qui s'aplatissent contre les privilèges et autres attributs de richesse pour crânement servir les envies et la démesure de la multinationale. Les faire-valoir sont toujours d'attaque pour justifier l'infâme, en guignols tirés à quatre cordes par les marionnettistes tapis dans l'ombre des Palaces et des villas cocues, très luxueuses. Le dicton semble être « Aide-moi à tuer tes frères, à soumettre les tiens, à les affamer contre le bonheur et la richesse personnels, tu seras couvert de gloire et de lauriers ».

Les politiques et les hommes ordinaires se soumettent sans état d'âme. Les maires des localités environnantes, les marabouts, les personnalités influentes, les têtes de l'exécutif régional s'enferment dans le silence de la complicité tacite. Les seuls qui doivent se faire entendre sur les sujets d'intérêt public, évitent les sujets sensibles qui fâchent, les mines et les profits, les désagréments, la fébrilité morale et matérielle des peuples, leur quotidien primaire. Nul doute qu'une bouche pleine ne parle pas,

préférant sacrifier son honneur, sa dignité, son rang, son devoir de citoyen, son rôle de lanceur d'alerte contre les dérives.

Hélas, aucune note dissonante, tout est fait pour ne pas déranger l'activité qui ne profite qu'à ce seul cercle restreint de complaisants et de renégats.

Aucune des localités qui jouxtent l'exploitation des mines d'or n'a un budget d'un milliard. La mairie de Kédougou, la mieux traitée n'a pas plus de 500 millions de francs de budget. À quand l'émergence des régions aurifères, une vie décente, la fierté et le bonheur de rêver comme tous les humains ?

Avant de briller et de faire la richesse et la gloire des heureux « propriétaires pirates », l'or charrie au passage la poussière, les maladies, les rancœurs, la misère et le désespoir, toujours plus grands des populations qui ont construit toute une histoire, toute une vie sur les flancs des mines ; des peuples coupables simplement d'être faibles et sans défense, un tort jamais réparé.

Le Sénégal est à la croisée des chemins entre un destin fabuleux et une fin tragique. C'est désormais le pays du tout possible, d'un envol comme d'une décadence. L'étendue des ressources naturelles révélées par les études prospectives laisse présager un futur de Capoue, un coin de paradis, une vie rêvée de bonheur. Tout comme le moindre faux pas, la moindre maladresse, peut coûter un avenir.

Quand le bonheur apparait, on commet souvent l'imprudence. L'euphorie n'aide pas à la réflexion, à un diagnostic apaisé face à la réalité du gaz et du pétrole, objet de toutes les convoitises, au centre de toutes les spéculations.

Ce contexte particulier appelle au sens de la responsabilité et à l'esprit républicain qui ne sauraient faillir. La stratégie politique intérieure est complètement bouleversée, des alliances se défont, d'autres nouvelles

apparaissent. Les blocs se fissurent tandis que celui du pouvoir se renforce. L'enjeu politique est immense et aucun acteur ne veut rater le rendez-vous.

L'opposition veut ravir la palme quand le pouvoir par tous les moyens veut se maintenir. L'élection présidentielle de 2019 a été la clé de voûte pour toute perspective.

Évidemment la communauté internationale n'a pas été en reste. Et à partir de maintenant, elle sera de plus en plus proche de notre vie intérieure et des engagements internationaux ; elle est actionnaire de notre stabilité et plus encore, de notre souveraineté.

Le modèle d'État Jacobin souffre d'un déficit de déconcentration et de décentralisation du pouvoir, réduisant l'autonomie des entités sociales et géographiques : C'est souvent un commandement autoritaire d'inspiration coloniale. La gestion des pôles est plus administrative qu'économique.

Un ministre président de région, chef de l'exécutif régional s'avère plus utile qu'un gouverneur toujours englué dans la version coloniale des administrateurs.

Le président de région chapeaute la politique locale, répercute et coordonne les politiques publiques dont il assure l'effectivité, veille à l'efficience des projets et jauge l'impact. C'est un maillon important dans l'élaboration des politiques publiques locales, dans la définition des programmes et priorités de développement. Malheureusement, l'administration territoriale est toujours à la manœuvre sans discontinuer depuis la naissance de la République

Une partie de la société civile a vite été cooptée par les valets de la finance internationale, l'oligarchie ayant ses tentacules partout pour contenir les nouvelles vagues de contestation des sociétés africaines sentant le besoin de bouger pour mettre fin à leurs supplices. Les

gouvernements étrangers forts intéressés, les entreprises transnationales, la finance internationale, mettent en place des ONG et des artifices qui leur permettent d'infiltrer les politiques, de noyauter les sociétés civiles en ébullition par la cooptation des principaux leaders politiques, syndicaux et civils, juteusement rémunérés pour rentrer dans les rangs, tout en continuant de contenir et de confisquer l'esprit contestataire. Les ONG proches de G. SOROS, la septième fortune mondiale, grand investisseur dans les matières premières ont fait leur œuvre. Elles misent sur la capacité de mobilisation qu'il faut contrôler, accaparer et orienter, selon les circonstances dans le seul but de ménager leurs intérêts exorbitants dans l'économie de façon globale et l'exploitation des ressources naturelles.

Depuis, l'engagement est moins patriotique, le discours peu audible, la confiance s'émousse et le courage se rétrécit comme peau de chagrin.

Tel un champ de ruine, l'enjeu est intact, mais les motivations ne sont plus les mêmes. Le débat citoyen est orphelin, la capacité d'indignation amorphe, les acteurs ont boudé le parvis de la République. Chacun dans sa carapace, pare les coups fourrés d'une majorité décontenancée, faisant de la République sa chasse gardée. Une bouche pleine ne parle pas. Il faut sans doute avoir le temps d'avaler ou d'avoir faim à nouveau pour venir vociférer à crever les astres pour une bouchée de pain prétextant la République et la bonne cause, nobles fonds de commerce, somme toute.

Peu importe la naïveté des uns, la complaisance des autres, la bêtise marche et fait engranger de la tune. Il faut juste se faire entendre, se faire reconnaître et puis... et puis jouer au chantage ou pactiser avec les forces ennemies qui contrôlent 60 % de la politique intérieure.

Dans le système en vigueur, la République intéresse peu de monde, les références et les valeurs sacralisées tiennent

au seul discours, à la magie des mots, tout le reste n'est qu'arnaque et tromperie, abus et mystification. Le mardi 13 novembre 2018, les ONG LEAD AFRIQUE FRANCOPHONE, ENDA TIERS MONDE, OXFAM et OSIWA sont convoquées au Commissariat central pour enquête portant sur financement gratuit octroyé à « Y en a marre », un mouvement de la société civile sénégalaise ayant le statut d'Association depuis 2013 conformément au code des obligations civiles et commerciales ; elles sont sommées de s'expliquer sur l'affectation et la destination des 350 millions de francs CFA gracieusement mis à disposition des jeunes activistes. Outré, le ministre de l'Intérieur monte au créneau, retire la licence de l'ONG LEAD AFRIQUE. Les bénéficiaires réagissent, font dans la menace et la victimisation, faisant réagir des organismes des droits humains et certaines autres factions de la société civile ; le Ministre, troublé, reporte son acte, au terme de quelques heures d'intermédiation. Le ministre était dans son rôle de contrôler l'afflux de fonds pour juguler les menaces de déstabilisation. Les ONG ne font pas du « Tout Gratuit », elles sont le bras, la voix et l'œil de l'extérieur, elles sont les ambassadrices accréditées des lobbies, des sociétés occultes, des entreprises transnationales, des entités économiques et institutionnelles externes qui ont souvent des visées et des préoccupations différentes de l'intérêt national.

Le contrôle ne doit pas se limiter aux seules organisations islamiques et leurs fonds, mais à toute transaction de nature à altérer l'image et la stabilité du pays. Sur les 19.000 associations de même statut, la seule qui a les faveurs des précitées ONG est celle qui s'agit dans la sphère socio-politique, dans l'élan contestataire.

Selon les propres estimations du ministre en question, il y a 500 organisations non gouvernementales en activité au Sénégal, dont 123 seulement avec un programme d'investissement contrôlé par le gouvernement du Sénégal

compte non tenu des 60 autres hors répertoire. On a tout faux d'aller contre la décision du Ministre qui était la bonne, parce que légale et responsable. Le Sénégal à l'instar des jeunes nations en construction est largement tributaire de l'étranger dans sa politique économique, sociale et sécuritaire.

65 % de sa politique intérieure dépendent des organismes financiers internationaux, des États partenaires, des groupes d'intérêts, des entreprises transnationales, des forces économiques externes, des lobbies d'affaires et cercles d'influence, des investisseurs divers, des alliés stratégiques et militaires, et même de la stabilité ou de l'instabilité des régions proches ou lointaines. 30 % procèdent des acteurs nationaux, en tête desquels les forces financières, les groupes d'intérêts particuliers, les clans, les cercles d'affaires, l'opposition politique, le mouvement syndical et les revendications sociales. Seuls 5 % procèdent de l'attention portée au peuple.

C'est dire toute la nécessité de faire la lumière sur les financements qui transitent par certaines ONG, de manière informelle et gratuite.

## ÉPILOGUE

Sur l'État de droit, le candidat M. Macky SALL a déclaré : « Nous voulons un Sénégal nouveau, une République nouvelle, une République fondée sur les principes et les valeurs [...]. Une de mes premières missions, ce n'est pas de construire des routes, des autoroutes et des ponts. La première mission c'est de construire l'État de droit ; or l'État de droit on va l'apprécier de façon immatérielle, ce n'est pas par les bâtiments qu'on va l'apprécier, mais par les valeurs, les principes, c'est l'égalité des citoyens devant la loi ».

Et le temps dans sa marche quotidienne charrie son lot de désespoir d'un peuple meurtri, le temps long de l'inespérance, ce temps infiniment long pour la souffrance languissante d'un peuple pris dans l'étau du présidentialisme monarchique.

Les 60 ans d'âge d'une belle et prometteuse République ont été jalonnés par l'autoritarisme, la marche forcée, pour de maigres résultats. L'absurde cupidité a souvent servi de leviers contre l'intime conviction au mépris du droit, de la morale et des vertus. En Afrique particulièrement, les dirigeants se font élire par la magie des suffrages, mais se proclament aussitôt Rois. Nous avons perdu la trace des grands hommes et des dirigeants responsables. Seuls s'agitent des comiques et des prétentieux hors-sol et sans conviction. La morale et les vertus s'éloignent de leur chemin tortueux, les vices font fureur. Le peuple maudit fait face à leurs caprices d'enfants gâtés qui rongent ses flancs sans conscience, ni regret. Les déclarations de bonnes intentions n'altèrent pas les scénarios macabres de vol,

d'arnaque, de bradage, de prévarication, d'hypothèque et de privatisation des ressources publiques.

« Aujourd'hui, je comprends mieux qu'avant pourquoi il y a tant de crises en Afrique. Avant, j'étudiais ses crises en tant qu'intellectuel, en tant que professeur chercheur, politologue. Les crises viennent du fait que les gens vivent hors la loi ; les gens n'aiment pas respecter la loi et les procédures qui en découlent. Il n'y a pas d'État fort, de République sans loi, sans procédure. » Paroles émises par Laurent Coudou GBAGBO lors de la crise ivoirienne de 2002 à 2011.

Ils ne sont pas encore là, les hommes politiques qui vont relever les défis. Ceux sur la scène se ressemblent trop. Ils ont les mêmes vices, les mêmes défauts, commettent les mêmes péchés. Pétris dans le même moule, ils portent les tares d'un système qui a bercé leur naissance, accompagné leur adolescence et façonné leur vie d'adultes. Ils subissent leur sort sans pouvoir s'extirper de leurs réalités, de leur monde. L'infirmité congénitale de la République a marqué toutes les générations dans leur vie passée et actuelle. Les unes ont créé et entretenu ce qui est prosaïquement appelé "système", les autres sont nées dedans et en sont marquées au fer de lys. Entre les deux, il y a certes une différence d'époque, mais une même graine qui a germé et infesté la République. À coup sûr, le mode de gouvernance est à réinventer. La culture politique n'est nullement compatible avec le développement. C'est un régime de faveur et non de mérite, de promotion des intérêts particuliers et égoïstes sur la logique communautaire, un régime de self-services sur l'intérêt général.

Ceux qui se sont proclamés prudes ont fini dans la boue. Les chevaliers blancs n'ont jamais existé, tout comme les apôtres de la bonne cause et les messies annoncés n'ont réalisé que leurs ambitions personnelles.

Dans ce temps impunément long des 60 ans d'âge de la République, peu de choses ont bougé. Les alternances n'ont pas produit de rupture, malgré la succession des plans, la promesse d'un Capoue idyllique, une vie de rêve dans un coin de paradis, la corvée d'eau est la même, le cursus scolaire se termine en queue de poisson, les crises alimentaires récurrentes, le chômage fait des masses. Les slogans sont sans cesse recyclés pour contenir les flux des chômeurs ; deux cent mille étudiants sortent chaque année des écoles de formation et des universités sans aucune perspective. Derrière les rideaux s'agitent les mêmes acteurs qui interprètent les mêmes scénarios, une comédie burlesque au mépris du drame vécu par le peuple dégoûté par le spectacle. Les metteurs en scène en ont fait voir de toutes sortes « l'an deux mille, Dakar sera comme Paris », une affiche alléchante, « Monsieur forage et Madame moulin » un couple fringant « Maa Waxoon, Waxéet » du roi politicien et plus récemment « Père-la-vertu » et sa gouvernance sobre.

Que de mythes pour peu de réalités, des rêves trahis, une espérance bafouée, des dignités avilies, des vies sacrifiées, le bonheur des dirigeants s'est souvent construit dans le traumatisme des peuples qui marchent encore péniblement. Divers dirigeants se sont essayés au pouvoir, mais leurs échecs sont plus retentissants que leurs exploits dont ils ne tirent aucune gloire. Le peuple paie le prix des errances politiques, délaissé de tous, même de la société civile.

L'histoire de ce pays peut se raconter de mille manières, mais conduit à la même certitude : l'insouciance, l'inertie et la cupidité ont eu raison de son destin.

Le présidentialisme monarchique est le principal obstacle à son épanouissement.

Les pouvoirs sont mêlés sans indépendance. Un homme seul sévit en démiurge, installant un régime hybride entre monarchie et République, un autocrate qui fait dans le culte

de la personnalité, la promotion du clan, de l'élitisme, du parentalisme, le renforcement des alliés et une chasse à courre aux opposants sans cesse débusqués.

Au cœur d'une République à scandales où le droit est souvent au service de l'arbitraire, beaucoup d'acteurs ont la monarchie à cœur. Insidieusement, la citoyenneté est répartie sur deux étages. Nul doute que ceux qui sont au rez-de-chaussée n'ont rien à espérer. « Nous nous faisons payer grassement nos aveux et nous rentrons gaiement dans le chemin bourbeux, croyant par de vils pleurs, laver nos taches. », Charles Baudelaire, *Les fleurs du mal*.

Le défi commun à tous ces présidents qui se sont succédé au pouvoir se ramenait pour l'essentiel à de l'eau à boire pour les humains et le bétail, une agriculture réussie qui nourrit les Sénégalais, des voies d'accès pour libérer les contrées et faciliter la mobilité, une école de qualité pour prendre en charge tous les enfants de la République, des soins de qualité et l'éradication des maladies endémiques, une citoyenneté assumée dans une République libre et démocratique. Peu ou prou, ils se sont essayés à l'exercice, sans jamais réussir leur mission. Ils ont quitté le pouvoir, riches en milliards, en comité de privilégiés.

Décidément un ancien Premier ministre de la majorité sortante, Cheikh Hadjibou Soumaré, ex-directeur de l'UEOMOA et candidat recalé au parrainage pour la candidature à la présidence de 2019, trouve les mots justes pour parler à la communauté internationale :

« L'heure est si grave que chaque Sénégalais, quelle que soit la position qu'il occupe dans l'appareil d'État comme fonctionnaire judiciaire administratif, militaire, paramilitaire ou comme simple citoyen doit être conscient que par sa posture, il est en train d'écrire les pages d'histoire d'un Sénégal de stabilité ou d'instabilité dont les seuls responsables seront ceux qui n'auront pas su prendre leur responsabilité [...]

Je pensais, qu'en hommes responsables, ceux qui exercent le pouvoir auraient donné l'occasion à tous les Sénégalais qui le souhaitent, de parler de leur pays à travers des projets de société qui seraient arbitrés par le choix des citoyens. Mais par la ruse, la manigance, la tricherie éhontée, le pouvoir est resté sourd à l'appel des citoyens ainsi qu'au silence d'autres qui attendaient une réelle posture de démocratie à travers une gestion irréprochable du processus électoral. Nous sommes des citoyens du monde, le Sénégal fait partie du monde libre, nous voulons pour notre pays ce que chaque patriote veut pour le sien. [...]

Malheureusement depuis un certain temps, par le tripataillage de la constitution et de la loi électorale, le pouvoir sans concertation sérieuse avec les acteurs politiques a fait un forcing pour imposer son parrainage à des acteurs pourtant acquis au parrainage avec des règles qui seraient claires et impartiales pour tous. J'en veux pour preuve le spectacle désolant à l'Assemblée nationale lors de l'examen d'une loi aussi importante que celle sur le parrainage votée sans débat par la seule majorité présidentielle. Cette forfaiture dans la préparation de l'élection présidentielle de 2019 n'a été possible que grâce à des cabinets étrangers et sénégalais avec la complicité de fonctionnaires zélés qui seraient seuls responsables d'un tel crime contre le peuple sénégalais.

Aucun acteur politique, aucun arbitre des élections, aucun représentant de la société civile ne peut attester aujourd'hui sur l'honneur de la fiabilité du fichier électoral. Tout cela s'est fait avec le silence coupable de certains amis du Sénégal au détriment d'un peuple assoiffé de gestion vertueuse de ses biens, de l'égalité de chance entre ses enfants. [...]

En ces moments difficiles de l'histoire du Sénégal, je me veux être dans le camp de ceux qui auront pris leur

responsabilité face à la dérive d'un pouvoir devenu sans limite pour défendre les intérêts d'une jeunesse en désarroi, de familles qui continuent de se paupériser, de fonctionnaires gagnés par la politisation extrême de notre administration dont les grades ne se gagnent plus au mérite, d'une justice piégée, d'une représentation du peuple chahutée, d'une société civile utilisée comme tremplin d'accès au pouvoir, d'un monde rural à l'agonie laissé à lui-même... ».

La République à cœur, c'est le souci éprouvé de préserver l'État de droit sous toutes ses formes, ce qui d'office exclut le tripatouillage de la constitution, l'instrumentalisation de la justice, le traitement discriminatoire des citoyens qui doivent être soumis aux mêmes principes de droits et devoirs. L'État de droit, c'est la sacralisation des libertés individuelles et collectives, un traitement équilibré des entités sociales et physiques, le libre accès aux services sociaux de base, en somme, c'est rendre la République plus publique, par le mérite et la compétence reconnue. L'État de droit, c'est accepter le principe de l'opposition dans la stricte observance des règles du jeu.

La République à cœur mérite le respect du principe, des séparations du pouvoir sans empiètement aucun dans les termes de la constitutionnalité. Ce qui suppose une justice libre, épanouie qui refuse de servir l'arbitraire, s'extirpe du subjectivisme des politiques. Une société qui ne dit pas le droit verse inévitablement dans la propagande qui mène vers l'obscurantisme et le risque de délitement. La paix est une construction sociale, politique et juridique. Elle se gagne par la capacité à rendre justice de façon équitable, à avoir les mêmes égards pour tous conformément à l'idéal républicain. Les démocraties stables se réalisent dans le respect du pacte commun. Tout républicain doit avoir à cœur d'endiguer la corruption qui sévit à grandes échelles au point de compromettre les projets de développement. Des changements d'homme et de majorité se sont souvent

produits, mais c'est souvent une alternance sans rupture, de la continuité dans le changement. Le nouveau monde annoncé est en tout point conforme à l'ancien. Le modèle d'État bonapartiste, jacobin est toujours de rigueur dans sa version détestable.

Passée la symbolique des institutions théoriquement bien élaborées, le pouvoir s'exerce selon une verticalité déconcertante, incarné par un homme, un monarque entouré de ses alliés formant des cercles de pouvoir au-dessus du peuple. Ce sont des structures de patrimonialisation, clientélistes et parentélistes, tribalistes et oligarchiques qui s'accaparent les moyens et l'autorité de l'État qu'ils abusent et exercent dans l'entre-soi de comités de bons offices bloquant l'ascenseur social au sommet. C'est un modèle d'État coupé du peuple. L'horizontalité de la société n'est pas renforcée par l'intégration et l'instauration de l'État de droit, le partage des responsabilités, l'équilibre des entités sociales et physiques. Les politiques sont aussi inégalitaires qu'imparfaites, incidemment le peuple est au bord de la rupture en pleine désespérance, tiraillé entre soumission et révolte dans le difficile et diffus chemin de l'émergence qui hante ses rêves.

Les politiques ont échoué. Pour séduire les électeurs, les candidats à la présidence de la République chantent plus fort que l'hirondelle annonçant des saisons meilleures que le printemps, l'idylle et la bombance dans un coin de paradis.

Sur les 60 ans d'âge de la République, le droit a trop souvent servi l'arbitraire.

Le peuple se débat en captif dans son univers morne à l'horizon bouché. Un peuple lié à ses bourreaux tel le « forçat à la chaîne ». Le clan politique est reclus dans ses habitudes usant de méthodes archaïques, improductives, prêt à mourir dans son impénitence, maintenant malencontreusement le peuple dans l'indigence totale, la misère

quotidienne qui dure... et qui dure. Les rideaux se ferment sur ce triste spectacle, je continue, hélas, de méditer dans le tumulte de cette longue nuit ténébreuse, le sort de la République.

J'entrevois l'étendue du désastre, le potentiel immense, mais encore et surtout l'amateurisme et l'impréparation aux dures réalités du pouvoir, la naïveté, la compromission et l'indécente cupidité des acteurs qui s'agitent autour.

*Je caresse l'espoir qu'il fera jour.*

## RÉFÉRENCES

- Baudelaire, Charles, *Les fleurs du mal*, Paris, Gallimard, 2005.
- De Vigny, Alfred, « La mort du loup », poème, 1843.
- Diop, Rawane, *De l'indépendance à l'émergence. Leurres et lueurs*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- Diop, Rawane, *L'Afrique dans la globalisation : une braderie sans fin*, Dakar, L'Harmattan-Sénégal, 2017.
- La Fontaine, *Fables*, Paris, Le Livre de Poche, 2002.
- Michelet, Jules, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 2007.
- Michelet, Jules, Origines du droit français - Cherchées dans les symboles et formules du droit universel, Paris, Pagala, 2009.
- Niemöller, Gustav Friedrich Martin, « Quand ils sont venus chercher », Poème écrit en 1942 dans le camp de concentration de Dachau.
- Proudhon, Pierre-Joseph *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, Paris, Fayard, 1989.
- Sall Macky, Discours de campagne, 2012.
- Soumaré, Cheikh Hadjibou, Lettre adressée à Macky Sall et à la communauté nationale et internationale
- Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 2010.



## TABLE DES MATIÈRES

Dédicace..... 7

Acronymes ..... 9

Avant-propos

Une monarchie garantie sur facture que le peuple paie  
dans la douleur ..... 11

Le présidentielisme ou les revers du bonapartisme sous  
les tropiques ..... 15

République et démocratie sous séquestre ..... 65

Démocratie, République et droit de savoir ..... 79

Épilogue ..... 151

Références..... 159



## STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN

**L'HARMATTAN ITALIE**  
Via degli Artisti, 15  
10124 Torino  
harmattan.italia@gmail.com

**L'HARMATTAN HONGRIE**  
Kossuth l. u. 14-16.  
1053 Budapest  
harmattan@harmattan.hu

---

**L'HARMATTAN SÉNÉGAL**  
10 VDN en face Mermoz  
BP 45034 Dakar-Fann  
senharmattan@gmail.com

**L'HARMATTAN MALI**  
Sirakoro-Meguetana V31  
Bamako  
syllaka@yahoo.fr

**L'HARMATTAN CAMEROUN**  
TSINGA/FECAFOOT  
BP 11486 Yaoundé  
inkoukam@gmail.com

**L'HARMATTAN TOGO**  
Djidjole – Lomé  
Maison Amela  
face EPP BATOME  
ddamela@aol.com

**L'HARMATTAN BURKINA FASO**  
Achille Somé – tengnule@hotmail.fr

**L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE**  
Résidence Karl – Cité des Arts  
Abidjan-Cocody  
03 BP 1588 Abidjan  
espace\_harmattan.ci@hotmail.fr

**L'HARMATTAN GUINÉE**  
Almamy, rue KA 028 OKB Agency  
BP 3470 Conakry  
harmattanguinee@yahoo.fr

**L'HARMATTAN ALGÉRIE**  
22, rue Moulay-Mohamed  
31000 Oran  
info2@harmattan-algerie.com

**L'HARMATTAN RDC**  
185, avenue Nyangwe  
Commune de Lingwala – Kinshasa  
matangilamusadila@yahoo.fr

**L'HARMATTAN MAROC**  
5, rue Ferrane-Kouicha, Talaâ-Elkbira  
Chrableyine, Fès-Médine  
30000 Fès  
harmattan.maroc@gmail.com

**L'HARMATTAN CONGO**  
67, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
BP 2874 Brazzaville  
harmattan.congo@yahoo.fr

---

## NOS LIBRAIRIES EN FRANCE

**LIBRAIRIE INTERNATIONALE**  
16, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.internationale@harmattan.fr  
01 40 46 79 11  
www.librairieharmattan.com

**LIB. SCIENCES HUMAINES & HISTOIRE**  
21, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.sh@harmattan.fr  
01 46 34 13 71  
www.librairieharmattansh.com

**LIBRAIRIE L'ESPACE HARMATTAN**  
21 bis, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.espace@harmattan.fr  
01 43 29 49 42

**LIB. MÉDITERRANÉE & MOYEN-ORIENT**  
7, rue des Carmes – 75005 Paris  
librairie.mediterranee@harmattan.fr  
01 43 29 71 15

**LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE**  
53, rue Notre-Dame-des-Champs – 75006 Paris  
librairie@lucernaire.fr  
01 42 22 67 13



# UNE MONARCHIE AU CŒUR DE LA RÉPUBLIQUE

Le pouvoir a érigé une nouvelle classe dominante formée de politiques, d'auxiliaires de justice, d'affairistes mal famés, de religieux corrompus, d'intellectuels paresseux cherchant des raccourcis, de grands commis de l'État, milliardaires complices, de fonctionnaires vendus, de partisans corrompus, de médias souteneurs, toute une classe d'hommes d'affaires vivant de business-cueillette sur les fonds publics. Tout leur est acquis dans la paresse, l'oisiveté et l'appétit gargantuesque, tirant la roue de la fortune à leur compte sans répit ni satiété, s'enrichissant à tour de bras en milliards dans une parfaite complicité réciproque. Ils se soutiennent et échangent de bons procédés, défendent tous l'intérêt de classe.

Le combat pour la démocratie est l'affaire de tous les citoyens qui doivent éviter d'apporter leur caution morale à la dictature, à l'éviction des valeurs, à l'exacerbation de tous les péchés qui font la monarchie absolue. À tous les niveaux de la sphère sociale, ils doivent se sentir responsables et concernés par le combat citoyen pour que l'état de droit bénéficie à tous. Pour l'heure, c'est une démocratie en panne sèche qui s'enlise dans les travers d'une féodalité médiévale, une société en recul perpétuel sur ses valeurs, une démocratie de sang, de clans et de privilèges, une démocratie cartellisée, instaurant la hiérarchie et l'esprit de classes.



*Rawane Diop est né en janvier 1959 à Sakal dans le département de Louga. Après, une formation à l'École normale supérieure, il démarre sa carrière d'enseignant en 1981. Du ministère de l'Éducation nationale, il passe au ministère des Finances comme Contrôleur au Trésor public avant de s'expatrier.*

Illustration de couverture :  
© scanrail - 123rf.com

ISBN : 978-2-343-16951-4  
17 €

